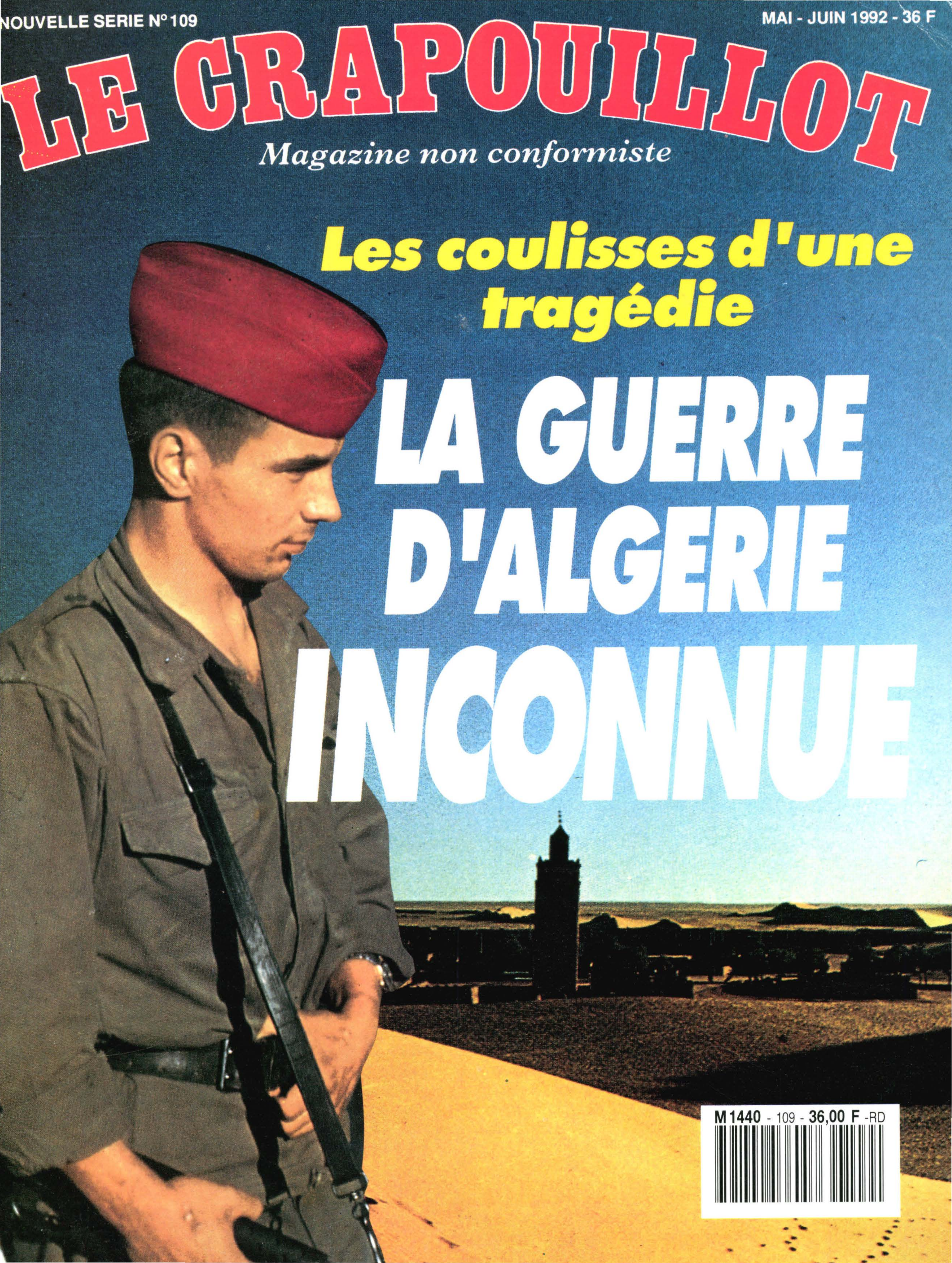
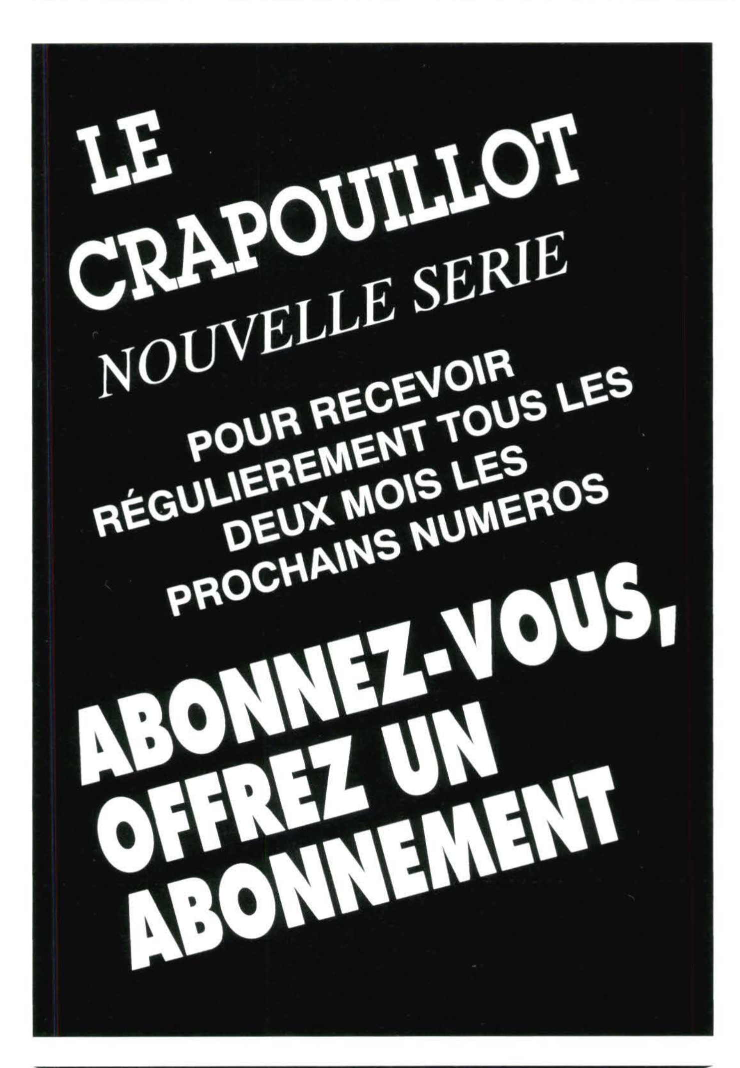

NOUVELLE SERIE N° 109
MAI - JUIN 1992 - 36 F
LE CRAPOUILLOT
Magazine non conformiste
Les coulisses d'une tragédie
LA GUERRE D'ALGERIE INCONNUE
M 1440 - 109 - 36,00 F -RD



LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) - Jean-François Devay († 1971)

Magazine non conformiste

Directeur :
Roland Gaucher

Réalisation technique : **Stéphane Le Brieuc**

Secrétariat général et révision :
Nicole Dupaty

Directeur de la publication :
Jean-Claude Varanne

Secrétariat de rédaction / iconographie :
Emmanuel Casenac

Composition : **Michèle Bonnot**

Promévente :
Philippe Thoreau 45 23 25 60 vert 05 19 84 57
Terminal EB6
Sarl p Le Crapouillot
RCS : Paris B 383 679 529
Siège social : 52, rue Madame 75006 Paris
Dépôt légal : Mai 1992 - N° CPPAP : 61.147

Abonnements et courrier :
7 ter, cour des Petites-Ecuries 75010 Paris

Avertissement...

Ce numéro du *Crapouillot* n'a, bien entendu, pas la prétention d'être une histoire exhaustive de la guerre d'Algérie. Il ne vise qu'à rappeler, raconter et analyser les phases encore obscures, souvent cachées ou travesties et demeurant matière à controverse, qui émaillèrent ce sanglant conflit de huit longues années.

Nous en avons volontairement banni toute prise de position doctrinale et toute envolée lyrique. Les faits sont souvent plus éloquents que les commentaires ; nous les avons donc laissé parler.

La plupart des rédacteurs de ce numéro ont été, à un titre ou à un autre, partie prenante dans ces événements qui ont secoué la France entière et laissé des traces impossibles à effacer dans de nombreuses sensibilités françaises. Ils ont ainsi manifesté, à l'époque, à leurs risques et périls, leur engagement et leur passion.

Ils ne se sentent donc pas tenus d'en discourir de nouveau, d'autant qu'au fond d'eux-mêmes, souvent, certaines blessures ne sont pas refermées — et ne le seront jamais.

Ils se bornent à raconter, en historiens méticuleux, ce qu'ils ont pu voir, savoir ou reconstituer, afin que, pour leurs compatriotes de tous les âges, cette guerre d'Algérie ne demeure pas aussi « inconnue » qu'elle l'est encore à bien des égards.

Jean BOURDIER

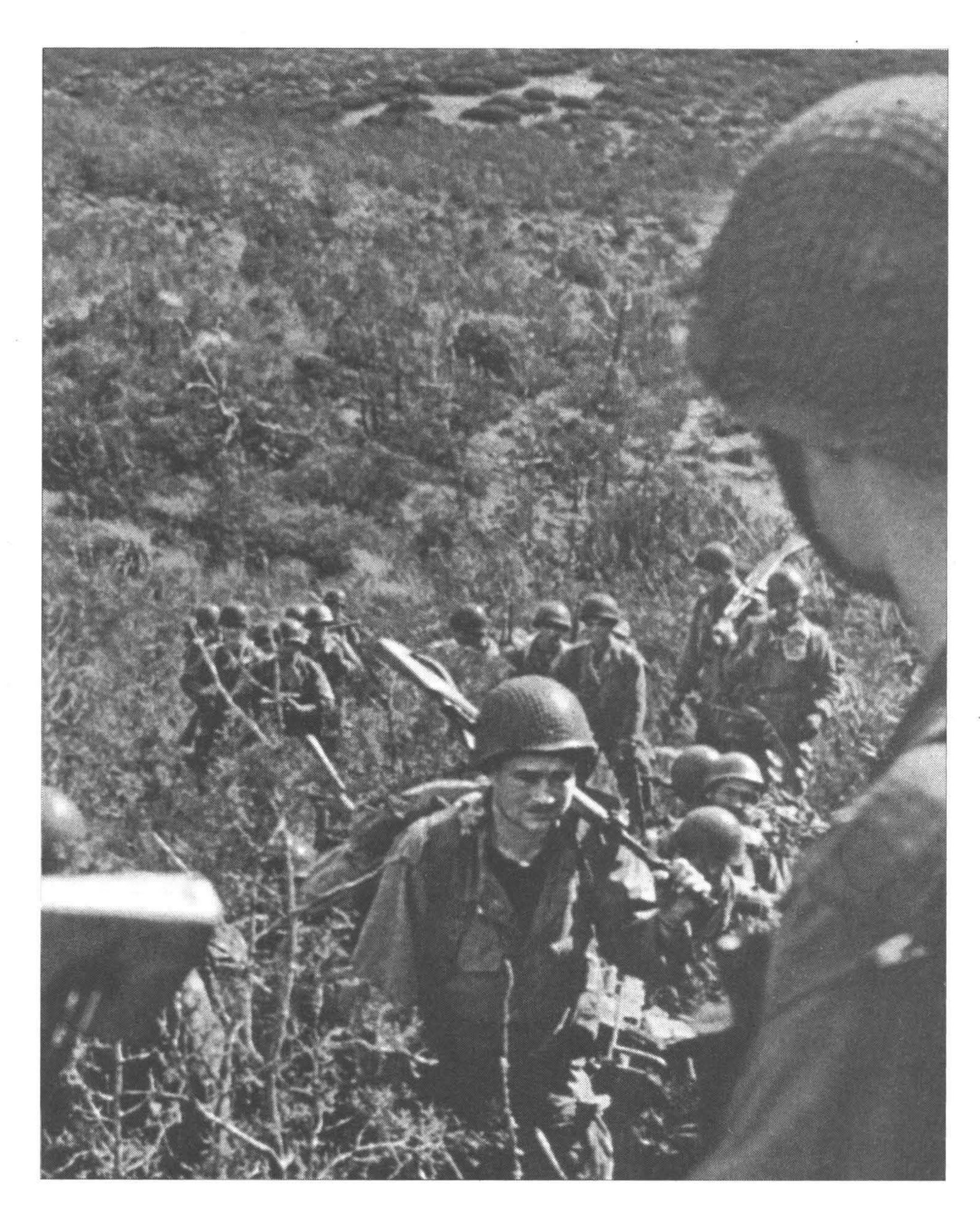
Sommaire

Avertissement Page 3
I L'embrasement de la Toussaint Page 5
II Patrouille dans la Casbah (Jean-Claude Goudeau) Page 12
III La guerre dans Alger (Jean-Claude Lauret) Page 15
IV La « bleuite » en Kabylie (Jean-Claude Lauret) Page 21
V A la recherche de la torture propre (Jean-Claude Goudeau) Page 24
VI L'expérience d'un appelé (un Deuxième Bureau sur le terrain) (Jean-Paul Angelelli) Page 31
VII Le temps des assassins (Raymond Muelle) Page 34
VIII Les harkis (Jean-Claude Lauret) Page 42
IX Les porteurs de valises (Jean-Pierre Chappuis) Page 44
X Le temps des complots Page 49
XI Les coulisses du 13 mai (Frédéric Brémont) Page 52
XII Le sanglant sabotage de la paix des braves (Jean-Pierre Chappuis) Page 56
XIII Un putsch trop respectable Page 62
XIV Le rendez-vous manqué d'Orléans (Roland Gaucher) Page 65
XV OAS L'heure des clandestins Page 67
XVI Les barbouzes (Jean-Pierre Chappuis) Page 72
XVII Le 26 mars, rue d'Isly... (Anne Bernet) Page 79
Conclusion Page 82

Numéro réalisé sous la responsabilité de Jean BOURDIER

Chapitre I

L'EMBRASEMENT DE LA TOUSSAINT



Le djebel qui devait rester dans tant de mémoires...

Cela commence par un double meurtre et cela se conclut, huit ans plus tard, par le massacre des Innocents. Ainsi pourrait-on très sommairement résumer une guerre qui n'osait pas dire son nom — et ne le méritait peut-être pas vraiment. En tout cas pas exactement.

Ce 1er novembre 1954 devait s'appeler ensuite « la Toussaint sanglante ». Le drame qui, ce jour-là, domina les autres est, à coup sûr, resté dans quelques mémoires, malgré la formidable, complaisante et confortable faculté d'oubli qui caractérise le peuple français. Arrivé dans les gorges de Tighanimine, le vieil autocar qui assure la liaison Biskra-Arris est arrêté par un groupe d'hommes armés — des « fellagha » (coupeurs de routes), comme on ne les appelle pas encore — qui obligent les voyageurs à en descendre. Parmi ces passagers, trois sont immédiatement séparés des autres : le caïd Hadj Sadok, notable musulman, capitaine de réserve de l'Armée française et officier de la

Légion d'honneur, et Guy et Janine Monnerot, jeunes instituteurs métropolitains en voyage de noces. Les rebelles, dirigés par un certain Chibani Bachir, tentent de convaincre le caïd de se joindre à eux. Celui-ci refuse, et, peu après, plusieurs rafales de Sten tuent Hadj Sadok et le jeune instituteur. Mme Monnerot est grièvement blessée.

La suite des événements ne tarde pas à montrer qu'il ne s'agit pas là d'un acte de banditisme isolé. Vers le milieu de la journée, de petits groupes armés tentent de passer à l'action dans l'ensemble de l'Algérie : à Batna, à Kenchela, dans les Aurès, à Boufarik, à Blida, à Alger même. Avec des résultats très inégaux, et même médiocres en beaucoup d'endroits.

Il n'empêche qu'au soir du 1er novembre, six Européens et deux musulmans fidèles à la France ont été tués — ainsi que plusieurs des assaillants. Et que si, en France métropolitaine, la presse et l'opinion ne semblent voir en ces événements que des actes de violence isolés et même « anecdotiques », en Algérie, on a été frappé par le caractère d'offensive concertée pris par cette suite de raids et d'actes de sabotage. D'autant que celle-ci vient confirmer les rumeurs de soulèvement qui circulaient avec persistance, depuis quelque temps déjà, dans certains villages et dans les quartiers musulmans de certaines grandes villes. D'autant, aussi, qu'a été diffusée une proclamation, datée du 31 octobre, d'un « Front de Libération Nationale » (FLN), déclarant la guerre à la France en vue de l'indépendance de l'Algérie dans un cadre islamique.



Jacques Soustelle (ici, avec le général Salan en mai 1958) devait prendre tout le monde à contre-pied.

Devant ce fait nouveau, le gouvernement français, présidé par Pierre Mendès France, se décide, le 12 novembre 1954, à prendre position. Cette position est catégorique :

« On ne transige pas, déclare Mendès France, *lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la nation, l'unité, l'intégrité de la République française. »*

Et le ministre de l'Intérieur d'alors, François Mitterrand, proclame :

« L'Algérie, c'est la France. »

Il précise en même temps :

« Je n'admets pas de négociations avec les ennemis de la patrie. La seule négociation, c'est la guerre. »

Mais, précisément, « l'Algérie étant la France », la « guerre » ne peut s'appeler que « maintien de l'ordre » — terme qui a fait fortune sous le gouvernement de Vichy et qui persistera jusque sur les brevets des médailles commémoratives ultérieurement allouées aux soldats ayant servi en Algérie. De même, ceux qu'on va bientôt appeler couramment les « fellouzes » ou les « fells » deviennent des HLL (hors-la-loi) dans la prose officielle. Tout cela est parfaitement logique.

Logique aussi est la politique préconisée et mise en route par le nouveau gouverneur général de l'Algérie, l'éminent ethnologue Jacques Soustelle. Brillant normalien, ancien militant antifasciste, ancien patron des services spéciaux gaullistes durant la guerre avant de devenir ministre du général de Gaulle à la fin de celle-ci, nommé par Mendès France, Jacques Soustelle a d'abord été accueilli avec la plus grande méfiance par les pieds-noirs d'Algérie. Mais ceux-ci ne tarderont pas à changer d'avis ; servi par sa formation d'ethnologue, le nouveau gouverneur général semble avoir compris en un temps record toutes les données véritables du problème, et notamment la nécessité de transformer l'ensemble de la société algérienne, de lutter contre la misère des masses musulmanes — ce que sa consœur Germaine Tillon a appelé la « clochardisation » — et de fixer ainsi la province algérienne dans le sein de la communauté française, « dans la paix et la sécurité, par l'équité et la justice ». Soustelle devient l'initiateur de la politique d'« intégration ». Les pieds-noirs, d'abord réticents et même hostiles, s'y rallieront au fil des événements et, lorsque Soustelle sera rappelé d'Alger en février 1956, ils fomenteront une véritable émeute pour tenter de le retenir.

Cependant, le FLN, maintenant soutenu de l'extérieur par les pays arabes, Egypte en tête, et par quelques lobbies internationaux, doté d'un « observateur » auprès de l'ONU en la personne de Mohamed Yazid, soutenu, aussi, de plus en plus activement et ouvertement, par les



Robert Lacoste sur le terrain : un socialiste héliporté

pays du bloc communiste, ne désarme pas. Une deuxième offensive — auprès de laquelle la « Toussaint sanglante » de 1954 fait brusquement pâle figure — a eu lieu le 20 août 1955 dans la région de Philippeville — notamment à El Halia — et jusqu'à Constantine, faisant des centaines de victimes dans un climat d'hystérie meurtrière. Cette fois, la terreur est là, et bien là, et le FLN entend la généraliser et la systématiser. C'est son seul moyen de vaincre, à défaut de convaincre.

C'est avec des tomates lancées d'une main sûre que les Algérois accueillirent, le 6 février 1956, le nouveau président du conseil socialiste, Guy Mollet, qui venait de constituer son équipe ministérielle avec François Mitterrand à la Justice et le radical Bourgès-Maunoury à la Guerre. Le socialiste Max Lejeune était secrétaire d'Etat aux Forces armées, et un autre socialiste « dur », Robert Lacoste, devait rapidement succéder au général Catroux, contraint à la démission, au poste de ministre résident en Algérie. Mais, même en faisant abstraction de la vertu pédagogique de la tomate trop mûre, cette concentration SFIO n'eut pas les résultats que les pieds-noirs semblaient redouter. Socialistes de la vieille école mais patriotes bon teint, Lejeune et Lacoste ne tardèrent pas à se révéler des hommes à poigne, bien résolus à vaincre la rébellion à tout prix.

Lacoste réclama — et obtint — des « pouvoirs spéciaux » lui donnant enfin un véritable contrôle de la situation sur le terrain. Il demanda aussi des troupes. Et, en avril 1956, le gouvernement Guy Mollet décida de l'intervention du contingent en Algérie, du rappel des disponibles et du maintien sous les drapeaux des appelés ADL (« au-delà de la durée légale » du service militaire, qui était alors de 18 mois).

L'envoi du contingent

Cette décision, sans nul doute prise dans la meilleure des intentions — et conforme à la vieille mythologie de l'« armée du peuple » et de la levée en masse cultivée par la gauche patriote — allait être lourde de conséquences. Et il n'est pas interdit de penser que l'une desdites conséquences allait être, à terme, et paradoxalement, la perte de l'Algérie. En effet,



Ce que les 3 Compagnies Postales ont fait depuis 100 ans pour la prospérité de l'Algérie

L'Algérie, terre française, est étroitement unie à la Métropole par un faisceau de liens politiques, économiques, culturels et humains dont la permanence est liée à l'existence d'un réseau de transports appropriés.

Sans liaisons maritimes, l'Algérie ne peut pas vivre.

La COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE depuis 1879
La COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE depuis 1850
La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE TRANSPORTS MARITIMES depuis 1865

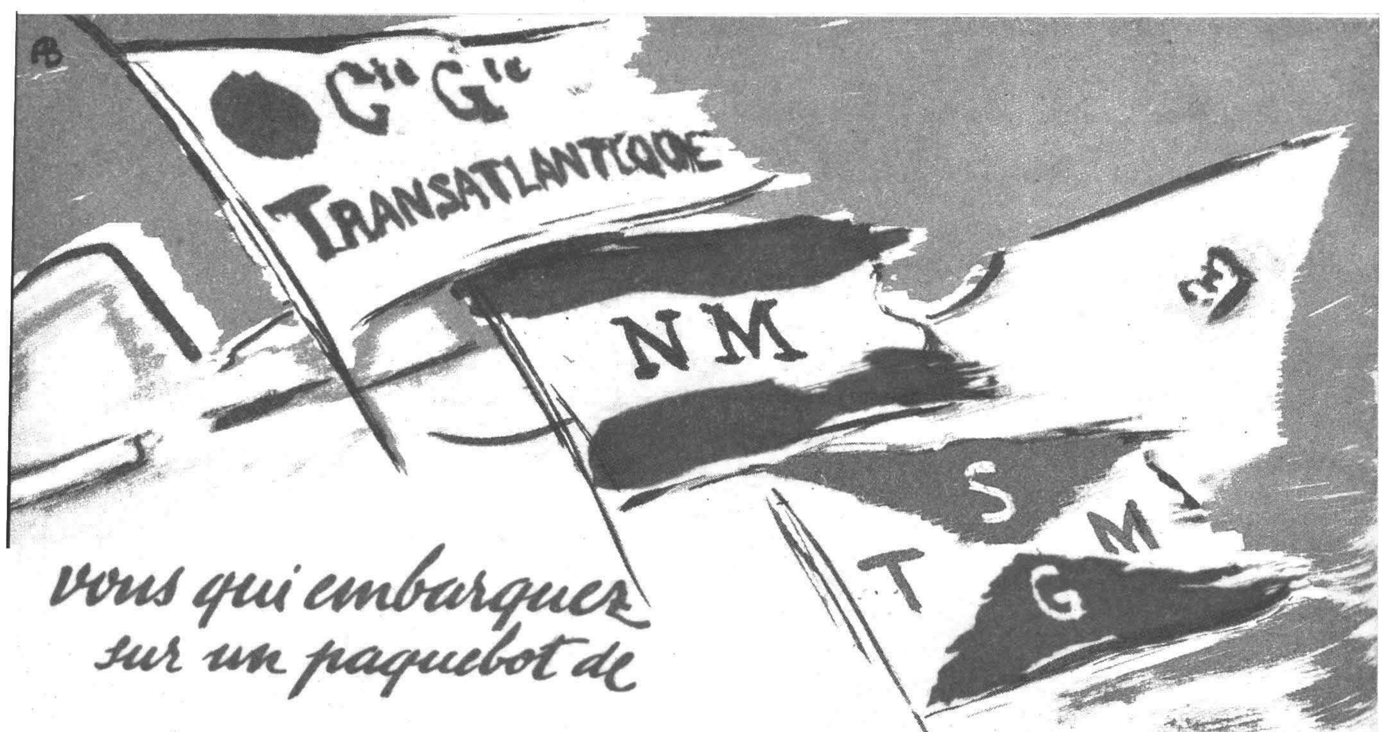
par la qualité toujours accrue du matériel naval mis en ligne,
par la fréquence et la régularité de leurs services
ont joué dans l'essor de l'Algérie un rôle de premier plan.

Elles en ont toujours épaulé, et souvent provoqué par leurs initiatives, le développement économique et touristique.

Elles ont toujours eu à cœur de répondre par leurs réalisations à la confiance de leurs passagers et de leurs chargeurs.

Aujourd'hui comme autrefois, elles demeurent le trait d'union indispensable entre la Métropole et ses Départements d'Algérie.

Les bonnes occasions sont trop rares pour être gaspillées. C'est ce qu'a dû penser la Compagnie générale



LA COMPAGNIE GÉNÉRALE TRANSATLANTIQUE
LA COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE
LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE TRANSPORTS MARITIMES

savez-vous...



nous avons transporté vos aînés...

ceux de SIDI-BRAHIM
ceux de 1914
ceux de 1940 et de la Libération

Nous vous avons à nouveau transportés, pour la défense de l'œuvre française en Algérie.

Aujourd'hui nous sommes heureux de vous ramener vers vos foyers. Nous aurions souhaité vous transporter dans de meilleures conditions; mais vous êtes nombreux et nous devons faire vite.

Du moins avons nous fait de notre mieux pour votre installation, votre nourriture, la rapidité et la sécurité de votre traversée. Nous espérons que vous garderez un bon souvenir de notre Compagnie et de notre paquebot.

Et avant que vous ne le quittiez, nous tenons à vous exprimer notre gratitude. En venant conserver l'Algérie à la France, vous avez également contribué à sauvegarder le patrimoine matériel et moral que nous avons constitué au cours de longues années de travail et d'efforts.





Transatlantique en faisant distribuer aux "braves petits gars du contingent" ce dépliant d'un goût exquis.

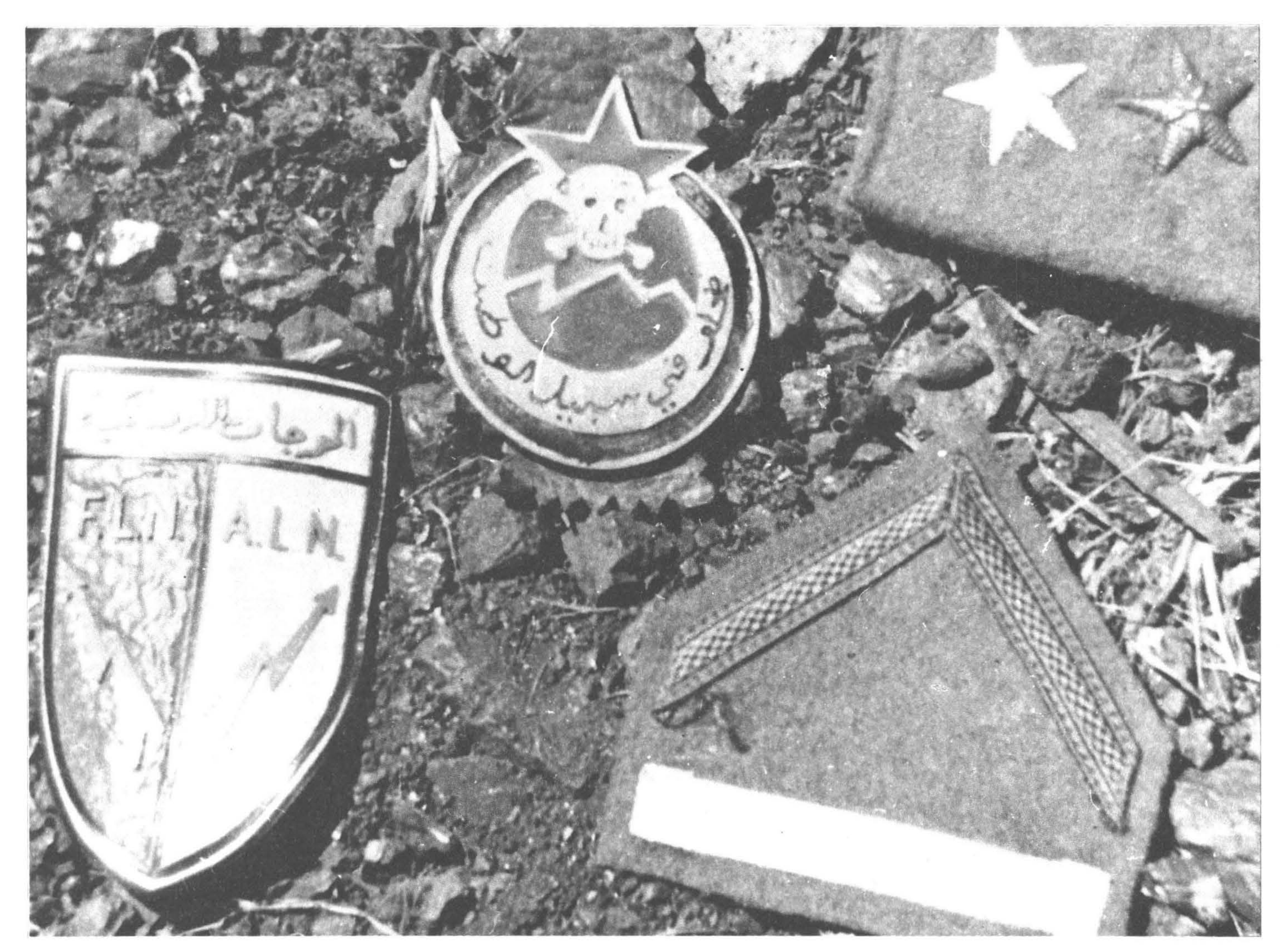
l'expédition systématique des appelés outre-Méditerranée et leur maintien sous les drapeaux pour des périodes atteignant parfois les 30 mois allaient, à la longue, rendre impopulaire le maintien de la présence française en Algérie et faire devenir une grande partie de la population métropolitaine réceptive aux thèses préconisant l'abandon, fournissant ainsi à la rébellion une arme psychologique de première grandeur.

Quoi qu'il en soit, les fameux « appelés » firent, dans l'ensemble, plus que correctement leur travail, et certains — comme on va le voir à travers les témoignages que nous publions — se passionnèrent même pour la tâche qui s'offrait à eux et devinrent les égaux d'authentiques professionnels.

Certes, beaucoup arrivaient en maugréant et en appelant de leurs vœux la « quille », cultivant souvent, surtout lorsqu'ils venaient de milieux ouvriers, un racisme grossier et hors de propos. On eût dit que « bougnouls » était le premier terme qu'ils avaient appris. Ceux-là furent, en fait, à l'origine de plus de « bavures » que les militaires authentiques. Mais ceux qui avaient — c'était loin d'être la totalité — l'occasion de combattre dans des conditions correctes devenaient généralement de vrais combattants.

Parfois, ils avaient du mérite, car les autres points noirs de cet envoi brusque et massif du contingent en Algérie étaient le climat d'improvisation dans lequel il s'était effectué, l'impréparation et le sous-encadrement, parfois dramatiques, des jeunes recrues ainsi arrachées aux garnisons de métropole ou d'Allemagne, après des « classes » approximatives et une formation au combat à peu près nulle. Des malheureux ayant tiré, en deux mois de FCB, trois lames-chargeurs de Mas 36 et, dans le meilleur des cas, un chargeur de Mat 49, se retrouvaient constitués en « bataillons de marche », avec un officier et un sous-officier pour soixante hommes.

Cette « levée en masse » qui se voulait digne de Valmy coûta cher en vies humaines, comme on le vit tragiquement en mai 1956 dans les gorges de Palestro. Les accidents, d'armes ou de véhicules, prélevèrent également un lourd tribut. Selon les chiffres recueillis par la gendarmerie et cités par le colonel Le Goyet, entre le 1er novembre 1954 et le 2 février 1962, l'armée française eut 7 917 tués par accident



Insignes et galons ont toujours fait la force principale des armées. C'est du moins ce qu'a estimé trés tôt le FLN.

pour 15 583 tués au combat. Pour les blessés, les chiffres sont encore plus saisissants : 29 370 par accident contre 35 615 au combat.

Il n'empêche que négliger le rôle des appelés dans les unités combattantes comme dans les SAS (Sections Administratives Spécialisées), où certains se transformèrent en véritables missionnaires de la présence française, serait d'une criminelle injustice.

Entre temps, la rébellion s'est regroupée et organisée, rejointe qu'elle est par des éléments jusque-là considérés comme de purs « politiques ». Le 20 avril 1956, Ferhat Abbas, l'homme qui avait vainement cherché la nation algérienne jusque dans les cimetières, a gagné Le Caire avec armes, bagages et amis. Et il proclame :

« Il n'y a plus que le Front de Libération Nationale. »

Le 20 août, le « congrès de la Soummam », organisé en Kabylie même par Abane Ramdane avec le concours de Krim Belkacem, consacre l'unité des rebelles des diverses régions et instaure l'organisation en wilayas et en sous-groupes plus ou moins calqués sur les unités militaires françaises. On peut estimer, à ce moment-là, à 7 000 ou 8 000, pour toute l'Algérie, le nombre des rebelles encadrés et sous les armes.

Dans le même temps, la rébellion se dote de structures politiques implantées à l'extérieur — Egypte, Maroc, puis, principalement, Tunisie — dont la première est le CNRA (Conseil national de la Révolution algérienne) qui secrètera ultérieurement le GPRA (Groupement provisoire de la République algérienne).

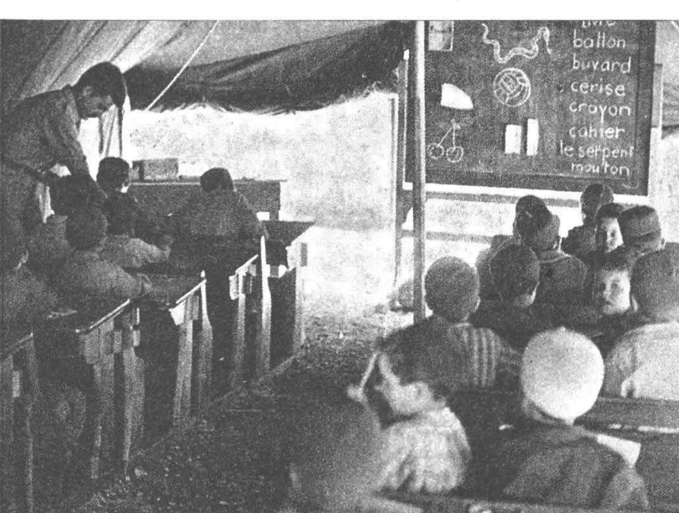
Du côté français, on s'interroge. Il faut modifier le statut de l'Algérie — toujours, bien sûr, liée à la France — mais en quel sens ? Lacoste et le gouvernement socialiste s'orientent vers une solution fédérale, mais Soustelle en tient pour l'intégration. A terme, ce sera le projet de « loi-cadre » de Lacoste, pourtant toujours résolu à maintenir l'Algérie dans la communauté française, qui entraînera le soulèvement progressif des pieds-noirs et le coup du 13 mai 1958, où l'intégration semblera, avant le revirement du général de Gaulle, l'emporter.

Mais n'anticipons pas trop ni trop vite. Pendant ce temps-là, sur le terrain, les opérations militaires se poursuivent et ne cessent de s'intensifier. Avec des succès de plus en plus marqués pour l'armée française, qui s'est efforcée d'empêcher les infiltrations de renforts rebelles venus de l'extérieur — il s'est constitué, au Maroc et en Tunisie, un embryon d'armée FLN qui ne cessera de s'étoffer — par la construction d'un barrage électrifié connu sous le nom de « ligne Morice ». Parallèlement, un immense effort de pacification est fait — avec, notamment, la création, durant l'été 1956, des SAS déjà nommées et des SAU (Sections Administratives Urbaines).

Comme nous l'avons déjà précisé, notre propos n'est pas d'entrer dans le détail de toutes les opérations, des innombrables atrocités pratiquées par le FLN à l'égard des fermiers pieds-noirs, mais plus encore des musulmans fidèles à la France ou membres du MNA, rival du FLN, de l'arrestation de Ben Bella, ou même de l'expédition avortée de Suez. Ce qu'il nous faut simplement préciser, c'est qu'au début de 1957, le FLN, n'étant pas parvenu à ses fins dans le « bled », va s'attaquer à la grande ville. A Alger.

J. B.





Soins et scolarisation des enfants : les SAS au travail.

Chapitre II

PATROUILLE DANS LA CASBAH À L'HEURE D'ALI LA POINTE



Casques lourds et Mas 36 , les appelés patrouillent.

Le ciel saute et s'escamote, pendu ça et là au-dessus de la rue, comme un drap mal lavé. Il s'épanouit parfois à de maigres carrefours, ou bien il greffe une tache livide au flanc d'un mur en ruines.

L'aspirant s'arrête et, derrière lui, les quatre hommes de la patrouille se collent au mur, le PM croisé en travers de la poitrine. Le jeune officier désigne les fenêtres aux volets clos et les trous d'aération qui percent la façade comme autant de meurtrières, et explique à ses hommes, nouveaux venus en Algérie :

« De partout, on peut nous tirer comme des lapins... Impossible de retrouver un tueur dans ce labyrinthe... Nous sommes plus vulnérables dans chaque rue de la Casbah que dans les gorges les plus encaissées... »

Soixante zouaves de la IVe compagnie patrouillent ainsi depuis cinq heures du matin jusqu'à minuit dans ces deux traquenards jumeaux que sont la haute et la basse Casbah, accrochés au-dessus d'Alger comme une double menace.

Les événements ont transformé de vieux noms de rues en mauvaises plaisanteries : rue de la Bombe... rue de la Grenade... Plus loin, l'enseigne d'une boutique crevée par une rafale de mitraillette annonce : « Epicerie de la Confiance ».

La ruelle serpente dans son odeur de caveau, glisse en tunnel sous une maison, se tord, se boursoufle, semble mourir en impasse sur un mur et renaît plus loin, au hasard d'une très vieille poterne suant l'humidité. Au creux de la grisaille, une plaque bleue de la ville d'Alger jette un éclat ironique : rue de la Porte Neuve.

Une étrange fermentation intérieure gonfle les murs de deux maisons rivales qui s'écrasent sous leur terrasse et sou-

tiennent mutuellement leur embonpoint malsain. Quelques béquilles servent d'étais à cette monstruosité architecturale. Le linge sèche à toutes les fenêtres, parfois même en travers des rues, crachant dans l'ombre ses flaques de couleurs lumineuses.

Des personnages pittoresques ou attendrissants évoluent dans ce décor de Cour des Miracles. Un porteur d'eau croise sur la nuque les deux cruchons de cuivre près d'une fontaine en mosaïque. Une vieille folle décharnée trace dans l'air, de ses bras squelettiques, les paysages incompréhensibles de ses rêves. Un mendiant à visage de prophète somnole, les yeux ouverts. Des femmes aux paupières maquillées, serties dans les longs voiles, passent, muettes et blanches. Une petite Kabyle, incroyablement blonde, tend la main et tourne vers le ciel le regard insolite de ses yeux bleus.

Tout un univers fabuleux chatoie dans la pénombre. Les mendiants y sont rares. Durant le jour, ils préfèrent la ville où les clients sont plus généreux. Seuls restent les trop vieux, les trop malades ou les très jeunes.

A travers les ruelles escarpées, les mêmes bourricots qu'il y a deux mille ans assurent un service de voirie précaire, cahotant péniblement leurs paniers chargés d'ordures.

Un hangar s'ouvre sur un océan de poussettes transformées en étalages volants à l'aide de quelques planches et de ficelles. Ce sont elles que les marchands de cacahuètes grillées d'Alger viennent louer.

La Casbah, enchâssée dans une Alger moderne de buildings et d'avenues rectilignes, est une véritable forteresse de légende. Sur les murs, la main de Fatima plaque son empreinte bénéfique.

Le souvenir des Barbaresques

Aux lourds anneaux scellés dans les murs de son palais, **Mustapha Pacha**, qui fut dey d'Alger au XVIIIe siècle, faisait attacher les esclaves chrétiens capturés par ses corsaires, et il aimait à faire égorger lentement les malheureux tandis que, dit-on, des bayadères, nues sous leurs voiles transparents, exécutaient les danses les plus lascives... Il y a longtemps que les sombres anneaux ont oublié leurs sanglants souvenirs pour trouver des emplois plus anodins : portemanteaux ou séchoirs à linge... car, depuis la conquête, le palais de Mustapha, devenu palais Klein, a le plus souvent servi à loger des troupes.

En ce début de l'année 57, ce ne sont pas encore les « léopards » de **Bigeard** qui occupent les lieux, mais les bidasses du IXe Zouave. Ils lavent leurs caleçons au jet d'eau de la merveilleuse fontaine dans laquelle se miraient les favorites du chef barbaresque et font sécher leurs treillis sur les balcons en bois sculpté. Les longues plantes vertes oscillent pensivement entre les rangées de chaussettes anonymes. Des carreaux de Delft, rapportés jadis de lointaines pirateries en Hollande, présentent leurs paysages de moulins bleus et mauves, brouillés par de maladroits assemblages. Un chapiteau de style **Louis XV** s'est échoué au-dessus d'une porte après on ne sait quelles pérégrinations.

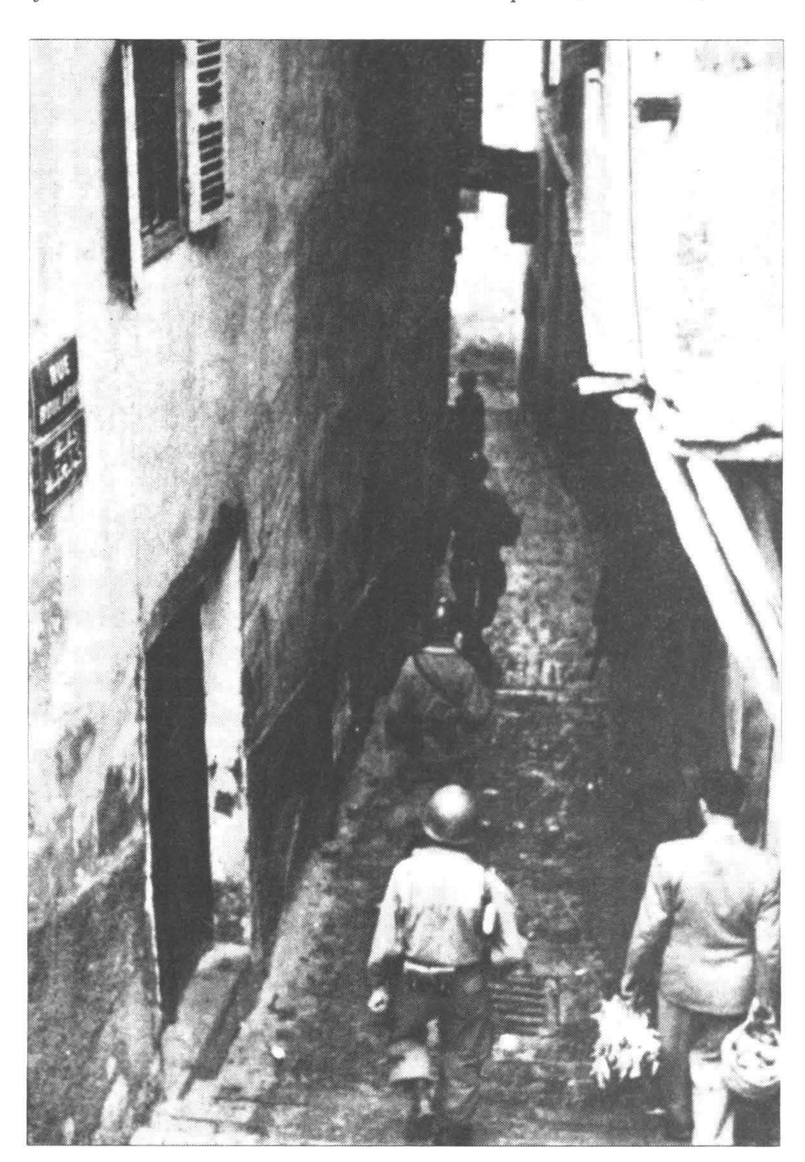
A côté du palais, il y a la place des enfants, la place Henri-Klein, gorgée d'une foule piailleuse qui s'agglutine autour des parties de football endiablées, jouées sur de vieilles caisses ingénieusement transformées en appareils semblables à ceux des bars. Le marchand de berlingots passe au milieu de ce peuple tapageur en sonnant de la trompette. Les petits cireurs de souliers d'Alger viennent là retrouver leur enfance. Sur les visages déjà vieux, la gaîté se fraie à grand peine un passage entre les rides creusées par la faim, la souffrance et de terribles hérédités. Ces gosses de sept à douze ans ont les yeux tristes et durs.

Au détour d'un coupe-gorge, un homme se heurte à la patrouille. Une exclamation, il fait volte-face et s'enfuit. D'un seul bond les soldats se lancent à la chasse à l'homme.

Dans le dédale des rues minces, la peur fige les passants. Collés aux murs, les bras hauts, ils se recroquevillent dans leur terreur et tendent leurs mains nues, dépourvues d'armes, comme autant de preuves d'innocence. Les soldats passent sans les voir, poussant un vent de panique dont les remous nettoient la Casbah de toute animation.

Rongé de peur, le fuyard se jette d'une rue dans l'autre, entraînant derrière lui les pas de ses poursuivants. Il plonge dans la rue du Nil, une rue qui ressemble à une fuite de bête traquée dans les fourrés, une rue comme une fente dans la pierre, avec des contorsions de lézard et de larges marches montant peut-être vers le salut. L'homme n'en peut plus ; il se retourne et lève son revolver. Les soldats sont déjà là. Une Mat 49 lui crache au visage une petite rafale sèche qui le tue net.

Le cadavre est étendu sur le sol, les mains blêmes se retournent vers le sol comme pour s'y cramponner. Le visage est jeune avec des cheveux bruns frisés et une peau très blanche,



Des ruelles où les maisons semblent se frotter l'une à l'autre...

trouée de rouge par les impacts de balles. Sur les vêtements, de petites mousses de sang écument doucement. Pour aller et venir dans l'étroite rue du Nil, les zouaves enjambent sans cesse le corps.

Les papiers du mort sont parfaitement en règle :

« Il a eu peur qu'on le fouille et qu'on trouve son revolver », dit un soldat. Une lettre atteste qu'il était candidat à un poste de fonctionnaire dans la police. Une autre, venant d'un « personnage haut placé », à Alger, le recommande chaleureusement à ses futurs employeurs...

Les « maisons honnêtes »

Rue de Thèbes, une maison s'ouvre comme un fruit trop mûr. Il y avait, dans les caves, un entrepôt de munitions clandestin du FLN. Un jour, tout l'immeuble sauta sans que l'on sache comment s'était produit l'accident. Les pièces éventrées étalent impudiquement le bariolage criard de leurs murs ; des poutres calcinées crayonnent les façades écroulées.

La patrouille poursuit sa progression dans la Casbah, tandis que quelques hommes se détachent pour porter le cadavre du « suspect » au QG du régiment. De part et d'autre, de nombreuses entrées sont surmontées d'une inscription : « Maison honnête ». Cela veut dire qu'il ne s'agit pas de l'un des innombrables bordels où des prostituées de tous âges attendent leurs clients, assises sur une natte, autour des cours intérieures immanquablement ornées d'une petite fontaine. Les habitantes de ces « maisons honnêtes » sont simplement lasses de repousser les offres de clients égarés...

Nous arrivons tout en haut de la Casbah. L'une des maisons les plus élevées est située au 5 rue des Abdérames.

Le lieutenant précise : « Les habitants sont très sûrs ici. Ils aiment bien l'armée française et nous offrent souvent le thé... »

De la terrasse, on a la plus belle vue d'Alger-la-Blanche ; après la cascade des toits bariolés de linges multicolores séchant au soleil, évoquant des séquences de *Pépé le Moko*, on voit là-bas le port d'un côté et le Djurdjura de l'autre, au sommet couronné de neige.

C'est superbe et étrangement paisible. Le jeune officier respire en souriant l'air du large aux odeurs marines.

Dans une dizaine de mois, les paras de Bigeard, après quelques interrogatoires musclés, découvriront enfin où se cache le chef fellagha de la Casbah, **Ali La Pointe**, qui règne par la terreur depuis vingt ans sur le quartier.

Jean-Claude GOUDEAU



Des couffins qui peuvent recéler de désagréables surprises.

Chapitre III

LA GUERRE DANS ALGER



Quand chaque rue peut être un piège et chaque magasin une cible...

La bataille d'Alger... Cette formule peut induire en erreur. D'âpres combats ne se déroulent pas dans la capitale algéroise. Certes. des forces antagonistes s'opposent. Le FLN n'est pas capable de tenir le djebel, même la nuit. Traqués, localisés, les rebelles sont détruits au cours des opérations montées par l'armée française. Isolés, les hommes de l'ALN sont le plus souvent condamnés à se terrer. Certes, ils continuent à perpétrer un climat d'insécurité oppressant. Bon nombre d'entre eux se replient dans les villes où ils espèrent pouvoir appliquer le précepte cher à **Mao-Tsé-Toung**, selon lequel « le révolutionnaire est au sein du peuple comme le poisson est dans l'eau ».

Les plus agressifs vont converger vers Alger avec l'idée de plonger la capitale dans la guerre. Dès le congrès de la Soummam (20 août 1956), **Abane Ramdane**, l'un des premiers chefs de la rébellion, avait insisté pour que le combat ne se déroule pas uniquement dans le djebel, mais ait lieu aussi dans les villes.

Abane Ramdane, se remémorant les massacres du 20 août 1955 de Philippeville et ses environs, où les muezzins exhortaient les musulmans au massacre des chrétiens, fermement persuadé de l'importance de convaincre la population par la terreur et de la nécessité impérieuse de dresser les deux communautés l'une contre l'autre, espère obliger la bourgeoisie musulmane et les intellectuels à prendre parti. Commencée dans le bled, la révolution s'appuie essentiellement sur des paysans ou des ouvriers agricoles. Il faut qu'elle ait désormais un solide noyau urbain, où seraient engagés les ouvriers et les petits commerçants. Il n'a pas oublié les enseignements de toute la littérature révolutionnaire diffusée par le Parti communiste algérien (PCA). Le terrorisme s'impose comme seule tactique afin de « faire basculer les masses ».

Abane Ramdane dispose de l'organisation créée à Alger par **Yacef Saadi**, boulanger de la Casbah de son métier, et amateur passionné de football, qui a adhéré au FLN en 1955. Il a pour adjoint direct un proxénète de 25 ans, **Amara Ali**, plus connu

dans la Casbah sous le surnom d'**Ali La Pointe**, qui a la réputation de régler rondement ses différends à coups de couteau. Yacef Saadi et Ali La Pointe sont connus pour leur efficacité. Dans le passé, à l'aide d'équipes bien cloisonnées, ils se sont attaqués aux gens du MNA qu'ils ont allègrement exterminés. Ils ont commencé à nettoyer par le vide la Casbah des indicateurs œuvrant pour la police.

Yacef Saadi a recruté un étudiant en chimie, **Taleb**, qui est aussitôt chargé de superviser la fabrication des engins explosifs. Le transfert et la fabrication des bombes sont confiés à des femmes musulmanes. Certaines, comme **Djemila Bouhired**, ne vont pas tarder à défrayer la chronique de ce terrorisme urbain.



L'heure des attentats

En septembre 1956, Abane Ramdane est prêt à passer à l'action. Son organisation a fini d'éliminer les derniers récalcitrants du MNA et n'a plus à craindre de concurrence nationaliste de ce côté. Le dispositif mis en place peut servir. Reste à choisir les cibles. Le 30 septembre, deux cafés essentiellement fréquentés par de jeunes pieds-noirs et situés en plein quartier européen, le «Milk Bar» et la «Cafétéria» font l'objet d'attentats à la bombe. On relève 4 morts et 52 blessés. Le 12 novembre, d'autres bombes explosent ; l'une dans un autobus, une autre au Monoprix de Maison-Carrée, une troisième à la gare d'Hussein-Dey. Le bilan pour cette sanglante journée s'élève à trente-six victimes, dont de très nombreux enfants. Deux jours après, **Fernand Yveton**, membre du PC, est arrêté, portant une bombe amorcée, réglée pour exploser le soir même, à 19 h 30. La spirale de la violence grossit. Le président du Conseil général d'Alger, **Aït Ali**, est assassiné. Le maire de Boufarik, président de l'Interfédération des maires d'Algérie, est abattu, rue Michelet, le 27 décembre. Ses obsèques se terminent par une vaste «ratonnade» où des jeunes européens chassent l'Arabe. La haine s'instaure et sépare, au rythme des attentats, les deux communautés. La psychose commence à règner.

Larbi Ben Mihidi : sortir de la Casbah ne lui porta pas chance.

Les pouvoirs à l'Armée

Le 7 janvier, **Robert Lacoste** confie au général **Massu**, commandant la 10ᵉ division de parachutistes, la mission de maintenir l'ordre. Il place sous son autorité les différentes forces de police que sont la DST, le PRG, la PJ. Investis des pleins pouvoirs, Massu et ses paras plongent dans une guerre de l'ombre qui leur est tout à fait inhabituelle. La bataille d'Alger commence.

Le général Massu dispose de cinq régiments paras représentant un effectif d'environ 6 000 hommes, du 9ᵉ Zouaves, de CRS et de forces de police. A ses côtés, les colonels **Bigeard**, **Godard** et **Trinquier**, des anciens d'Indochine rompus aux techniques de la guerre contre-révolutionnaire, apportent toute leur expérience.

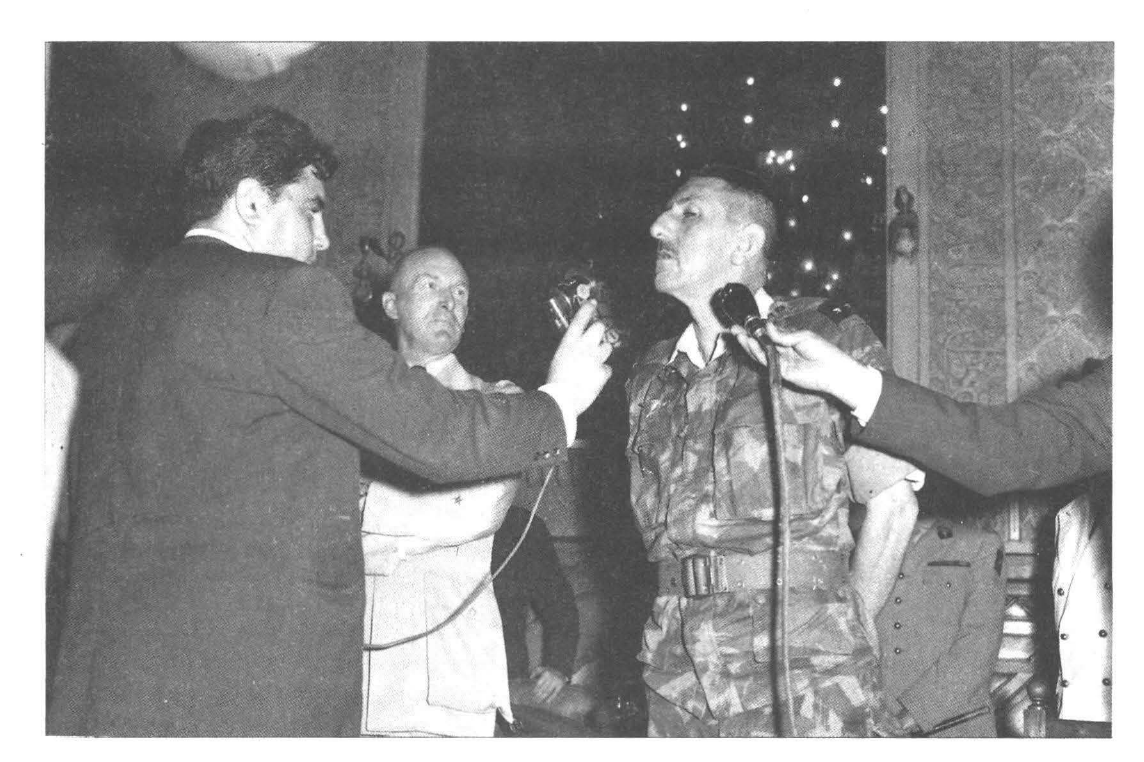
Trinquier crée immédiatement le Dispositif de protection urbaine. (DPU), dont la mission est de quadriller la ville. Alger est divisée en plusieurs arrondissements composés d'îlots englobant un nombre bien déterminé d'immeubles et de maisons. Chacune de ces structures a un responsable dont la principale mission consiste à repérer, puis à signaler tout individu étranger qui ferait son apparition. Trinquier charge un de ses adjoints, le capitaine **Léger**, lui aussi un ancien d'Indo qui s'est distingué à Nam-Dinh, de superviser cette opération de quadrillage.

Le dispositif mis en place ne tarde pas à donner la preuve de son efficacité. **Larbi Ben Mihidi**, un ancien de l'Organisation spéciale (OS), la pépinière primordiale de la rébellion, frère d'armes d'**Aït Ahmed**, de **Ben Bella**, de **Boudiaf**, de **Didouche Mourad**, de **Ben Boulaid**, chef de la zone autonome d'Alger (ZAA), désireux d'échapper à l'inconfort de la Casbah se réfugie dans la ville européenne. Repéré par un responsable d'immeuble, il est arrêté le 23 février par un petit détachement de paras de Bigeard, dans son gîte de la rue Claude Debussy.

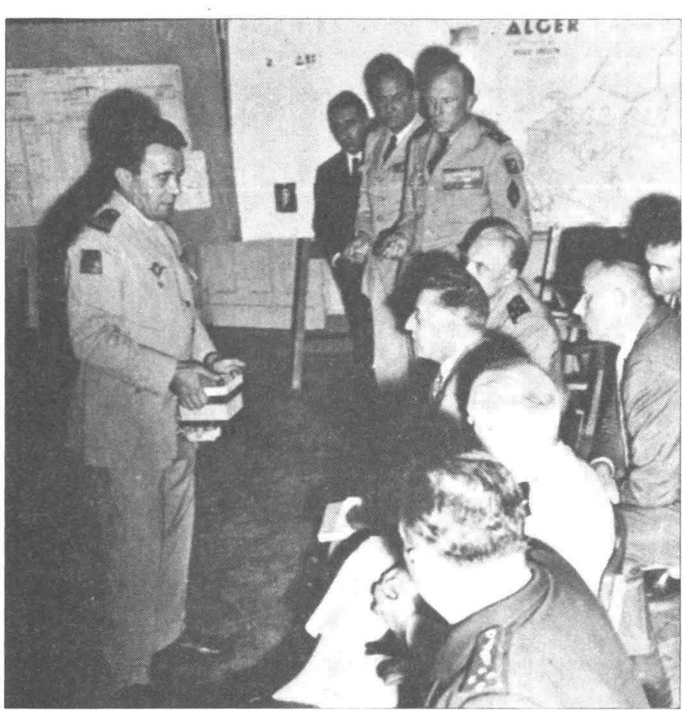
Pénétrer l'adversaire

Le capitaine Léger est conscient que, si la surveillance des quartiers européens d'Alger ne pose pas de problèmes majeurs, il n'en est pas de même des cités musulmanes ou de la Casbah. Il veut pénétrer l'adversaire. Avoir un renseignement est une excellente chose ; encore faut-il être à même de l'exploiter sans tarder. Dans ce type de guerre, la rapidité est toujours une arme redoutable. Il crée le Groupe de renseignements et d'exploitations (GRE) en comptant donner une très importante place aux Musulmans. Il sait que rien ne peut être fait dans la Casbah sans leur collaboration. Un service dirigé par le capitaine **Allain** veille sur l'organisation des populations. Un autre s'occupe de la collecte du renseignement, un troisième a pour but l'exploitation des informations et l'action sur le terrain. Les agents qui doivent être infiltrés dans la population sont pour la plupart sélectionnés parmi d'anciens militaires. Musulmans, ces volontaires sont en fait repris en charge par l'armée française. Envoyés en stage à Philippeville, ils reçoivent une formation accélérée où ils sont censés apprendre les rudiments de la guerre de l'ombre. Soixante-dix agents sont ainsi sommairement entraînés en trois stages.

Le capitaine Léger ayant une véritable passion pour le terrain apporte la plus grande attention au service exploitation et



Massu (en haut) et Godard (en bas) commentent les résultats obtenus

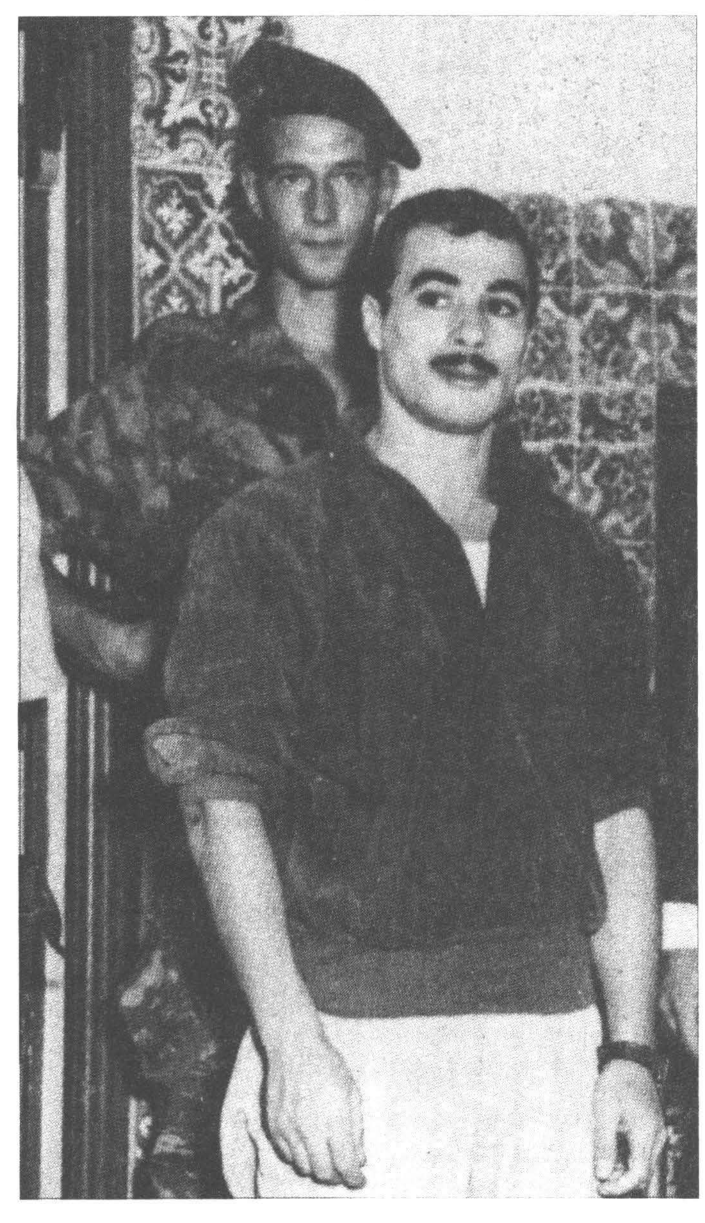


action. Il est secondé en la circonstance par deux sous-officiers paras, le sergent-chef **Barjoux** et le sergent-chef **Surcouf.** Le premier, surnommé « Double colt » pour la passion immodérée qu'il porte aux armes, est un homme du nord de la France. Le deuxième est un Musulman qui a pataugé avec le colonel Trinquier dans toute les rizières d'Indochine et éprouve une profonde amitié pour son capitaine qu'il suivrait au bout du monde. Un troisième homme, musulman lui aussi, rejeton d'une famille qui s'est toujours battue pour la France, vient compléter cette équipe de tête. Léger pense qu'un des moyens les plus efficaces de lutter contre le terrorisme, en ville comme dans le djebel, consiste à noyauter l'organisation adverse. A cet effet, il veut repérer les rebelles, les retourner et les manipuler une fois que ceux-ci ont été relâchés dans la nature.

Le capitaine Léger part à la recherche d'agents susceptibles d'entrer dans l'équipe qu'il met en place. Il pense trouver quelques éléments intéressants parmi les internés du camp de Beni Messous où sont détenus des militants FLN et des sympathisants nationalistes. Les agents recrutés reçoivent un matricule composé d'un numéro et des initiales SIP (Service informateur prisonnier). Léger installe son PC dans une villa modeste à El Biar au n° 7 du chemin Vidal.

L'arrestation de Ben Mihidi, survenue le 23 février, a fini de désorganiser le FLN. Les paras de la 10e DP qui ont fini le nettoyage de la ville quittent Alger et repartent se « refaire une santé » en crapahutant dans le djebel à la traque des quelques rebelles qui s'y terrent. Les principaux responsables du FLN ont pour la plupart préféré se mettre au vert en quittant une Casbah qui n'est plus sûre. Seuls restent Yacef Saadi, le chef de la zone autonome d'Alger (ZAA), son adjoint **Reda**, Ali La Pointe, ainsi que les deux responsables politico-militaire, **Si Mourad** et **Kamal**.

Yacef Saadi n'est pas du tout décidé à faire le mort pendant longtemps. Il réorganise son dispositif mis à mal par les paras, l'allège, perfectionne le cloisonnement. Il passe à l'action. Le 3 juin 1957, trois bombes cachées dans des réverbères situés près d'arrêts d'autobus explosent à 19 h. On relève huit morts et quatre-vingt-dix blessés grièvement atteints par les éclats de fonte. Les victimes de ces attentats aveugles sont aussi bien des Européens que des Musulmans. Le 9 juin, une bombe de forte puissance explose au Casino de la Corniche, lieu essentiellement fréquenté par les jeunes pieds-noirs de Bab-el-Oued. On relève après l'attentat neuf morts et quatre-vingt-cinq blessés. La plupart des victimes sont des femmes et un grand nombre de celles-ci ont les jambes sectionnées. L'enterrement des victimes donne lieu à une vaste « ratonnade » où les pieds-noirs de Bab-el-Oued vengent rudement leurs morts. On décompte au cours de cette véritable émeute cinq Musulmans tués et cinquante blessés. Alger est au bord de la guerre civile. Au gouvernement général, Robert Lacoste est forcé de constater qu'il faut recommencer la bataille d'Alger. Le général Massu rappelle les régiments paras et place son chef d'état-major, le colonel **Godard**, à la tête du secteur Alger-Sahel. A lui de nettoyer les écuries d'Augias d'Alger.



L'arrestation de Yacef Saadi : c'était la fin d'une longue traque.

Trouver et éliminer Yacef Saadi

Il faut à tout prix mettre la main sur Yacef Saadi et l'éliminer; Le capitaine Léger, spécialiste du renseignement dans la Casbah, va pouvoir faire preuve de l'efficacité de son réseau de « rebelles repentis » du GRE, appelés aussi les « bleus de chauffe » — évocation des vêtements que portent à cette époque la plupart des jeunes. Le filet se tend autour de la Casbah. Le 24 juillet, **Amara Ali**, dit Alilou, le principal agent de liaison de Yacef Saadi, est arrêté. L'homme, qui connaît parfaitement la Casbah, sait où se trouvent bon nombre de caches et décide de se joindre à l'équipe du GRE. Léger sait exploiter à fond l'effet néfaste des attentats aveugles du 3 juin qui avaient fait plusieurs victimes parmi la population musulmane. Pour beaucoup, l'image du FLN est bien souillée. Traqués dans la Casbah, dénoncés, les membres de l'organisation subissaient les effets de « la bleuite ». Ils se soupçonnent les uns les autres, se dénoncent, voient partout des pièges et n'osent plus bouger.

Léger décide de changer de PC et installe celui-ci à l'intérieur même de la Casbah, au 21 rue Emile-Maupas. Le 10 août 1957, il est arrivé à localiser Kamal. Un groupe de paras, manœuvrant pour isoler le secteur, est repéré. Le responsable FLN, prévenu, réussit à s'échapper. Léger est furieux de cette occasion manquée. Mais les dieux du renseignement sont de son côté. Le 26 août, surveillant une boîte aux lettres que vient de lui donner un indicateur, des hommes du GRE interceptent celui qui vient relever le courrier. Aussitôt interrogé, l'homme parle. Kamal et Mourad habitent chez lui au 5 impasse Saint-Vincent-de-Paul.

Léger passe immédiatement à l'action et monte l'opération avec des éléments du 3e RPC. Les deux terroristes se trouvant au 2e étage du bâtiment sont vite isolés. Léger et ses hommes tiennent la terrasse qui sert de toit. En bas, les hommes de Bigeard, appuyés de zouaves, cernent la planque qui n'en est plus une et devient un fort Chabrol. Kamal et Mourad, dès qu'ils ont réalisé qu'ils étaient cernés, ont décidé de vendre chèrement leur vie. Ils ont tué à coups de PM deux zouaves, en ont blessé deux autres. Un des seconds de Bigeard, le commandant **Lenoir**, tente de négocier par haut-parleur leur reddition en leur assurant la vie sauve. Les deux hommes répondent qu'ils acceptent à condition que cette promesse leur soit donnée par écrit. En attendant, ils annoncent qu'ils font descendre par la fenêtre, grâce à un panier relié à une corde, les conditions de leur reddition. Alors que celui-ci approche du sol, deux « léopards » se précipitent pour s'emparer du document quand ils sont plaqués au sol par une forte explosion. Les deux hommes sont grièvement blessés, ainsi que le commandant Lenoir. A cet instant, les deux terroristes font une sortie en force. Kamal est abattu d'une rafale de PM. Mourad fauché à son tour, s'écroule sur la grenade qu'il s'apprêtait à lancer sur les paras pour couvrir sa sortie. L'homme déchiqueté est à peine identifiable.

Ce jour-là, les Français portent un rude coup au FLN d'Alger. Le capitaine Léger a de bonnes raisons d'être satisfait du bilan. L'opération terminée, il retrouve au Palais Bruce le colonel Godard et son adjoint le colonel **Marey** lorsque surgit le général Massu. Celui-ci exulte :

— *Formidable !* lance-t-il. *Bigeard s'est démerdé comme un chef ! Sur des renseignements obtenus par Chabanne, ses types viennent de descendre Kamal et Mourad.* Le patron de la 10e DP poursuit sur sa lancée : *Naturellement, Bigeard est en train de donner une conférence de presse. C'est son péché mignon, mais, dans ces conditions, je peux lui pardonner.*

Le colonel Godard, quelque peu stupéfié de cette singulière version des faits, ordonne au capitaine Léger d'informer le « patron » sur le véritable déroulement de l'opération. Massu bougonne et s'en va en déclarant qu'il va dire deux mots à « Bruno ».

Un militant « retourné »

Le 6 août 1957, les parachutistes du 3e RPC découvrent dans une planque un individu somnolant et trouvent un colt automatique dans la cache. L'homme, confié aux bons soins du capitaine **Chabanne**, officier du renseignement, décline son prénom et donne son nom de guerre. L'officier sursaute. Celui qui se tient devant lui, **Hacenne Ghandriche** pour l'état civil, surnommé **Zerrouk**, est tout le contraire d'un inconnu. Il figure en bonne place sur l'organigramme représentant les structures du FLN à Alger et dans la région. Il est même le

responsable pour l'organisation clandestine de la zone Est d'Alger. Ami d'enfance de **Yacef Saadi**, il a traîné avec lui ses culottes sur les bancs des stades et a, comme lui, une passion : le football. Recruté par le chef FLN, il s'est vite distingué par son militantisme. Le capitaine Chabanne explique à Zerrouk que la rébellion a joué et a perdu. Il suffit de regarder les faits en face. Le FLN, enfermé dans la Casbah, ne jouit même pas, là, de l'impunité. Ses mots d'ordre ne sont plus respectés. La grève qu'il a ordonnée a été brisée par les paras, les faux frères abondent. On ne sait plus à qui se fier. Le téléphone arabe marche dans tous les sens. Pour preuve, **Mourad** et Kamal ont été donnés, après tant d'autres... Le capitaine Chabanne n'a pas besoin de recourir à ce moyen grossier, sale et bien souvent inefficace qu'est la torture. Véritable professionnel du renseignement, il parle, commente, laisse tomber quelques confidences, « arrangées » au besoin. Il distille d'abord le doute, puis démontre, preuves à l'appui, que l'Algérie est française, que l'Algérie est la France. Comment peut-on être assez fou pour participer à un impossible combat puisque celui-ci est dénué de toute possibilité de victoire ? Chabanne parle. Zerrouk écoute. Puis, Zerrouk se laisse convaincre. Il accepte de travailler avec lui. Le capitaine Chabanne, fort de cette collaboration, l'installe dans un studio de la rue de Tanger, et le place sous une discrète surveillance.

Zerrouk, en accord avec son officier traitant, avait contacté Yacef par un courrier déposé dans une boîte à lettres. Afin d'éviter que celui-ci ne s'alarme, il l'informait qu'il venait d'échapper à une descente de paras, et qu'il se cachait dans un nouveau refuge. Un message émanant de Yacef lui apprenait qu'il remplaçait Kamal, qui venait de tomber, et devenait de ce fait le responsable militaire d'Alger. Zerrouk, qui prétend être grillé, prend un nouveau pseudonyme. Il s'appelle désormais **Safi.** L'homme ne manque pas d'humour. Le terme, en arabe, veut dire le pur. Le capitaine Chabanne, quelque peu pince-sans-rire, l'avait félicité de cette nouvelle promotion.

L'officier de renseignement du 3e RPC est véritablement inspiré. Il a gardé secrète l'arrestation du chef de la zone Est d'Alger. Force lui est de rompre le silence quand il apprend que son régiment doit bientôt quitter Alger. Le colonel **Godard**, prévenu, réunit aussitôt ses plus proches collaborateurs. Se trouvent présents : le colonel **Marey**, chef du 2e bureau, le colonel **Jeanpierre**, patron du 1er REP, ainsi que le capitaine **Allaire**, son officier de renseignement. Le capitaine **Léger**, qui a été convoqué par le commandant du secteur Alger-Sahel, doit, avec les meilleurs de ses « bleus », faire suivre l'agent de liaison et tenter, par une habile infiltration, de loger Yacef. L'homme qui apporte le courrier de Yacef et qui prend les lettres de Zerrouk, alias Safi, est identifié. Il s'agit d'un dénommé **Mahmoud**, qui habite 4 rue Caton, et qui se déplace toujours accompagné d'une petite fille de cinq ans, sa sœur. Quand il relève sa boîte aux lettres, il se rend directement rue Caton, soit au 4, soit en face au 3. Cette dernière adresse est connue des officiers de renseignement. Là habite Mme **Fathia Bouhired**, la tante de **Djamila,** la porteuse de bombes qui avait notamment participé à l'attentat du 30 septembre 1956, dont l'engin, placé dans le hall du terminus d'Air-France, avait fait long feu en raison de sa minuterie défectueuse.

Une cache dans la salle de bains

Le capitaine Léger juge qu'il faut agir sans plus tarder. Godard est d'un avis opposé. Il se refuse à croire que Yacef ne dispose que d'une seule boîte à lettres. Il ordonne de continuer la surveillance afin de pouvoir remonter éventuellement d'autres filières. Mais les événements se précipitent. Le 22 septembre, les gendarmes mobiles arrêtent, au cours d'une banale vérification d'identité, un dénommé **Hadj Smaïn**, alias **Djamal**. L'homme, qui est porteur d'un laissez-passer signé de **Morin**, un membre du cabinet du président du Conseil, éveille leur méfiance. Sans se laisser impressionner par ce surprenant coupe-file, ils l'embarquent et le confient au capitaine **de La Bourdonnaye** ayant en charge les « bleus » du capitaine Léger qui vient de partir en permission diplomatique. Ne vient-il pas de permettre la rencontre de **Germaine Tillon**, chargée de mission envoyée par Paris, avec Yacef Saadi ? La Bourdonnaye, qui mène l'interrogatoire devant le colonel Jeanpierre, de plus en plus incrédule, se fait pressant. Djamal déclare que deux heures avant son interpellation il se trouvait en compagnie de Yacef. Celui-ci loge chez la veuve Bouhired, au 3 rue Caton, où une cache a été aménagée dans la salle de bains.



Dans la Casbah, les paras s'orientent.

Jeanpierre n'hésite pas. A cinq heures du matin, les paras du 1er REP bouclent le quartier. Les « Bleus », selon leur habitude, occupent les terrasses. les paras-Légion pénètrent dans l'appartement et interrogent Fatima Bouhired qui nie farouchement en proclamant sa totale loyauté vis-à-vis de la France et de son armée. Mais elle ne peut plus que se taire à l'arrivée de Djamal, qui ne se fait pas prier pour désigner l'emplacement de la cache. Le colonel Jeanpierre exhorte Yacef Saadi à se rendre Un para entreprend de défoncer la paroi à coups de pioche. Le chef FLN balance par le trou creusé une grenade qui explose dans les jambes du patron du 1er REP. Celui-ci est blessé, ainsi que trois de ses hommes. La Bourdonnaye rend compte au colonel Godard qui annonce son arrivée immédiate. Il veut Yacef Saadi vivant et entreprend de le persuader de se rendre. Godard lui explique que des pains de TNT viennent d'être placés contre le mur de la cache, et que le dispositif de mise à feu est réglé pour faire exploser la charge dans dix minutes. Le chef FLN répond qu'il veut bien se rendre à condition qu'on lui passe une robe pour sa compagne **Zahra Driff**, qui, réveillée en sursaut par l'arrivée des paras-Légion, s'était réfugiée à ses côtés en une très légère tenue. Quelques vêtements sont passés par la brèche afin de permettre à l'Algérienne de préserver sa pudeur. Celle-ci une fois vêtue, Yacef Saadi consent à sortir de sa cache suivi de près par sa belle.

Les officiers se félicitent de la prise de celui qui fut l'homme le plus recherché d'Alger. Le général **Salan**, immédiatement prévenu, s'empresse d'informer Paris de cette capture et reçoit du Premier ministre la consigne de prendre le plus grand soin du prisonnier et de sa compagne.

Une faille incompréhensible

L'arrestation de Yacef Saadi est une incontestable victoire pour les officiers de renseignement qui ont participé à cette longue traque. Cette opération rondement menée révèlera plus tard une faille aussi extraordinaire qu'incompréhensible. Tous ces professionnels qui viennent, une fois encore, de montrer leur sang-froid et leur esprit de décision, oublient de s'occuper du 4 de la rue Caton, bien que cette adresse ait été repérée par les « Bleus » du GRE. Là, dans une autre cache, se tiennent les uns contre les autres, Ali La Pointe, l'ancien souteneur de la Casbah, **Hassiba Ben Bouali**, fille d'un ancien caïd, amie de Djamila Bouhired et de Samia Lakhdari, **Mahmoud** et le « petit **Omar** », le neveu de Yacef, un gamin de douze ans lui servant d'agent de liaison. Personne n'aura l'idée d'aller voir ce qui se passe dans ce bâtiment. Ali La Pointe, accompagné de la jeune femme et de l'adolescent, attendra sagement la fin de l'opération et la levée du bouclage pour quitter tranquillement leur planque.

Yacef, interrogé par les officiers de renseignement, parle d'abondance. L'homme ne se fait pas prier et raconte en détail ses exploits. Non sans quelques vantardises, il commente ses actions passées, explique comment il a pu, pendant si longtemps, échapper à la traque menée par les paras lancés à sa recherche. Ses confessions remplissent plus d'une bonne centaine de pages dactylographiées. On peut toujours se demander pourquoi un responsable de l'envergure de Yacef se laisse aller soudainement à de telles confidences, dépassant, par le souci du détail, tous les espoirs de ceux qui l'interrogent. La thèse qui voudrait qu'il ait craqué après son arrestation en découvrant la précision de la pénétration et de la connaissance de l'organisation du FLN à Alger ne saurait expliquer l'empressement d'une telle collaboration. Il apparaîtrait que Yacef aurait été convaincu, après ses récents entretiens secrets avec Germaine Tillon, de l'imminence de la fin des combats. Il savait, mieux que quiconque, que les réseaux de la rébellion étaient démantelés. Pour Yacef Saadi, la paix des braves est déjà arrivée.

Quelques responsables du FLN ont néanmoins réussi à conserver la liberté ; Ben Hamida, le commissaire politique de la Casbah, court toujours.

Plus préoccupant encore pour les OR est le cas d'Ali La Pointe, le responsable des réseaux de poseurs de bombes. Cet homme, particulièrement dangereux, doit être mis hors d'état de nuire au plus vite.

Ben Hamida, le commissaire politique de la Casbah sent l'étau se resserrer sur lui. Hier lieu de refuge, la Casbah n'est désormais plus du tout sûre et l'irruption des paras-Légion chez la veuve Bouhired montre, une fois encore, que le téléphone arabe fonctionne dans tous les sens. Les Français sont à l'écoute et on leur parle. Hamida, persuadé que ses planques sont grillées, demande à Zerrouk, alias Safi, de lui procurer un nouveau refuge. Celui-ci prévient immédiatement le capitaine Léger qui s'empresse de faire dire au responsable du FLN qu'il connaît un abri on ne peut plus fiable. Rendez-vous est pris pour le 24 septembre à 11 h, à l'arrêt d'autobus près de la prison Barberousse. En choisissant ce lieu, le patron des « Bleus » montre un sens très particulier de son humour. A l'heure dite, Ben Hamida est ramassé comme convenu par une voiture conduite par une jeune Arabe qui travaille depuis les premiers jours avec léger. Le trajet s'avère bref. Des paras barrent la route. La portière du véhicule s'ouvre. Les deux fidèles adjoints de Léger, quelque peu goguenards, invitent le passager à les suivre en l'appelant par son nom. Plus tard, Ben Hamida rendra un grand coup de chapeau au patron des « Bleus » dans le mémoire qu'il rédige à l'intention du colonel Godard.

La fin d'Ali La Pointe

Zerrouk-Safi, toujours responsable, aux yeux du FLN, de la ZAA, reçoit, par l'intermédiaire de la boîte aux lettres qu'il contrôle, des nouvelles d'Ali La Pointe. Le chef du réseau bombes l'informe qu'il a trouvé refuge au 5 de la rue des Abderames.

Le 8 octobre, à la tombée de la nuit, les hommes du 1er RCP de Jeanpierre bouclent le quartier et font irruption dans la maison où se cachent Ali La Pointe, Hassiba Ben Bouali, sa compagne, et le petit Omar. Se remémorant les conditions mouvementées de l'arrestation de Yacef Saadi, les paras-Légion ne prennent pas de risque. Placés devant la cache, ils le somment de sortir. N'obtenant aucune réponse, ils menacent de faire sauter la cloison avec des pains de TNT. Ils placent leur charge, enclenchent le dispositif de mise à feu. Une gigantesque explosion ébranle la Casbah. La maison, littéralement soufflée, s'écroule, entraînant avec elle d'autres demeures. On retire des ruines le corps d'Ali La Pointe — identifiable grâce à ses multiples tatouages —, celui de Hassiba Ben Bouali et du petit Omar, leur jeune agent de liaison, ainsi que les cadavres de dix-sept autres Musulmans dont quatre jeunes enfants. Quatre paras ont été blessés lors de l'explosion. Les artificiers paras ne s'étaient pas trompés dans le calcul de leur charge. Mais ils ne savaient pas qu'Ali avait entreposé dans sa cache son dernier stock de bombes. Celles-ci, en explosant, avaient provoqué cette ultime et tragique rebondissement d'une bataille déjà gagnée par l'Armée.

Jean-Claude LAURET

Chapitre IV

LA « BLEUITE » EN KABYLIE



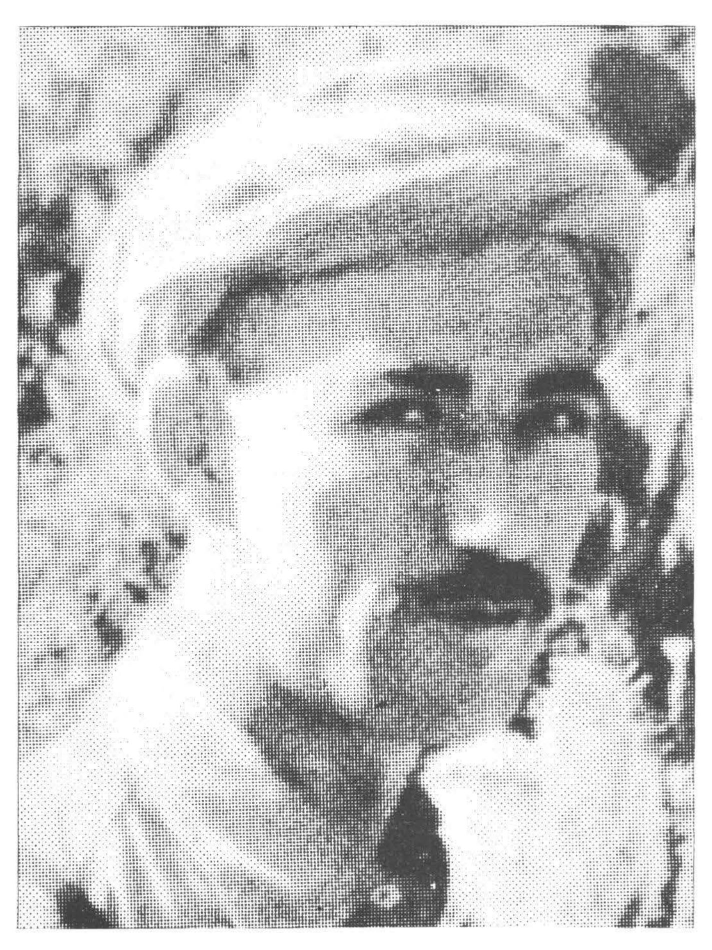
Rebelles dans le maquis : la cible sera parfois la Wilaya d'à côté...

La bataille d'Alger se termine définitivement avec la mort d'**Ali La Pointe**. Alger-la-Blanche recommence à vivre dans la nonchalance de la paix retrouvée. Plus de fouilles dans les rues où les patrouilles se font plus débonnaires et de plus en plus rares. Le couvre-feu est levé. Les pieds-noirs préparent dans la joie Noël. Les vitrines des magasins de jouets subissent la pacifique invasion de poupées viriles représentant un beau para, en tenue léopard, avec le célèbre béret rouge crânement fiché sur la tête. A côté, on trouve des vestes camouflées, et tout un stock de PM et de fusils en plastique.

Dans les rues, le soir venu, de jeunes femmes pieds-noirs s'exhibent fièrement, contrairement à leurs habitudes, au bras d'un solide gaillard à casquette **Bigeard**. En cette fin de l'année, les paras sont des dieux. Leur chef, le général **Massu**, a remporté une victoire, que l'on considère comme définitive, sur le FLN. Il a réussi là où tous les civils ont échoué. L'armée est désormais non seulement l'arbitre, mais le garant de la paix retrouvée.

Le FLN, de son côté, est forcé de tirer les conclusions de son échec. Il sait qu'il ne peut pas affronter victorieusement l'armée française et qu'il ne peut plus espérer attirer vers lui la « troisième force » des musulmans non engagés qui commencent à exprimer, de plus en plus fort, leur désir de voir les combats prendre fin. A Alger, bon nombre d'intellectuels, de fils de la petite bourgeoisie musulmane qui avaient un peu trop affiché leur désir d'indépendance, quittent la ville et vont se mettre au vert en allant dans le bled rejoindre des parents éloignés. Les plus « mouillés » rejoignent dans le djebel les bandes rebelles. La wilaya 3 et la wilaya 4 recueillent la plupart de ces militants apeurés qui espèrent trouver auprès des frères une relative tranquillité.

Godard, **Léger**, les officiers des services de renseignement ne restent pas inactifs en contemplant leurs lauriers. Ils sont



Amirouche, le "loup de l'Akfadou"

plus déterminés que jamais à exploiter à fond leur avantage. Il leur reste, après avoir ramené la paix en ville, à faire la même chose dans le bled. En particulier, en Kabylie, le célèbre **Amirouche** demeure invaincu. Faute de pouvoir le faire sortir de ses montagnes, Léger pense qu'il peut mener à bien la même manœuvre que celle réussie à Alger. Il faut l'infiltrer et l'amener à se détruire par le jeu des dénonciations.

En dépit du désastre qui le frappe, le FLN se doit de réagir afin de montrer à ses partisans qu'il n'est pas tout à fait anéanti. Il faut qu'il se manifeste par une quelconque action spectaculaire à Alger. Le lieutenant **Kamal**, responsable de la zone I de la wilaya 3 (Kabylie ouest) prend contact avec **Safi** et **Hani**, dit **Amar**, qui restent la seule autorité FLN à Alger ayant échappé à l'anéantissement des réseaux — et pour cause puisque, retournés par le capitaine Léger, ils obéissent aux instructions que les Français leur donnent.

Amirouche l'informe donc qu'il veut lui envoyer un lot d'armes d'origine tchèque pour préparer des attentats qui devraient être perpétrés au moment des fêtes de Noël. Le 12 novembre, Kamal signe à Hani un ordre de mission l'habilitant, au nom de la wilaya 3, à représenter l'armée et le Front de libération nationale au sein de la zone autonome d'Alger. Dans la réalité, par ce document, le capitaine Léger devenait le véritable patron du FLN à Alger. La manipulation devient chaque jour de plus en plus délicate. Léger récupère dans un premier temps la petite cargaison d'armes composée de 10 pistolets mitrailleurs tchèques, de 20 pistolets automatiques et d'un lot de grenades. Le 10 décembre, Hani monte au maquis afin d'assister en personne au conseil de la wilaya 3, présidé par Amirouche. De retour à Alger, il rend aussitôt compte de sa mission au capitaine Léger. Les événements se bousculent chaque jour un peu plus. Les chefs de la wilaya 3 s'impatientent. Ils ne comprennent pas l'inaction des frères d'Alger. Les messages envoyés à la ZAA sont de plus en plus impératifs. Il faut que des bombes explosent, que des attentats aient lieu. Kamal écrit : « Les Algérois veulent entendre les explosions de vos grenades, qui sont pour eux le signe incontestable que le cœur de la capitale bat encore... ».

L'état-major de guerre nous a communiqué l'ordre suivant : *« A Alger, recrudescence des attentats avant l'ONU. C'est formel. Ainsi, vous commencerez, vaille que vaille, avant le 30. »*

Léger essaye toujours de temporiser. En attendant, il expédie en retour une lettre explosive :

« Le maquis ne se rend pas compte des énormes difficultés auxquelles l'organisation doit faire face à Alger. L'enthousiasme des débuts n'existe plus. Le danger d'infiltration par les "Bleus" est trop important pour être négligé ! Les enquêtes demandent beaucoup de temps pour déterminer la bonne foi des militants trop souvent apeurés... »

Hani est de nouveau convoqué le 10 décembre 1957 au PC de la wilaya 3. Si Kamal lui ordonne de passer à l'action et lui annonce qu'il va bientôt pouvoir disposer d'une cargaison de bombes particulièrement meurtrières, confectionnées avec des corps d'obus de mortiers de 60 et de 81.

La presse algéroise célèbre Noël et les journalistes notent que le dernier attentat FLN remonte à plus de deux mois et demi.

Le premier janvier 1958, comme pour montrer la précarité de la situation, une grenade explose au début de la soirée dans l'escalier du 21 rue Emile-Maupas. Cet attentat rappelle les Algérois à la réalité. Dans la Casbah, le téléphone arabe colporte la nouvelle à la vitesse de l'éclair. Les frères sont revenus, et ont attaqué la base des « Bleus ». Tout le monde ignore que le lanceur de grenades n'est autre que le capitaine Léger. Celui-ci, en accord avec le colonel Godard, organise quelques actions ponctuelles destinées à faire du bruit sans qu'il y ait de victimes. Godard avait lancé à son adjoint, avant de le quitter : *« Tâchez de ne pas faire trop de dégâts. N'y allez pas plus fort que les fells eux-mêmes ! »*

La Mata-Hari du djebel

Léger redoute par-dessus tout que la wilaya 3 mette sur pied à Alger une organisation parallèle qui lui échapperait. Dans un tel cas, tout serait à refaire. Mieux vaut donc organiser quelques attentats farceurs plutôt que de revenir aux jours dramatiques où des bombes explosaient au milieu des foules. Il sait bien que la presse, *Le Monde* en tête, va sauter sur l'événement et en fera ses gros titres. Puisque celle-ci en parlera, elle assurera une propagande efficace qui comblera d'aise les hommes du djebel.

Le 25 janvier, une jeune musulmane, **Tadjer Zora**, dite **Roza**, est arrêtée à Bordj Menaïd, lors d'un contrôle d'identité. Elle est recherchée pour s'être enfuie lors de l'arrestation d'un groupe de suspects qui tentaient de créer une nouvelle cellule à Maison-Carrée.

Prévenu de cette arrestation, le capitaine **Léger** la fait venir à Alger et lui propose de rejoindre les Bleus du GRE. Il lui explique que le FLN a perdu. La bataille d'Alger s'est terminée pour lui par un véritable désastre. Les maquis eux-mêmes sont infiltrés et les services français n'ignorent rien de ce qui se passe dans le djebel. Pour preuve, le capitaine montre à sa captive des lettres rédigées par d'importants responsables de la wilaya 3, commandée par le célèbre colonel Amirouche. Il

en est de même pour la wilaya 4. En acteur consommé, Léger s'absente un court moment de son bureau et observe, par l'entrebâillement de la porte, le comportement de sa prisonnière qui, mettant à profit la situation, examine les documents éparpillés sur la table. Une lettre émanant de la wilaya de Kabylie, signée du lieutenant **Kamal**, montre de façon on ne peut plus explicite les liens entre le responsable FLN et les Français. Léger revient dans la pièce, fort content de sa petite comédie. La jeune femme doit être édifiée et a appris à quel point les Français ont réussi à infiltrer les appareils de la rébellion. La lettre du lieutenant Kamal montre, à elle seule, l'étendue de la gangrène et la qualité de certains traîtres. Roza ignore que ce document est un faux habilement rédigé par Léger. Elle accepte ses propositions et déclare être prête à travailler pour lui dans l'avenir.

Le capitaine Léger ne se fait guère d'illusion sur la sincérité de la jeune femme. Après tout, il n'a que faire des sentiments de celle-ci : ou elle collabore loyalement et va devenir un agent double comme tant d'autres, ou bien elle feint un ralliement en demeurant fidèle à la révolution. Dans ce cas-là, il doit pouvoir se servir de sa sincérité vis-à-vis du FLN et de son engagement pour en faire, à son insu, un efficace agent d'intoxication. Le principe théorique est on ne peut plus simple.

Il suffit de lui faire croire qu'il a confiance en elle, puis de lui révéler certains secrets relatifs à l'infiltration des Français au sein des wilayas, d'évoquer devant elle l'existence et les agissements d'informateurs implantés au cœur de la rébellion. Tout en lui laissant les coudées franches. Roza ne manque pas de charme et n'ignore rien de ses capacités de séduction. Ses talents de belle espionne pourront, quand elle aura rejoint le maquis, expliquer la qualité de certaines de ses informations. Elle sera la **Mata-Hari** du djebel.



Un expert en intoxication : le capitaine Leger.

En attendant d'accomplir une mission à la mesure de ses capacités, Roza est libre. Il est convenu, entre elle et Léger, qu'elle habitera à Belcourt, chez sa mère. A elle de demeurer en contact en lui téléphonant une fois par semaine. Le capitaine Léger n'est guère étonné de perdre, à la fin de la deuxième semaine, le contact avec son agent, qui a quitté le domicile maternel et s'est envolé dans la nature...

Roza, arrivée au maquis, est immédiatement arrêtée.

Le capitaine **Hacene Mayhouz**, responsable politico-militaire de la zone 1 de la wilaya 3, homme de confiance d'Amirouche, l'accuse de travailler pour le capitaine Léger et d'être traître à la cause. Roza qui, justement, a rejoint le maquis pour démasquer les traîtres travaillant pour les Français, se révolte et lance à la cantonade que bien des combattants proches d'Amirouche travaillent en fait depuis longtemps pour Alger. Roza entreprend d'expliquer ce qu'elle a pu apprendre dans le bureau du capitaine Léger. Hacene Mayhouz la presse de faire des aveux complets. Partisan de la méthode d'interrogation spéciale, appelée par lui « l'hélicoptère », il ordonne qu'on lui applique la torture : les poignets et les chevilles attachés derrière le dos, le corps dénudé du supplicié, en arc de cercle, est suspendu par une corde au-dessus d'un brasier. En donnant du mou à cette corde, grâce à un chevalet, les bourreaux ont tout le loisir de faire rôtir à leur convenance leur victime.

Roza, ainsi questionnée, répète à loisir ce que Léger lui a dit. Elle confirme les soupçons d'Hacene, répond à ses désirs. Ses déclarations le ravissent et il finit par égorger sa victime, après en avoir arraché des aveux délirants.

Amirouche, averti de l'infiltration de sa wilaya, justifie une nouvelle fois son surnom. Le « Loup de l'Akfadou » se déchaîne immédiatement . Il ordonne l'arrestation de Kaddour, ancien responsable du FLN de Delcourt, jouissant de la confiance de Kamal qui venait de rejoindre le maquis. L'adjoint politique de **Mohamed Hani**, qui avait commandé pour **Yacef** la zone ouest d'Alger jusqu'à sa capture en 1957, et qui assurait la liaison entre la ZAA et la wilaya 3, subit à son tour la torture. Questionné, il raconte son arrestation, ses entrevues avec Léger, parle de son retournement, évoque des manipulations complexes où chacun des protagonistes est toujours persuadé de conserver le contrôle efficace de l'autre. Ses aveux corroborant ceux de Roza, finissent de transformer la suspicion de trahison en certitude. Il met en cause, avant d'être fusillé le 12 juin 1958, après une parodie de procès, Kamal, **Allal**, **Dahmane**. Ces trois responsables sont à leur tour arrêtés, torturés et exécutés. Leurs aveux provoquent d'autres arrestations, d'autres liquidations.

Le capitaine Mayhouz, instruit, juge, condamne, exécute. En officier soigneux des formes, il rédige des procès-verbaux et rend fidèlement compte à Amirouche de son zèle. Il écrit : *« J'ai découvert le complot dans ma zone. Mais il y a des ramifications dans toute la wilaya, et encore plus en wilaya 4. Il faut prendre des mesures et nous amputer de tous ces membres gangrenés. Sans quoi, nous crèverons. »*

Le « Loup de l'Akfadou » se déchaîne. Véritable petit **Staline** de la Kabylie, il charge Hacene Mayhouz d'être le grand épurateur. A lui de rechercher et de convaincre les traîtres. Amirouche lui a donné les pleins pouvoirs en lui disant :

« Il faut que ces chiens avouent. »

Hacene Mayhouz déploie un zèle exterminateur dans la recherche de la vérité. Il acquiert un surnom dans cette lutte impitoyable. Tous les djouroud tremblent en entendant parler de Hacene-la-Torture, d'Hacene-le-Rouge.

Jean-Claude LAURET

Chapitre V

A LA RECHERCHE DE LA TORTURE PROPRE



Après les déclarations de Massu, le déchaînement...

Le 18 avril 1985, le juge **Cabié**, président de la XVIIe chambre correctionnelle, rendait un jugement surprenant. Il déboutait **Jean-Marie Le Pen**, président du Front National, de l'action que celui-ci avait engagée contre *Le Canard enchaîné*, qui l'avait accusé d'avoir pratiqué personnellement la torture, lorsqu'il était lieutenant au 1er Régiment étranger parachutiste, en Algérie.

En matière de presse, la loi veut que ce soit le diffamateur qui fasse la preuve de ce qu'il a écrit et non le diffamé qui apporte celle de son innocence.

Le Canard enchaîné avait été incapable de présenter à la Cour le moindre élément qui puisse confirmer ses dires.

Le juge Cabié en prit acte mais ne condamna pas, pour autant, l'hebdomadaire satirique, en vertu d'un raisonnement qui allait faire date en matière de jurisprudence :

« *Il résulte des témoignages recueillis à l'audience,* déclarait le magistrat dans ses attendus, *que durant les premiers mois de l'année 1957, des violences graves ont été perpétrées par des militaires français agissant dans le cadre de l'action antiterroriste...*

« ... Il est constant que le lieutenant Le Pen, présent à Alger à l'époque considérée, a eu connaissance des actes de torture pratiqués par certains enquêteurs...

« ... Monsieur Le Pen a constamment approuvé et justifié ces violences...

« ... Le lieutenant Le Pen ne peut donc se prévaloir d'une atteinte à son honneur, car il ne saurait à la fois approuver la conduite de ceux qui ont commis les actes qui lui sont imputés et affirmer que cette imputation le déshonore...

« ... Il ne peut non plus se plaindre d'une atteinte à sa considération. Il suffit, à cet égard, de constater que le Commandement partageait l'opinion du lieutenant Le Pen... »

En appliquant jusqu'au bout la logique de ce raisonnement par l'absurde, c'est chacun parmi le million et quelques jeunes Français qui ont servi là-bas, entre 1954 et 1962, que *Le Canard enchaîné* pourrait traiter impunément de tortionnaire. Et pourquoi pas, parmi eux, un lieutenant nommé **Chirac**...

Car si la torture n'a été pratiquée que par quelques-uns, toute l'armée d'Algérie était informée ; certes, plus ou moins selon les régions, les unités ou les affectations. Mais personne n'ignorait complètement ce qui se passait et tout le monde savait que les « interrogatoires poussés » étaient pratiqués sur ordre de l'état-major et avec l'approbation du gouvernement en place, qui fut constamment de gauche et souvent socialiste jusqu'en 1958, puisqu'il fut présidé tour à tour par **Mendès France**, **Edgar Faure**, **Guy Mollet**, etc ; que le ministre résidant en Algérie, **Robert Lacoste**, était socialiste ; enfin, que le plus illustre d'entre eux, **François Mitterrand**, connut ce qui se passait dans nos trois départements d'outre-Méditerranée, comme ministre de l'Intérieur en 1954 et 1955, puis comme garde des Sceaux en 1956 et 1957.

Vingt-cinq ans plus tard, si l'on compare notre armée d'Algérie aux hordes SS, comme la presse communiste le fit, nos officiers de renseignement à la Gestapo, comme la presse progressiste le fit, il faut également comparer les dirigeants politiques de la IVe République finissante aux dignitaires nazis.

Ou alors s'interroger sur les circonstances qui ont pu amener les uns à admettre sans s'indigner que l'on puisse faire souffrir des hommes dans leur chair pour leur arracher des renseignements, voire à accepter de se transformer personnellement en bourreau, les autres à couvrir de leur autorité des pratiques qu'il ne pouvaient pas ne pas détester.

Si la guerre d'Algérie a créé cette situation, unique dans l'histoire de l'armée française moderne, c'est précisément qu'elle n'était pas une guerre, mais officiellement une opération de maintien de l'ordre. D'ailleurs, le contingent n'avait qu'exceptionnellement à affronter des groupes armés constitués. Son rôle était surtout de trouver et de neutraliser les terroristes avant qu'ils ne passent à l'action.

On a comparé abusivement les fellagha aux résistants français. Le FLN ne cherchait pas à libérer l'Algérie d'une occupation étrangère, mais à s'emparer d'un pays par la terreur. Il visait moins à frapper l'armée française qu'à dominer la population civile par des méthodes de sidération.

Et cela dès le début de l'insurrection : dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, se déclenche sur tout le territoire une série d'opérations qui relèvent davantage de l'assassinat que de coups de main militaires. Les victimes sont pour la plupart des Algériens, souvent des anciens combattants, désignés par leur attachement à la France. Lorsqu'il s'agit de métropolitains, les fellagha choisissent un couple de jeunes instituteurs, qui ont créé une école dans un village perdu de Kabylie et se dévouent pour les enfants. On peut difficilement trouver une « cible » moins colonialiste.

Par la suite, le FLN utilisera essentiellement deux tactiques.

Dans les villes, il commet des attentats à la bombe destinés à faire le plus possible de victimes civiles. Les engins sont systématiquement placés dans des lieux publics et sont réglés pour sauter à des heures de grande fréquentation : des bars au moment de l'anisette, des stations d'autobus à la sortie des bureaux, des cinémas, des dancings, etc.

Dans le bled, les fellagha entreprennent de terroriser leurs coreligionnaires par des massacres comme celui de Melouza. Ils pratiquent l'égorgement ou l'éventration, plus spectaculaires que l'utilisation des armes à feu, en les agrémentant de divers supplices préalables : nez, oreilles, mains, verge, seins coupés..., et



C'était un militaire français...



Le 20 août 1955, à Hel Halya.

en recourant le plus souvent à des mises en scène destinées à frapper l'imagination ; en plaçant, par exemple, ses testicules dans la bouche du cadavre. Inutile de dire que femmes et enfants ne sont pas épargnés ; bien au contraire, puisqu'ils constituent un puissant moyen de chantage pour obliger les hommes à s'engager aux côtés de la rébellion.

Le FLN vérifie ensuite systématiquement l'état de sa prise en main des populations en lançant des mots d'ordre, comme l'interdiction de fumer ou de consommer tel ou tel produit, sous peine d'une mutilation quelconque ; en général, les « contrevenants » sont menacés d'avoir les oreilles ou le nez coupés. Des exemples sanglants sont faits pour mieux assurer l'autorité du FLN.

C'est contre cette organisation de la terreur, télécommandée et financée de l'étranger, que l'armée d'Algérie doit se battre.

Dans quelles conditions ?

« A la façon des pointes de feu »

L'état de « non-guerre » a des conséquences pour le moins étranges. Au début de l'insurrection, le droit civil français s'applique aux trois départements d'Algérie ; si bien que toute mort d'homme entraîne l'ouverture d'une procédure judiciaire régulière. **Soustelle**, gouverneur général de l'Algérie en 1955-1956, raconte (1) :

« Un fellagha était-il tué ? Aussitôt, le parquet ouvrait une enquête comme s'il se fût agi d'un meurtre en temps de paix, et le juge d'instruction faisait comparaître officiers et tirailleurs tout étonnés, souvent indignés d'avoir à répondre de leur conduite au feu comme d'un acte criminel. »

Et son successeur, **Robert Lacoste**, ministre résidant en Algérie, s'indignait encore le 16 février 1956, devant **Patrick Kessel**, envoyé spécial de *L'Express* :

« On fait la guerre avec le code criminel en poche ! »

C'est l'époque où deux gendarmes doivent obligatoirement accompagner la moindre section en opération, afin d'établir un rapport en cas d'accrochage ou d'arrestation de suspect et établir des procès-verbaux avec audition des « coupables » en cas de blessures ou mort d'homme.

Bien sûr, les braves pandores s'intègrent vite aux unités qu'ils accompagnent, font à l'occasion le coup de feu et, au cours des mois, découvrant avec leurs frères d'armes les atrocités commises par les rebelles, accommodent au mieux le règlement pour ne pas gêner leurs camarades de combat.

Il n'empêche que les conditions extravagantes dans lesquelles l'armée mène sa mission entraînent une certaine paralysie de la riposte et provoquent l'exaspération des troupes. A cette époque, seule la police, à laquelle les suspects sont remis, est censée mener les interrogatoires. Elle les pratique d'une façon particulièrement musclée.

Lorsque Mendès France devient président du Conseil en février 1955, les milieux progressistes qui l'entourent, et ont pris, dès le début, fait et cause pour la « révolution algérienne », l'ont déjà convaincu que des « atrocités étaient commises par les policiers tortionnaires » en Algérie.

Il décide d'envoyer en mission d'information un haut fonctionnaire, dont François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur, souligne publiquement « la parfaite intégrité morale », M. **Roger Wuillaume**, inspecteur général de l'administration.

Ce fort honnête homme se livre à une enquête très sérieuse en Kabylie et dans le Constantinois, interrogeant des policiers et soixante et un détenus. Il remet un rapport d'une parfaite objectivité au gouverneur général **Soustelle,** le 2 mars 1955, concluant à la pratique générale de sévices par « toutes les polices », au cours des interrogatoires. Ces excès, note-t-il toutefois, sont efficaces puisqu'ils ont permis d'anéantir un certain nombre de maquis.

La « gégène » et le broc à eau

Et, pour la première fois, une sorte de codification de la torture propre est proposée, afin d'éviter que les personnes interrogées ne souffrent de séquelles mutilantes ou que des initiatives personnelles excessives soient prises par les personnels préposés aux interrogatoires.

M. Wuillaume remarque que *« les procédés du tuyau d'eau et de l'électricité, lorsqu'ils sont utilisés avec précaution, produiraient un choc, au demeurant beaucoup plus psychologique que physique, et par conséquent exclusif de toute cruauté excessive.*

La méthode consisterait, pour le tuyau d'eau, à introduire l'eau dans la bouche jusqu'à suffocation seulement, sans évanouissement ni ingestion ; quant à l'électricité, ce serait uniquement des décharges rapides et multiples pratiquées sur le corps à la façon des pointes de feu. »

Jacques Soustelle « se refusa absolument » à approuver les conclusions du rapport Wuillaume. Il n'en reste pas moins que, dès cette époque, se répandit dans l'armée la conviction que l'autorité civile autorisait l'utilisation « de l'électricité et de l'eau », à l'exclusion de tout autre moyen pour interroger les suspects.

Contrairement à une idée reçue et largement répandue par la presse de gauche, qui déteste traditionnellement les troupes d'élite, ce ne sont pas les parachutistes et la Légion étrangère qui ont commencé à utiliser systématiquement cette forme d'interrogatoires « poussés ». Ces troupes d'intervention n'avaient pas vocation à pratiquer le quadrillage. Entre deux opérations, très rarement aéroportées et le plus souvent héliportées, elles se repliaient généralement sur leur base. Elles n'étaient pas en mesure de rechercher le renseignement, mais seulement d'exploiter ceux recueillis par les autres unités, campant sur le terrain parmi la population.

C'est là, durant toute l'année 1956, que des officiers de renseignement, appartenant à toutes les armes, utilisèrent de plus en plus la célèbre « gégène ». C'était le surnom familier des génératrices manuelles qui permettaient d'alimenter en électricité les radio-téléphones de campagne, grâce à deux manivelles que l'on faisait tourner.

L'application particulière de la « gégène » au traitement des suspects consistait à placer une électrode sur l'oreille de l'intéressé, à l'aide le plus souvent d'une pince crocodile ordinaire, et à enrouler l'autre électrode autour de son sexe. Les décharges pouvaient aisément être modulées par une rotation plus ou moins rapide des manivelles, en fonction des réactions du « patient ».

Les séances de « gégène » étaient alternées avec le supplice dit « de l'eau », qui consistait, dans les unités du bled qui ne disposaient pas toutes de l'eau courante, à placer un linge sur la bouche du suspect et à verser de l'eau à l'aide d'un simple broc, par petites giclées, « jusqu'à la suffocation », comme le prescrivait l'excellent M. Wuillaume, mais en évitant autant que faire se pouvait « évanouissement et ingestion ».

La combinaison de ces deux méthodes se révéla d'une efficacité stupéfiante, non parce que les rebelles étaient particulièrement douillets, mais parce que ceux qui étaient interrogés de cette façon avaient souvent été recrutés plus ou moins de force par le FLN. Les durs des maquis, pour la plupart vétérans de la campagne de France ou de l'Indochine, se laissaient rarement prendre vivants.

Des commandos à la « bataille d'Alger »

A la même époque se créèrent dans les unités les plus diverses des « commandos de nomadisation » pour exploiter aussitôt les informations recueillies par les officiers de renseignement. Ils étaient constitués par quelques soldats sélectionnés parmi les meilleurs éléments du régiment, auxquels on adjoignait fréquemment des supplétifs algériens connaissant bien la région.

Ces commandos marchaient de nuit pour que leur progression ne soit pas signalée au FLN et ils attaquaient à l'aube, ou bien surgissaient là où des caches d'armes avaient été indiquées. Le suspect qui avait donné l'information était parfois emmené sur les lieux afin que ses ex-compagnons sachent bien qui les avait trahi.

Dès lors, le malheureux était sûr d'être égorgé s'il tentait de rejoindre le FLN. La « gégène » fut ainsi une grande pourvoyeuse de « ralliés ».

Les « ralliés », on l'a compris, étaient d'anciens fellagha, « retournés » si l'on peut dire, et qui devenaient de remarquables auxiliaires de l'armée française. Certains ne répugnaient pas à passer de l'autre côté de la « gégène » et à participer de bon cœur aux interrogatoires de leurs anciens camarades, avec une dextérité d'autant plus efficace qu'elle était le fruit d'une expérience personnellement durement acquise.



Appréhendé par des harkis, un rebelle attend l'interrogatoire.

D'autres s'intégraient à des formations de harkis ou même, lorsqu'ils montraient des qualités de combattant particulières, aux commandos. L'un de ces commandos, par exemple, qui remporta des succès éclatants, avait été constitué au sein d'un régiment d'artillerie antiaérienne dont la mission traditionnelle n'avait guère à s'employer en Algérie. Il avait été formé par un lieutenant, ancien des SAS britanniques, qui avait « rempilé ». Outre cet officier, il ne comprenait qu'un seul sous-officier métropolitain et dix ralliés, tous vétérans de la « gégène ».

Il n'y eut, avec eux, jamais aucun « pépin ».

Cependant, début 1957, la situation à Alger s'est dégradée d'une façon dramatique. Les attentats se multiplient à une cadence terrifiante, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés, mutilés à vie dans de nombreux cas. **Yacef Saadi**, grand patron du terrorisme urbain, et son lieutenant **« Ali La Pointe »,** un ancien maquereau reconverti dans l'activisme politique, trouvent dans la Casbah des abris et des appuis qui leur permettent d'échapper à toutes les recherches.

Enfin, le FLN prépare une grève générale qui doit être accompagnée d'un soulèvement sanglant.

Sur l'ordre de Robert Lacoste, qui a reçu le feu vert du gouvernement (2) à Paris, le superpréfet d'Alger, **Serge Baret**, signe le 7 janvier 1957 une ordonnance déléguant au général **Massu**, commandant la 10e Division parachutiste, tout pouvoir de police dans le département d'Alger.

Les paras entrent dans la danse, avec en fer de lance deux des plus belles unités de l'armée d'Algérie, le 1er régiment étranger parachutiste du lieutenant-colonel **Jeanpierre** et le 3e régiment de parachutistes coloniaux du colonel **Bigeard**. La bataille d'Alger commence ; elle durera exactement neuf mois et s'achèvera le 8 octobre, lorsqu'un béret vert jettera un bangalore (3) dans le repaire où Ali La Pointe, le dernier chef terroriste encore en liberté, se terre, avec ses explosifs, en haut de la Casbah, à une adresse prédestinée : 2 rue de la Bombe. On peut dire alors que l'organisation FLN du terrorisme urbain n'existe plus.

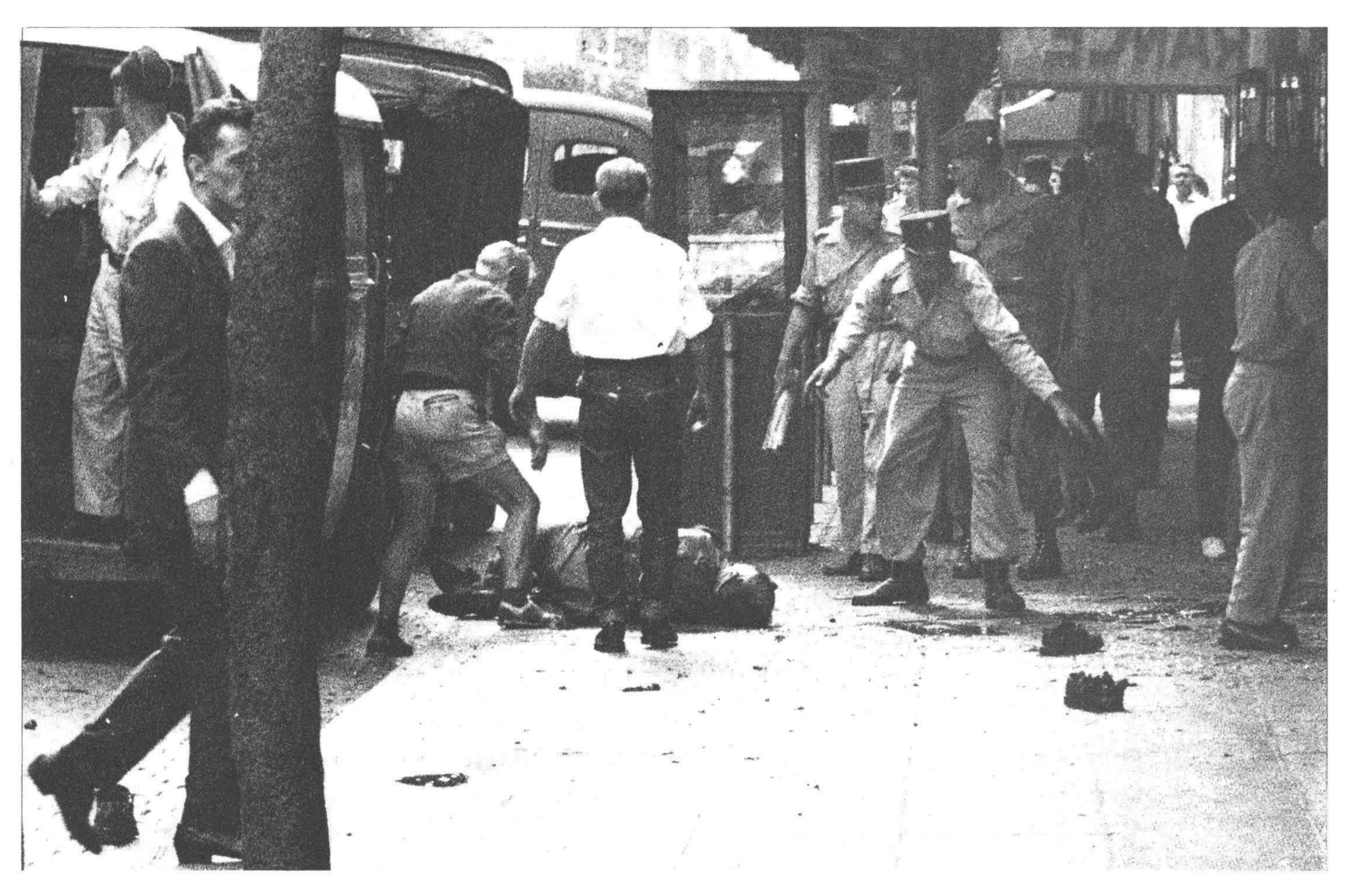
Pour en arriver là, les paras du 1er REP et du 3e RPC ont utilisé systématiquement la torture afin d'obtenir les renseignements nécessaires à leur action.

Le sermon du révérend père Delarue

Massu reprend les méthodes déjà largement expérimentées dans le bled : la « gégène » passe du stade artisanal à la grande série. Le vieux compagnon de **De Gaulle**, avant d'en autoriser l'usage, réunit ses officiers dans son bureau d'Hydra et tous, général en tête, expérimentent sur eux-mêmes les effets de la torture à l'électricité...

Massu s'explique avec sa vigueur de langage, toute militaire (4).

« La torture étant une violente douleur physique qu'on fait subir à quelqu'un a régné à l'état endémique dans cette malheureuse Algérie. Je n'ai pas peur du mot. Mais je pense que, dans le plus grand nombre des cas, les militaires français obligés de l'utiliser pour vaincre le terrorisme ont été, et heureusement ! "des enfants de chœur" par rapport à l'usage qu'en ont fait les fellagha. L'extrême sauvagerie de ces derniers nous a conduits à quelque férocité, certes ! Nous sommes restés bien en deçà de la Loi du lévitique "œil pour œil, dent pour dent"...



Ces attentats qu'il faut prévenir par tous les moyens...

« ... Pratiquement, si pour faire "cracher le morceau", il fallait que "ça cogne un peu", les questionneurs étaient conduits à faire subir aux prévenus des douleurs physiques, dont la violence était graduée pour aboutir à l'aveu. Certes, il y avait des risques et des accidents se sont produits. Mais ce n'était tout de même qu'une pression physique, même violente, utilisée pour le renseignement immédiat et ne dégradant pas l'individu.

« C'est là où intervenaient évidemment, dans une mesure importante, les qualités morales du questionneur et son sang-froid... » (5)

En métropole, se déclenche une vaste campagne contre « la torture en Algérie », dans la presse communiste et progressiste (*France-Observateur*, *Témoignage chrétien*, *L'Express*, *L'Humanité*, *Libération*, *Franc-tireur*), dès le début de l'action des paras à Alger.

Bérets verts et bérets rouges sont choqués d'être comparés à des SS et certains s'interrogent.

Le révérend père **Delarue**, aumônier parachutiste de la 10e région militaire, ressent suffisamment le malaise de ses ouailles pour apporter à leurs entreprises une bénédiction religieuse. Il prononce en mars 1957 un long sermon justifiant l'usage de la torture dans la lutte contre le terrorisme du FLN. En voici quelques passages :

« Cette modification dans nos méthodes n'est pas allée sans soulever de sérieux problèmes de conscience ; et certains se sont demandé s'ils avaient le droit de sortir de leur rôle idéal de soldats combattant loyalement des soldats...

« Cela, vous le pouvez ; et c'est pour vous plus qu'un droit, c'est un véritable devoir de justice...

«... Puisqu'il est, légalement, permis — dans l'intérêt de tous — de supprimer un meurtrier, même quand il n'accepte pas ce verdict, on ne voit pas ce qu'a de monstrueux le fait de soumettre un criminel — reconnu tel par ailleurs, et déjà passible de mort — à un interrogatoire pénible, certes, mais dont le seul but est de parvenir, grâce aux révélations qu'il fera sur ses complices et ses chefs, à protéger efficacement des innocents. Entre deux maux : faire souffrir passagèrement un bandit pris sur le fait — et qui d'ailleurs mérite la mort — et, d'autre part, laisser massacrer des innocents que l'on sauverait si, de par les révélations de ce criminel, on parvenait à anéantir le gang, il faut sans hésiter choisir le moindre : un interrogatoire sans sadisme mais efficace...

« ... On a le droit d'interroger sérieusement — même si l'on sait que ce n'est pas un tueur — tout homme dont on est certain qu'il connaît les coupables, qu'il a été témoin d'un crime, qu'il a sciemment hébergé quelque bandit, s'il se refuse à révéler librement, spontanément, ce qu'il sait. En se taisant — pour quelque motif que ce soit —, il est coupable, complice des tueurs, responsable de la mort d'innocents pour délit de non-assistance à des personnes injustement menacées de mort. De ce seul fait, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même s'il ne parle qu'après avoir été efficacement convaincu qu'il devait le faire.

« En venant ici, vous aviez accepté le risque de vous faire tuer pour assurer la protection des honnêtes gens, qu'ils soient musulmans ou européens. Le terrorisme urbain vous impose en plus une besogne moins conforme à vos goûts de soldats. Cette besogne, il faut la faire, parce que nous devons rester ici... »

Le 19 mars 1957, le général Massu diffuse une note de service dans laquelle, après avoir remercié le révérend père Delarue de son initiative, il écrit notamment :

« La condition sine qua non de notre action en Algérie est que ces méthodes soient admises, en nos âmes et consciences, comme nécessaires et moralement valables. »

Ces quelques lignes sont les seules par lesquelles une autorité militaire ou civile a autorisé officiellement la torture en Algérie dans un texte écrit.

Car il est bien évident qu'à Paris aucun chef de gouvernement ou ministre ne voudra jamais reconnaître qu'il a couvert de son autorité de telles méthodes.

A une question d'un député communiste, **Bourgès-Maunoury**, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement **Edgar Faure**, répond, imperturbable : *« Après les enquêtes déjà effectuées, je ne connais aucun fait de torture, tels que ceux qui ont été énoncés. »*

Nous sommes le 29 juillet 1955. Le rapport Wuillaume a été remis au gouvernement en mars 1955...

Le général Massu précise de son côté :

*« Les plus hautes autorités civiles de l'époque, venues en inspection à Alger, MM. Bourgès-Maunoury, **Max Lejeune**, visitèrent les centres d'interrogatoires et encouragèrent cette formule. »*

Comme d'habitude, le pouvoir civil laissait les militaires porter le képi dans l'affaire des tortures. Une attitude qui pèsera lourd plus tard, dans la décision de certains de nos plus brillants officiers d'Algérie, de s'engager dans l'OAS.

Au procès du lieutenant **Daniel Godot**, un jeune saint-cyrien sorti dans les premiers de l'Ecole spéciale militaire, le capitaine **Joseph Estoup** devait déposer en ces termes :

« Monsieur le Président, en langage militaire on dit "faire du renseignement", en langage du monde on dit "presser de questions", en français on dit "torturer". Je déclare sous la foi du serment, et personne en arrière de cette barre n'osera me contredire, que le lieutenant Godot, comme des centaines de ses camarades, a reçu l'ordre de torturer pour obtenir des renseignements...

« ... Je sais le viol que subit l'exécutant tenu d'exécuter cet ordre. Tous les mythes, toutes les illusions du jeune saint-cyrien s'effondrent devant cet inconnu dont il doit tirer les renseignements...

« ...On lui avait démontré qu'il y allait du sort de la bataille, que la victoire de la France était à ce prix...

« ... Lorsque la fin justifie les moyens, cette justification disparaît si la fin n'est pas atteinte...

« ... Je porte témoignage que, pour une part secrète, tacite, intérieure, tenaillante, mais pour une part importante, c'est parce que ces hommes ne voulaient pas avoir méfait pour rien (6) *; et, à la limite, leur attitude est un acte désespéré de damnés qui veulent se venger du démon qui les a menés en enfer.*

« Heureux fedayins qui, sur ordre, avez égorgé parce qu'on vous disait que c'était indispensable à votre cause. Vous avez gagné et vos crimes doivent vous sembler justifiés ! »

Il est à remarquer que si tant d'intellectuels français ont rempli journaux et livres de leurs protestations contre les tortures commises par des soldats français en Algérie, aucun intellectuel algérien n'a jamais écrit la moindre ligne sur les actrocités des fellegha.

Jean-Claude Goudeau

(1) *Aimée et souffrante Algérie*

(2) Présidé à l'époque par Edgar Faure.

(3) Engin incendiaire.

(4) *La vraie bataille d'Alger*, Plon édit.

(5) Tandis qu'à Alger, Massu institutionnalise et codifie en quelque sorte les méthodes d'interrogatoires, dans le reste de l'Algérie sont constitués des « DOP » (Détachements opérationnels de protection), véritables brigades volantes d'interrogatoires auxquelles les corps de troupe remettent leurs suspects. Ceci dans un but d'efficacité et pour que le commandement puisse mieux veiller à éviter des excès.

(6) NDLR : sous-entendu « qu'ils s'étaient engagés dans l'OAS ».

TÉMOIGNAGE

UN INTERROGATOIRE COMME TANT D'AUTRES

L'histoire commence par hasard. Comme toutes les enquêtes policières, car nous étions devenus, bon gré mal gré, de véritables policiers.

Au mois d'octobre 1960, en Mitidja, la pacification militaire est terminée. Ne subsiste, dans le sous-quartier que je commande par intérim, qu'une arme de guerre : un MAS 36 volé dont je possède le matricule. Il doit être dans une cache plus haut dans la montagne, sur les premiers contreforts de l'Atlas blidéen.

Mes prédécesseurs officiers de renseignement ont établi avec soin un fichier de tous les hommes (18.000 noms accompagnés d'une photo). Des vérifications d'identité permettent de découvrir immédiatement l'arrivée d'un étranger dans ce qui correspond à l'étendue d'un arrondissement métropolitain. C'est lors d'un banal contrôle, à l'occasion d'une querelle de voisinage, qu'un habitant du village me présente ses papiers... d'où s'échappe une lettre. Plus rapide que lui, je la ramasse, pour m'apercevoir qu'elle émane d'un fellagha porté mort depuis plusieurs mois. Il va me falloir interroger mon suspect.

En qualité d'OR, je dispose d'un GRE (Groupe renseignement exploitation) d'une quinzaine d'hommes, dans lequel voisinent, en excellente intelligence, appelés métropolitains et musulmans, ainsi que des harkis. Pour les commander, deux sergents : un pied-noir et un « fel » rallié. Ils me servent ensemble d'interprètes pour les interrogatoires que je suis **seul** habilité à effectuer.



Avant tout, recueillir des renseignements.

Nous disposons pour cela d'une petite pièce isolée dans le grand bâtiment de ferme qui nous sert de cantonnement. Des murs nus blanchis à la chaux, une table, deux chaises. Rien d'autre.

Avec mes deux sergents, **Mohamed** et **Lopez** — appelons-les ainsi par commodité et par prudence — nous rentrons avec notre suspect couché sous une couverture à l'arrière de la jeep. Je ne tiens pas à ce que tout le village que je dois traverser apprenne, dans le quart d'heure, son arrestation.

Nous sommes jeudi soir et c'est l'heure de la soupe. Pour nous, il y a plus urgent.

Mais je ne le saurai que plusieurs heures plus tard. Après des questions sans réponses, en français et en arabe, des répliques dilatoires ou tordues. Pas de supplice moyenâgeux, mais des coups après un mensonge manifeste. Mon poing, qu'il a esquivé et qui a atterri dans le mur de parpaing, en conserve encore la trace.

Je ne regarde plus l'heure. Il est minuit peut-être, mais j'ai fini par découvrir, avec une surprise grandissante, le rôle exact de mon suspect dans un « coup » qui me dépasse infiniment, géographiquement et en compétence. Samedi, à la sortie de l'hôpital Mustapha, deux grenades doivent exploser simultanément, dans un café maure et un café européen. De quoi combler de sang le fossé qui — dit-on — sépare les deux communautés.

Moins de quarante-huit heures pour retrouver les deux grenades... et les deux infirmières musulmanes à qui elles ont été remises, par un système de relais toujours compliqué. Je fais réveiller mon GRE par l'escorte réglementaire et je téléphone aux OR d'Alger, afin qu'ils organisent sur place les recherches concernant les noms que j'ai obtenus en attendant que je leur livre mon prisonnier.

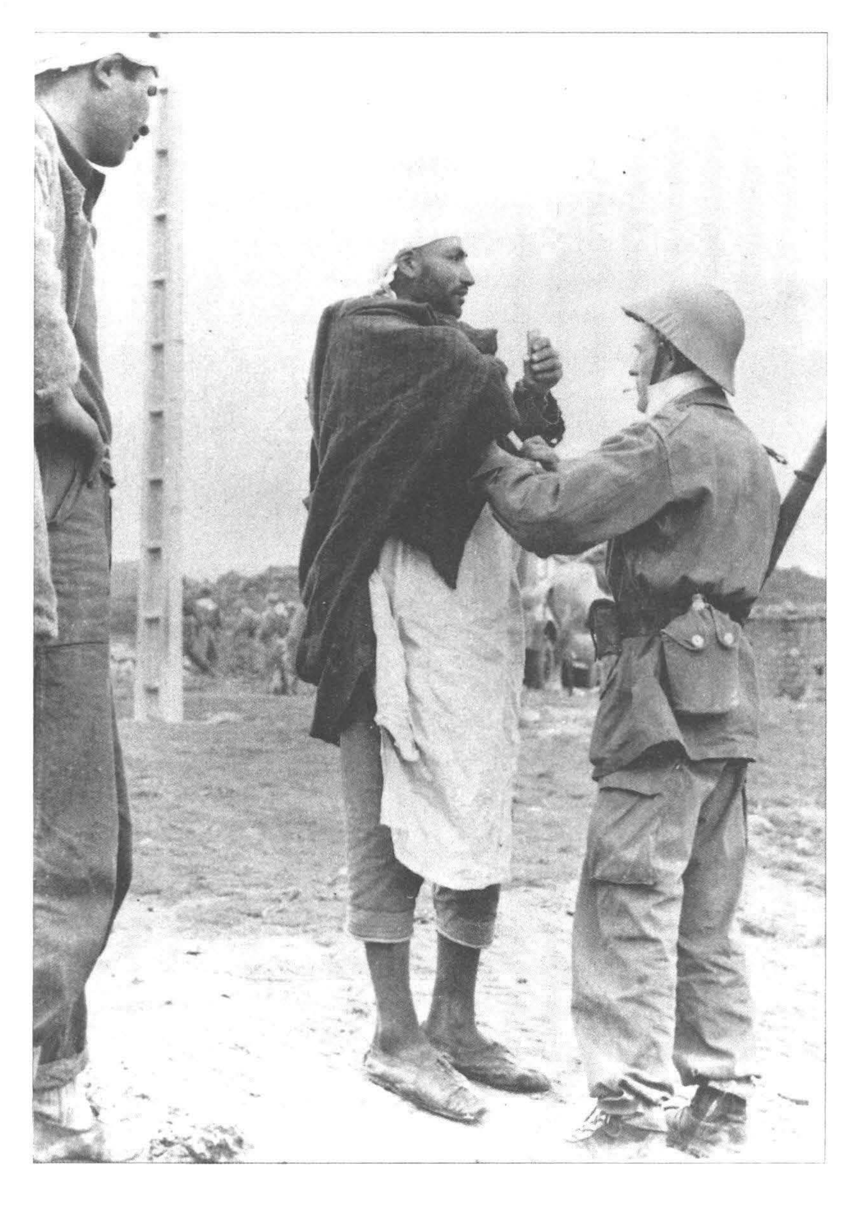
Je ne sais plus à quelle heure je suis rentré avec mes gars fourbus. Je ne sais plus combien de fois j'ai fait l'aller et retour entre la ferme et Alger, distante de 25 km, ce vendredi et ce samedi d'octobre, afin de vérifier des noms et des visages dans mon fichier. Tout ce dont je me souviens, c'est des gendarmes mobiles avec lesquels j'ai bu une bière, ce samedi soir, à l'heure où devaient péter les grenades. Je ne me suis pas soucié du sort de mon prisonnier ni de celui des deux infirmières. Tout ce qui m'importait c'était le sang de ces hommes et de ces femmes que nous avions préservés, Mohamed, Lopez et moi. Et, aujourd'hui encore, en regardant la cicatrice de mon articulation, je ne regrette rien.

Claude Martin

Chapitre VI

L'expérience d'un appelé

UN DEUXIEME BUREAU SUR LE TERRAIN



Toujours, on vérifie...

Incorporé en novembre 1959, j'ai été affecté au printemps 1960 comme secrétaire au 3e escadron du 6e Régiment de spahis, (secteur de Bordj Bou Arreridj). Pied-noir né à Alger, peu satisfait d'un emploi sédentaire (nous étions exempts d'opérations), j'ai réussi, en octobre 1960, à me faire muter au Bureau Renseignement (le 2e Bureau classique) où je devenais secrétaire de l'OR (officier de renseignement). Je m'intégrai alors à une petite équipe qui travaillait sur le terrain. Ce fut l'occasion pour moi de participer à une guerre d'« intelligence ». Car il n'y eut rien de plus stupide que des opérations aux noms surréalistes mobilisant (et avec quel fracas) des dizaines de milliers d'hommes pour un bilan sordide, quelques bergers égarés tués et des flingots rouillés récupérés...

Avec le groupe renseignements, j'ai vécu jusqu'à la « quille » (fin janvier 1962) une période compacte et riche en succès comme en échecs. Un petit commando disposant d'un véhicule avec conducteur, interprète, tireur, des harkis fidèles, un spécialiste en explosifs. A sa tête, des officiers prenant leurs responsabilités et soucieux de la vie de leurs hommes, informés aussi.

A la suite d'une mutation, pendant quelques semaines et

bien que simple maréchal des logis, j'ai même fait « fonction d'OR ».

Le 3e escadron était le support du Sous-Quartier d'Ain Tagrout entre Bordj Bou Arreridj et Sétif. Une superficie équivalente à celle d'un bon département français, des milliers d'habitants répartis en villages sur une partie du plateau sétifien, encadré par des montagnes difficiles au nord (les Babors) et au sud (le Hodna). Un passage obligé entre les wilayas 3, 2 et 1.

Dans cette période (entre l'été 60 et les débuts de 1962), il n'y a plus de katibas. Elles ont été pulvérisées par le plan **Challe** qui a « traité » la région en 1959-60 (Opération « Etincelles »). Il ne reste que des petits groupes (4 à 5 hommes) qui sont les adjoints des commissaires politiques immergés dans une population nombreuse, relativement aisée (les mechtas, fermes arabes, étaient cossues, le plateau étant riche, la misère était dans les djebels), complice soit par conviction, soit par contrainte.

Comme nous devions le découvrir, la terreur exercée sur les civils musulmans n'était pas un vain mot : chasse aux déviants baptisés « traîtres », exécutions après procès, extorsions de fonds, etc. Bref, il nous fallait combattre l'OPA (Organisation politico-administrative). Une OPA qui, sauf exceptions, ne cherchait pas l'accrochage (de temps en temps une embuscade ou un attentat) mais attendait et préparait l'indépendance. Pour cela, il nous fallait capturer, vivant de préférence, le gibier numéro un : les commissaires politiques (CP) qui tenaient les kisms (1). Ensuite, les « exploiter ». Enfin, grâce aux renseignements obtenus, démolir leurs réseaux à base de moussebels (supplétifs) implantés dans les villages, et de caches nombreuses que nous faisions sauter, remarquables d'ingéniosité (sous les maisons, dans les maisons, faux murs en particulier, ou en plein champ).

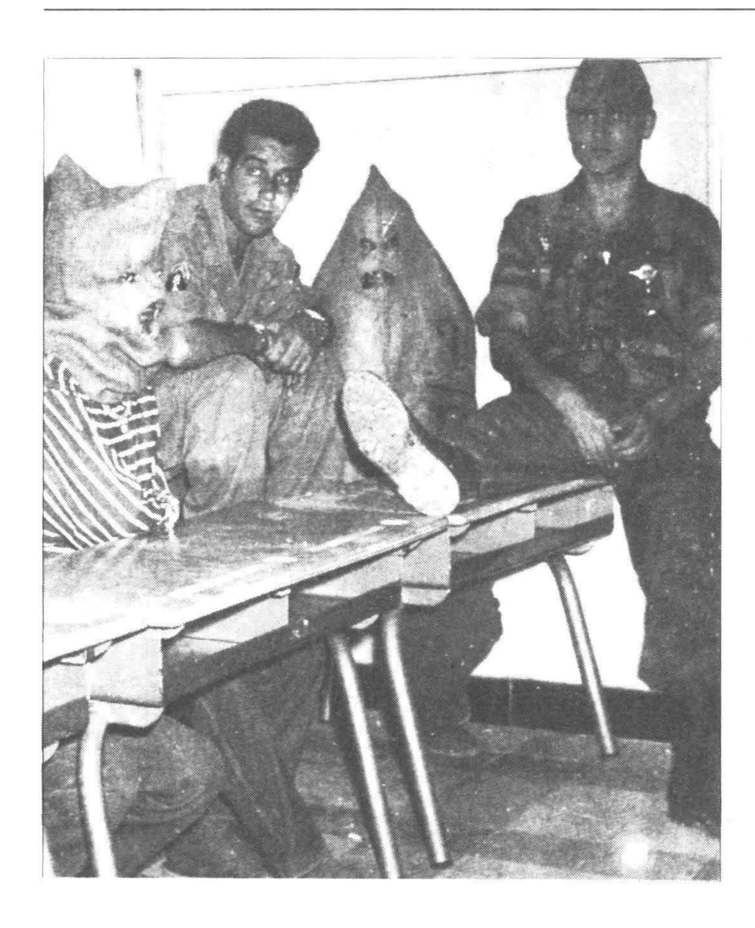
Renseignement et exploitation

Je ne peux dire que ce que j'ai directement vécu. Presque pas de dénonciations spontanées ou payées, sauf une ou deux fois, des cocus (on ne s'en méfie jamais assez) ne supportant pas que leurs épouses servent, même volontairement, de repos du guerrier. Le FLN avait beau recommander l'abstinence sexuelle vis-à-vis de la population civile, il y avait des exceptions qui tournaient mal...

Mais peu à peu, au hasard des coups de main, des prisonniers, des documents récupérés, nous étions arrivés à connaître l'organigramme adverse et ses points sensibles. La plus belle opération à notre actif fut la découverte (et la destruction), en décembre 1961, du PC de la nahia 314 avec la mise hors de combat de plusieurs HLL (hors-la-loi) et récupération d'une dizaine d'armes de guerre. A l'origine, une intuition de notre capitaine qui, réfléchissant devant la carte du Sous-Quartier, décida à l'improviste, et dans le plus grand secret (les pelotons furent réveillés en pleine nuit et partirent à pied), un bouclage qui visait un groupe de mechtas qui n'avait jamais attiré notre attention. A l'aube, un commissaire politique tomba dans la nasse, une fouille serrée découvrit des caches, il y eut d'autres prisonniers (certains fichés).



Souvent on intervient...



A partir de là commença l'« exploitation », terme qu'un jour les historiens trouveront mentionné à de multiples reprises dans ces rapports « top-secret » adressés tous les mois et demi au secteur sous le nom de « Bulletins de Renseignements mensuels » (BRM). La guerre d'Algérie est là, sans fioritures ni mensonges, étudiée au « microscope » à travers toutes les régions, au fil des mois, des années et des événements.

Evidemment, les BRM ont leurs « blancs ». Ils ne diront jamais (à moins qu'on ne les lise entre les lignes) comment les responsables piégés ont parlé... C'est un sujet très sensible que je pense aborder sans complexes ni remords... La « question » (ou la torture, n'ayons pas peur des mots) était largement pratiquée mais pas systématiquement (du moins dans notre Deuxième Bureau). Elle nous paraissait normale car elle nous permettait d'obtenir vite, voire très vite, les renseignements indispensables. On pouvait peut-être s'y prendre autrement, comme user les prisonniers par manque de sommeil ou de nourriture mais, dans ce cas, prévenu par le « téléphone arabe », le reste de l'OPA disparaissait et notre exploitation tombait à vide. Nous avions eu des expériences désagréables qui ne nous incitaient pas à l'indulgence. Je ne tranche pas sur le plan des principes. Toute guerre comporte son quota de crimes et d'atrocités. Nous épargnions la population civile. Je n'ai jamais vu détruire un village, exécuter des femmes, des enfants, des vieillards (ni les torturer), ni tolérer des vols ou d'autres exactions. La discipline était stricte chez les spahis où plus du tiers des effectifs était composé de musulmans appelés (deux désertions en tout et pour tout, et des malheureux qui furent repris et fusillés). Grâce aux renseignements souvent péniblement extorqués nous frappions, à coup sûr, des individus responsables et armés, pas la masse.

Même si je choque, je considérais (je n'étais pas le seul ; il y avait une hiérarchie au-dessus de moi) l'interrogatoire, même poussé, comme un moindre mal. J'ajoute qu'ensuite, dans les cas précis de responsables FLN que nous considérions comme irréductibles et dangereux, nos officiers, qui prenaient leurs responsabilités, décidaient ou non de la « corvée de bois », c'est-à-dire des exécutions sommaires. Ce n'était pas nouveau dans les guerres civiles du XXe siècle, et la guerre d'Algérie fut avant tout une guerre civile, franco-française, franco-algérienne, algéro-algérienne. Ce n'était ni agréable ni glorieux, mais ainsi.

De mémoire, j'évalue les victimes à moins d'une dizaine, sur une période de quinze mois. Il est certain qu'en étrillant sévèrement l'organisation FLN nous avons, à notre insu, bien travaillé pour cette armée FLN de l'extérieur, planquée en Tunisie et au Maroc, et qui s'empara de l'Algérie après le 1er juillet 1962, tandis que les résistants d'après le 19 mars (les « marsiens » si semblables à nos vaillants résistants de septembre 44) se livraient aux délices de l'épuration sans retenue. Les vrais combattants auraient eu (peut-être) plus de mesure, mais ils n'étaient plus là...

Mais, pour revenir à notre expérience, je me souviens combien le terrain et le métier nous entraient dans la peau, passionnés par une chasse à la fois haletante et cruelle. Avec des moments de grande tension (et même de trouille) quand il fallait explorer des grottes suspectes, pousser une porte d'une maison en sachant que nous risquions une rafale ou un coup de feu, attendre des heures, couchés à même le sol, par des nuits glacées ou torrides, jusqu'à ce que surgisse de l'ombre un ennemi enfin matérialisé, sans oublier le corps à corps brutal avec ces fells pris au piège et qui tentaient le tout pour le tout en voulant nous échapper, sachant que, pris vivants, nous serions sans faiblesse à leur égard. Ils savaient d'ailleurs se battre, souffrir et mourir.

Jean-Paul ANGELELLI

(1) Le découpage FLN divisait l'Algérie en wilayas, mintakas, nahias, et kisms ou cellules de base...

(2) C'est-à-dire la quatrième nahia de la mintaka I de la wilaya 3. Sous une mechta anonyme, deux salles souterraines bien aménagées à moins de vingt kilomètres au sud de notre PC.



... Et parfois, on gagne !

Chapitre VII

La guerre en métropole

LE TEMPS DES ASSASSINS



Des innocents frappés : cela s'appelle, en termes techniques, le "terrorisme de sidération".

De 1954 à 1962, l'Algérie a subi le déchaînement d'un terrorisme systématique, sélectif ou aveugle qui, entre autres objectifs, était particulièrement destiné à faire basculer une population musulmane, dans sa majorité indifférente à la présence française.

Les Français de métropole, égoïstes par nature et, de plus, habilement conditionnés, ont, pour la plupart, relégué au fond de leur mémoire ces horreurs qui les concernaient si peu. Aujourd'hui, l'Algérie est devenue pour eux le lieu et le temps où d'abominables colons racistes faisaient suer le burnous, où une part de l'armée torturait sans vergogne et assassinait des innocents, traumatisant ainsi des milliers d'appelés du contingent. Ce thème est d'ailleurs développé dans les manuels scolaires et périodiquement entretenu par les médias.

Curieusement, sauf dans certains ouvrages ou émissions télévisées à la gloire de l'adversaire, un aspect de ce douloureux épisode de notre histoire n'est jamais évoqué : les répercussions de la guerre d'Algérie en France métropolitaine. Nos concitoyens, même ceux qui prétendent écrire l'Histoire, paraissent avoir oublié plusieurs années d'événements particulièrement sanglants, des milliers d'agressions, d'attentats, d'assassinats (au moins 6 000 morts ou disparus dont 500 Français de souche) des sabotages, des destructions considérables.

Les gouvernements qui se sont succédé pendant cette période n'ont jamais su ou voulu pratiquer une politique cohérente, efficace, contre ce phénomène qui, par ailleurs, pourrissait la nature. Les hommes du pouvoir se sont signalés par leurs incompétence, leur absence de rigueur morale, leur pusillanimité impuissante dans la compromission. Les hauts fonctionnaires des systèmes administratif, judiciaire, policier, systèmes souvent inadaptés, ont généralement été plus soucieux de leurs carrières que de la grandeur du pays. Ils ont fréquemment laissé leurs subordonnés aux prises avec des missions impossibles, écrasés par la crainte d'être désavoués au gré des faiseurs d'opinion.

Il faut bien reconnaître que la victoire accordée par **de Gaulle** au FLN n'a guère causé à la population métropolitaine qu'un lâche soulagement, et même, pour certains, une intense satisfaction. Ces derniers, membres de ce qu'il est convenu d'appeler l'intelligentsia, progressistes de diverses sensibilités ou militants de partis spécialisés dans la trahison, ont partici-

pé, souvent directement, aux actes de terrorisme les plus ignobles, assimilant fallacieusement les crimes des égorgeurs du FLN aux combats de la Résistance française. Aujourd'hui, ils sont nombreux à occuper des postes importants dans le système qui nous gouverne, ils s'étonnent, s'indignent même avec nos concitoyens, dormeurs mal réveillés, des attentats qui ensanglantent notre pays. Or, pendant des années, ils ont tenu la porte ouverte aux assassins, auxiliaires serviles et pervertis des exécuteurs de l'OS. Grâce à eux, les tueurs sont toujours chez nous, plus nombreux, plus efficaces, leurs réseaux de soutien et leurs complicités sont mieux établis qu'il y a trente ans ; l'affaire **Habache** en est un témoignage.

En 1954, il s'agissait de combattre la France. Héritier de la formation marxiste dispensée par **Messali** et ses seides, le FLN avait compris que, pour ce faire, il devait agir sur la population musulmane de l'hexagone comme sur celle d'Algérie, les bavures éventuelles ne pouvant qu'augmenter la peur des métropolitains peu portés à un comportement viril. Cette action de prise en main s'est avérée d'une furieuse sauvagerie, version nouvelle du « viol des foules par la propagande politique », revue et modifiée par l'Islam.

L'état des lieux

Immédiatement après la Première Guerre mondiale, la pénurie de main-d'œuvre a provoqué l'installation d'immigrés algériens en métropole. Ils sont près de 100 000 en 1922, exerçant des métiers difficiles et mal payés, vivant dans des conditions précaires. Ils constituent, pour certains, un potentiel révolutionnaire intéressant. Après la Deuxième Guerre mondiale, les exigences économiques amènent une extension rapide de cette immigration. En 1954, on évaluera à 300 000 les Nord-Africains de l'hexagone, dont près de la moitié en région parisienne.

• De 1920 à 1945

En 1922, Messali Hadj, sans profession définie, après trois ans de service dans l'armée, adhère à la section française de l'Internationale communiste. De 1924 à 1926, le PC l'expédie en URSS afin qu'il y complète la formation reçue à l'école des cadres de Bobigny. Dans le même temps, le PCF met sur pied le PC algérien. En 1926, le Comité central fonde à Paris une organisation destinée à prendre en main les Nord-Africains de la métropole, l'« Etoile nord-africaine », dont Messali devient secrétaire général. En 1929, l'ENA est dissoute pour « séparatisme ». En 1930 et 1931, Messali séjourne de nouveau à Moscou. De retour, il fonde « La glorieuse Etoile nord-africaine ». Les adhérents de ces « courroies de transmission » du PC appartiennent tous au milieu populaire.

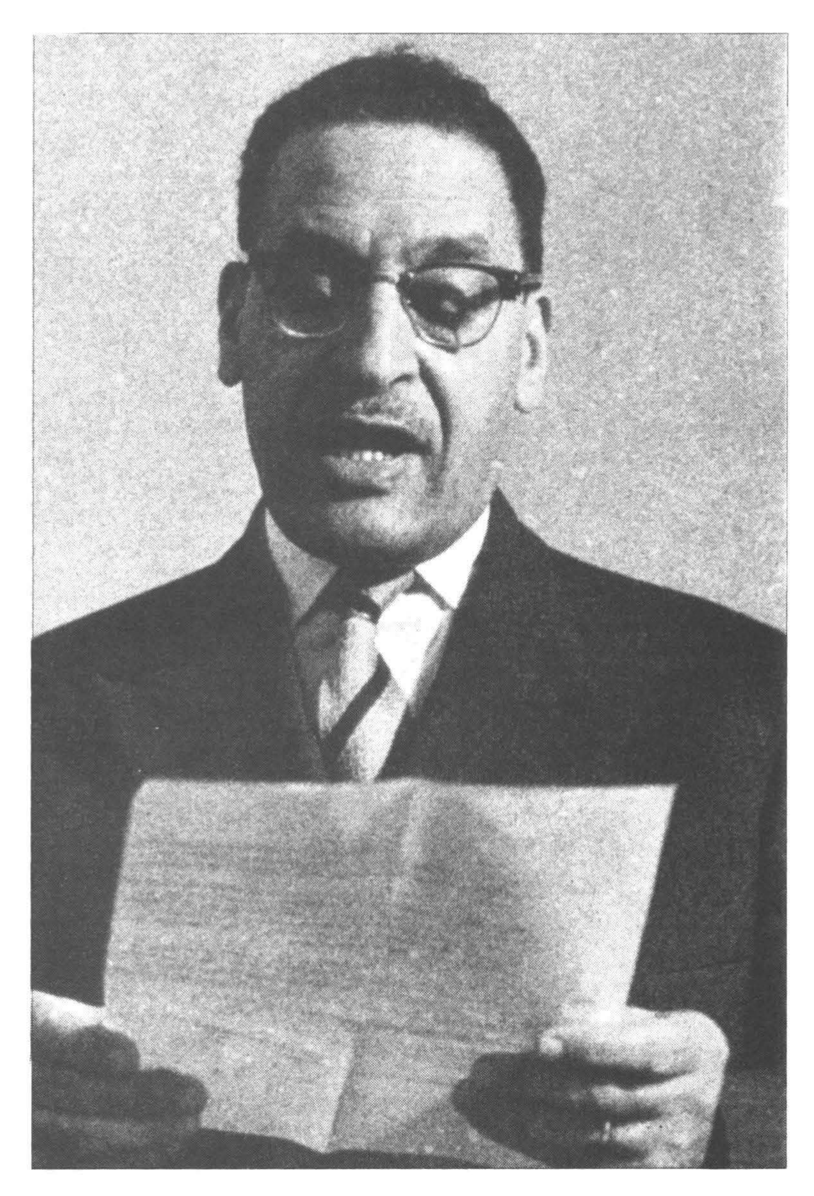
En 1935, le PCA devient autonome. Il ne remet pas en cause la souveraineté française, revendiquant : « l'assimilation complète de l'Algérie à la France ». Le nationalisme de Messali le fait réagir violemment et quitter le parti.

« Les communistes ne sont pas vraiment des Algériens ; ils sont des étrangers à notre cause et prêts à nous trahir à chaque instant si leurs patrons, à Paris ou à Moscou, leur en donnent l'ordre. » A cette époque, **Fehrat Abbas** « cherche vainement la Nation algérienne ». La GENA est interdite, Messali se réfugie au Caire.

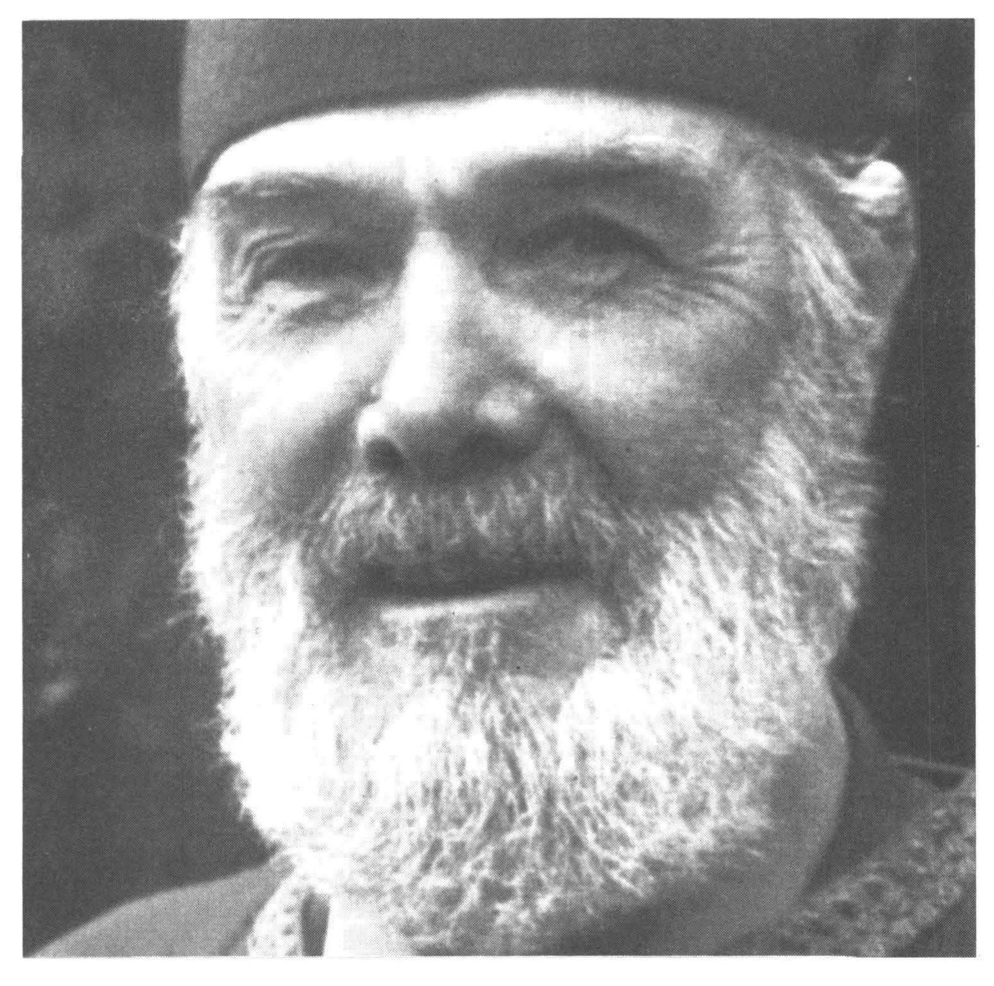
En 1937, avec l'accord de **Léon Blum**, il fonde le PPA (Parti populaire algérien). En 1939, le PPA, structuré suivant les méthodes du PC, compte 3 000 adhérents dont la moitié en métropole. Messali appelant à la révolte contre la France, son parti est interdit et lui-même lourdement condamné.

Avant la fin de 1941, les Allemands mettent des moyens techniques et financiers à la disposition des nationalistes algériens. En 1941, sous l'influence du PPA clandestin, des tirailleurs se mutinent à Maison-Carrée. En 1943, la confusion politique régnant à Alger influe sur le comportement des musulmans auprès desquels les services spéciaux alliés s'efforcent de remplacer ceux de l'Axe (1).

A partir de cette époque, les officines américaines de propagande « Pour la liberté, l'indépendance et la démocratie » s'installent dans les principales villes d'AFN ; les Anglais ne sont pas en reste, et, en décembre 1943, **de Gaulle** *« estime opportune, dans les circonstances actuelles, l'affiliation des indigènes au PCA ».* Ainsi, les services spéciaux alliés, soit directement comme les Américains et les Britanniques, soit par l'intermédiaire du PCA, travaillent activement contre la présence française en Algérie. Au début de février 1945, de passage à Alger, **Roosevelt** aurait assuré Fehrat Abbas de tout son appui pour aider à l'indépendance de l'Algérie. Fomentées par les Anglais, les manifestations anti-françaises s'amplifient au Moyen-Orient. Après des manifestations violentes en avril, le 8 Mai 1945, le PPA, vraisemblablement manipulé par les Anglais, déclenche l'insurrection dans le



Ferhat Abbas : avec l'appui de Roosevelt.



Messali Hadj : en passant par l'URSS.

Constantinois. Une centaine d'Européens sont massacrés. Les communistes accusent *« les faux nationalistes du PPA que nous avons dénoncés impitoyablement comme des mouchards du gouvernement général et des criminels au service du fascisme »*. Par la suite, la position du PC sera plus ambiguë.

• De 1946 à 1954

Mars 1946, **Félix Gouin** est président du Conseil, **Maurice Thorez** vice-président, sept ministres ou secrétaires d'Etat communistes sont au gouvernement. Messali Hadj et les siens sont amnistiés. Ferhat Abbas fonde l'UDMA (Union démocratique du Manifeste algérien) représentant une fraction évoluée de la bourgeoisie algérienne. Contrairement au PPA prolétarien, il réclame *« l'institution d'une république algérienne associée à la France comme Etat fédéré au sein de l'Union française »*. Enfin, Messali crée le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), résurgence du PPA clandestin. En octobre, il met sur pied la Fédération de France du MTLD et, quelques mois plus tard, sous la couverture légale du mouvement, il crée l'OS (Organisation spéciale), paramilitaire, secrète, destinée à des fins terroristes. L'OS se manifeste en Algérie dès avril 1949 (attaque de la poste d'Oran). Au cours des années 1949 et 1950, l'OS subit de très rudes coups : 353 arrestations, de nombreux documents attestent l'existence d'une armée secrète à finalité insurrectionnelle. Certains de ses chefs se réfugient au Caire. Les années 1951 et 1952 sont marquées par l'accroissement du terrorisme antifrançais en Tunisie et au Maroc et la multiplication des incidents provoqués en Algérie et en métropole par le MTLD dont la police estime à plusieurs milliers les partisans armés.

Alors que Messali est assigné à résidence à Niort, au sein de son parti des tendances s'affrontent. Le « Zaïm » (2) est accusé d'autoritarisme, de connivence avec la police, de freiner la volonté d'action armée de ses troupes. En mars 1953, se crée un « Comité central » réunissant les principaux opposants à Messali. A l'intérieur du MTLD, des méthodes de persuasion efficaces sont mises en œuvre pour l'obtention du soutien actif de l'une ou l'autre chapelle. Alors que la police détient les preuves de la préparation d'une révolte armée, en mars 1954, les leaders de l'OS (au Caire et en Algérie), impatients de passer à l'action, fondent le CRUA (Comité révolutionnaire d'unité d'action). Ils disposent de fonds provenant d'Egypte et de Libye où des cadres reçoivent une formation militaire. La police alerte le gouvernement : l'insurrection aura lieu début novembre. Au cours d'un congrès tenu à Alger, les « Centristes » prononcent l'exclusion de Messali, adoptant la position du CRUA. Le « Zaïm » devient « Le Vieux », il crée le MNA (Mouvement nationaliste algérien) dans lequel il récupère la majeure partie de la Fédération de France du MTLD. Entre les deux tendances, autant que les querelles théoriques, le problème des cotisations mettra le feu aux poudres. Ferhat Abbas (entre autres) a informé Paris des intentions du CRUA ; depuis Alger, les mises en garde du préfet **Vaujour** et du général **Cherrière** se succèdent auprès du ministre de l'Intérieur. En septembre, Mitterrand proclame qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter, ***« le MTLD étant un parti officiellement représenté au Parlement... d'ailleurs le pays est calme »***.

Une nouvelle mise en garde, qui lui est adressée le 27 octobre par le gouverneur **Léonard**, ne reçoit pas de réponse. Le 27 octobre le préfet Vaujour demande à procéder à une rafle générale préventive. Paris répond négativement.

Le 1er novembre, l'insurrection embrase l'Algérie. Du Caire, *La voix des Arabes* annonce la naissance du FLN et ses exigences. Alors que la radio égyptienne Diffuse que *« la lutte grandiose pour la liberté, l'Islam et l'arabisme »* a commencé, **Brahim Bachir**, de l'« Association des Ulémas », appelle à la guerre sainte contre la France ; **Guerroudj**, secrétaire général du PCA, recommande aux militants communistes d'*« aider la rébellion par tous les moyens »*. En France, le PC est plus discret, mais tout aussi attentif à la subversion qui se met en place. Messali est interné à Chantilly. Il déclare : *«Non seulement mes avertissements n'ont pas été écoutés, mais j'ai la certitude que le ministre de l'Intérieur a dévoilé nos relations à mes adversaires, à ceux qui ont fondé le FLN.»*

Incohérence dans la pensée politique, incompétence dans l'action, lâcheté et trahison à divers échelons, parfois au plus haut niveau, vont maintenant aboutir à des ruisseaux de sang.

FLN contre MNA

Dans la Fédération de France de l'ex-MTLD devenu MNA, fortement structurée sur le modèle des organisations communistes, le flottement dure peu. Entre les deux tendances, messaliste et centriste, le CRUA, initiateur du FLN, a peu de partisans déclarés. Pourtant, à Nancy, **Mourad Terbouche** a reçu l'ordre de **Boudiaf** de constituer les premières cellules FLN destinées à l'action armée, soutien de l'insurrection en Algérie. En janvier 1955, la mission est confirmée au cours d'une réunion tenue à Luxembourg. Les bastions du MNA, régions de Paris, de Marseille, de l'Est et du Nord vont devenir champs de bataille.

Les représentants du FLN entament une « campagne d'explication » particulièrement musclée auprès de la masse algérienne, jusque-là indifférente. Il s'agit d'abord d'augmenter les effectifs, donc le volume des cotisations, et de motiver les militants pour un durcissement de l'action. Les fidèles de Messali réagissent durement contre les « traîtres » qui les accusent eux-mêmes de lâcheté et de trahison des idéaux nationalistes. Pour tenter de garder ses troupes en main, Messali tend à faire croire qu'il est l'instigateur de l'insurrection. L'ambiguïté ne peut durer car, si les liaisons directes avec Alger font défaut, Le Caire y supplée en partie, fournissant instructions et directives. Les agressions sont d'abord attribuées au MTLD-MNA dont les militants sont, pour la plupart, fichés par la police ; les hommes du FLN jouent volontiers les indicateurs, se dédouanant et se débarrassant de leurs concurrents. Les armes, sauf les armes de poing, manquent encore. Mais les cadavres de Nord-Africains sont de plus en plus nombreux ; les victimes sont le plus souvent étranglées ou égorgées. L'une d'elles est trouvée à Saint-Denis, à demi calcinée. Elle a été torturée, émasculée, aux trois quarts décapitée.

Ces découvertes sont de plus en plus fréquentes dans Paris, en banlieue, en province. Elles n'empêchent pas des manifestations collectives où chacun des clans veut prouver sa force. Le 1er Mai 1955, à Vincennes, 1 500 manifestants MNA se heurtent violemment à des militants du PC. 30 policiers sont blessés dans des échauffourées à Maubeuge et Valenciennes. Les mêmes scènes se reproduisent en octobre à Paris, à Saint-Etienne où un policier est égorgé, quatre autres blessés. Dans l'assaut donné au commissariat du 18e arrondissement, une douzaine de policiers sont blessés ; l'affaire est mise sur le compte « de la surexcitation de l'Aïd el Kebir ». De nombreux cafés maures et établissements algériens sont attaqués et transformés en champs clos, mis à sac. La presse parle d'« éléments troubles » et de « règlements de comptes entre Nord-Africains ». Ce n'est qu'à la fin de l'année 1955 que paraîtront les premières allusions à un « racket politique ».

D'importantes opérations de police ne donnent que de maigres résultats que les procédures judiciaires inadaptées rendent à peu près inopérants. Le FLN met en place son organisation politico-administrative, policière et terroriste. Ses structures commencent à être connues ; la population immigrée est répartie en sympathisants, adhérents, militants, groupes armés. Le recrutement est systématique, sans nuance, à partir d'un quadrillage sévère. L'organisation clandestine s'installe et entend faire participer, de gré ou de force, tous les Algériens à la « contribution », collecte financière à partir de tarifs soigneusement établis. Au sommet, pour sa mise en place, l'administration disposera du soutien actif de Français métropolitains. Cette complicité va s'étendre rapidement à d'autres niveaux.

Les deux années suivantes voient augmenter considérablement les phénomènes sanglants de 1955, enlèvements, extorsions de fonds, saccages, meurtres, manifestations et bagarres, fusillades. La peur s'installe chez les Français. Des armes et des fonds sont de plus en plus fréquemment saisis. Des armes automatiques apparaissent dans les agressions menées par le FLN : attaque d'un hôtel algérien à Montfermeil, tentative d'assassinat de **Barakrok**, secrétaire d'Etat aux affaires algériennes. Un militant de la CGT est arrêté alors qu'il procédait à la livraison de huit fusils de guerre, deux PM, des explosifs et des munitions. Ces armes proviennent de trafics divers, de vols, mais aussi des stocks conservés par les FTP après 1945.

Alors que le PCA, dès le départ, a apporté son concours à la rébellion (3), le PC, en métropole, se fait plus discret. Son soutien au FLN, contre le MNA et contre l'autorité, ne revêt que l'apparence d'initiatives individuelles, en dehors de la phraséologie habituelle. Férocement, impitoyablement, le FLN marque des points. En Algérie, le massacre de Melouza, fief MNA, provoque le semi-ralliement des partisans armés de **Bellounis** à l'armée française dans le secteur de Djelfa. En Algérie, le MNA ne peut guère faire plus que tenter de limiter les dégâts. C'est que le FLN reçoit l'aide des pays arabes, de certains pays européens, d'organisations internationales progressistes ou syndicales. Des navires chargés d'armes à destination de la rébellion sont arraisonnés par la marine nationale, l'efficacité des services de renseignement français n'est pas en défaut, mais l'action des services spéciaux est limitée à la neutralisation des trafiquants d'armes internationaux.

Par ailleurs, en France, les réseaux de complicité se développent à partir des milieux progressistes (support matériel, transport de fonds, soutien juridique, propagande, renseignements). Aidés par une partie de l'intelligentsia française, les tueurs du FLN s'en prennent aux personnalités algériennes qu'ils estiment compromises avec la France. **Ali Chekkal**, ex-vice-président de l'Assemblée nationale, est abattu au stade de Colombes ; ils n'en négligent pas pour autant le « nettoyage » du MNA. Le 28 octobre 1957, **Ahmed Bekkat**, secrétaire général de l'USTA, syndicat messaliste, est assassiné ; le lendemain, **Cheik Alli**, ex-adjoint au maire d'Alger, de tendance MNA, est abattu au métro Sèvres-Babylone.

A la fin de 1957, le FLN revendique 90 000 adhérents, 10 000 militants ; il est en passe d'éliminer le MNA.

Le deuxième front

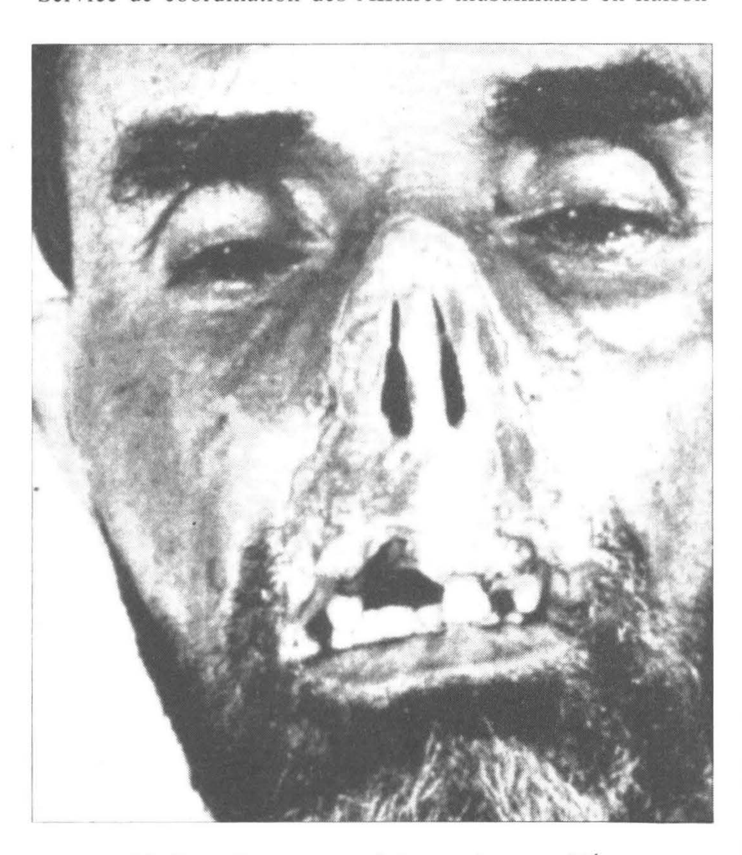
L'année 1958 voit croître la violence. Elle débute par l'attaque d'un commissariat parisien, des bombes à la préfecture de Melun, à celle de Saint-Etienne, au Palais-Bourbon. Le FLN élargit son champ d'action à des objectifs français sans

préjudice de l'habituel cortège d'attaques d'établissements tenus ou fréquentés par des Nord-Africains de l'un ou de l'autre bord. Il s'y ajoute une recrudescence d'agressions individuelles, de cadavres parfois enfermés dans des sacs, ou flottant au fil de l'eau, testicules en moins, gorge ouverte ; parfois, le nez et les oreilles sont coupés, les yeux crevés ou bien, peut-être faute de temps, la tête a été écrasée à coups de barre de fer ou de pavé. Plusieurs tribunaux FLN sont découverts dans des caves d'hôtels ou de cafés maures. On y trouve des hommes torturés en instance d'exécution : manque d'enthousiasme pour l'action révolutionnaire, cotisation impayée, relations avec « les autres », les sentences n'ont que rarement d'autre issue. La police, souvent prise à partie ou impliquée dans des fusillades, se voit généreusement proposer une prime de risque : 50 F par heure de nuit passée dans les secteurs dangereux.

Il devient évident que Messali, afin de tenter de sauver ce qui reste de son parti, a offert aux policiers et au gouvernement une certaine collaboration contre le FLN, l'ennemi commun. Son opposition au PC lui procurant des sympathies du côté des socialistes, ses éléments armés d'Algérie ont pu obtenir une aide importante. Malheureusement, plus par leur incapacité que par les coups du FLN, **Kabus** dans l'Ouarsenis, Bellounis dans le Sud algérien disparaissent, avec la majeure partie de leurs partisans, au cours du mois de juillet.

En métropole, en juillet 1958, la presse titre dans sa rubrique quasi quotidienne : « Terrorisme nord-africain » : attentat contre **Ahmed Djebbour** à Paris ; réseaux FLN du Nord et de l'Est décapités par la DST ; 19 arrestations à Lille, dont plusieurs Européens ; à Paris, arrestation du chef de la Wilaya 3 avec deux Européennes, agents de liaison, et deux adjoints nord-africains.

A partir du 27 août, en quelques jours, alors que le ministre de l'Intérieur et le préfet de Police annoncent la création du Service de coordination des Affaires musulmanes en liaison



Victime d'une guerre interne et sans pitié.

avec la préfecture de Police, une centaine d'attentats et de sabotages secouent le pays : dépôts de carburant incendiés, locaux officiels plastiqués, voies ferrées sabotées, véhicules de police et policiers mitraillés, bombe découverte à la Tour Eiffel s'ajoutent aux exactions habituelles.

Depuis Le Caire, le CCE (Comité de coordination et d'exécution) du FLN déclare : *« Les attaques effectuées en France constituent simplement une première offensive dans le cadre d'un plan qui consiste à transporter la guerre en territoire français pour la libération de l'Algérie. »* Et il *« ordonne aux commandos de combattre furieusement »*. Ces consignes rejoignent celles données en Algérie : *« Créer, partout, un climat d'insécurité et de panique... Le sabotage et les assassinats sont nos armes les plus efficaces pour arracher l'indépendance. »*

Fort des structures mises en place, fort de ses complicités dans la classe politique et « intellectuelle », le FLN a les moyens de gagner en France la guerre qu'il est en train de perdre en Algérie. De gigantesques opérations de contrôle (14 000 à Paris) et dans 26 départements donnent des résultats décevants : au total moins de 500 arrestations dont la plupart se transforment en internements administratifs, parfois suivis d'une expulsion vers l'Algérie. La machine judiciaire est totalement embouteillée et, de ce fait, à peu près inefficace.

La cadence des diverses exactions ne se ralentit pas au cours de l'été ; quelques affaires spectaculaires viennent défrayer la chronique et éclairent le niveau des complicités de l'ennemi. **Soustelle** échappe à un attentat ; les tueurs ont été amenés d'Espagne par l'abbé **Davezies**. La police découvre que le séminaire du Prado, à Saint-Fons, est devenu une officine de gestion de la collecte FLN, plusieurs prêtres sont arrêtés, ainsi que l'abbé **Boudouresque**, du Centre de Saclay, complice des « spécialistes » de l'OS.

Pour l'année, le chiffre moyen des « meurtres politiques » est de 110 par mois. Au cours des deux dernières années, le butin de la police s'élève à 3 175 pistolets automatiques, 111 pistolets mitrailleurs et 250 millions de francs.

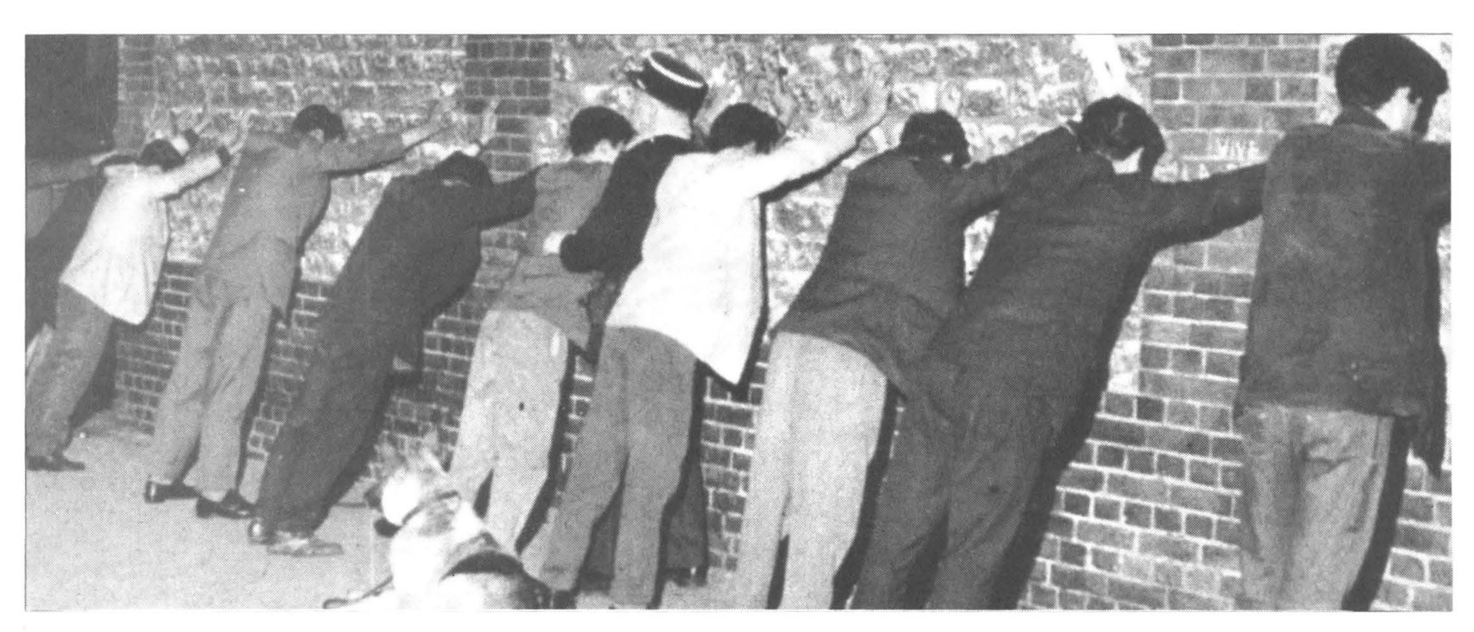
Le poisson pourrit par la tête

Les prises de position successives de **de Gaulle** au cours de l'année 1959 ajoutent à la détermination du FLN. En revanche, les dispositions prises par les échelons subordonnés, en retard sur la pensée évolutive du chef du gouvernement, sont orientées vers la recherche de l'efficacité dans la lutte antiterroriste ; la cadence des affrontements est donc loin de ralentir.

Le 1er janvier 1959, le général met fin à l'internement de Messali, libère 7 000 prisonniers FLN (5 000 autres seront libérés pour le 14 juillet). En même temps que le « Zaïm » retrouve sa liberté, une quarantaine de ses fidèles quittent Fresnes. La guerre devient furieuse, la capitale et la banlieue sont, plus que jamais, lieux d'affrontements : assassinats dans le métro, dans la rue, cadavres étranglés, gisant au détour des palissades des terrains vagues, flottant dans les canaux et les rivières, abandonnés dans une malle, dans un taxi.

Une noce est mitraillée devant la mairie de Saint-Ouen, plusieurs sabotages de voies ferrées sont signalés dans le nord de la France. Rafles et contrôles incessants, couvre-feu pour les Nord-Africains, actions policières renforcées provoquent des coupes sombres dans l'organisation FLN ; des dépôts d'armes et d'explosifs rassemblés en prévision d'attentats sont saisis à Lyon, à Bordeaux, à La Courneuve.

L'assassinat à Paris de Me **Aoud Aoudia**, avocat du « col-



Des rafles qui se multiplient. Presque en vain...

lectif » de défense du FLN, est attribué à la « Main rouge », comme celui de **Boulharouf** à Rome, trafiquant d'armes du FLN. Une nouvelle épidémie survient en région parisienne, des cadavres portant l'écriteau « traître au FLN » font leur apparition. Pour ces victimes, on parle de « Main rouge », de services spéciaux, de policiers exaspérés, de contre-terroristes européens...

Le FLN ne faiblit pas. La cotisation obligatoire est portée à 3 000 F par mois pour chaque travailleur ; l'efficacité des réseaux de soutien, en particulier celle du réseau **Jeanson**, est impressionnante, d'autant que ses membres bénéficient d'étranges protections au stade du pouvoir politique. La « collecte », signe irréfutable de la prise en main de la population immigrée par le FLN, passe de 5 milliards en 1959 à 6 milliards en 1960 (elle dépassera 7 milliards en 1961). **Si Cherif**, un des hauts responsables de la Fédération de France, est arrêté par la DST. Le GPRA en est discrètement informé par le ministre **Michelet**.

Des harkis à Paris

Il a fallu six mois de réflexion aux services du Premier ministre pour répondre positivement aux propositions originales du capitaine **Montaner**, du Service d'assistance technique aux musulmans de la région parisienne. Ce service, constitué sur le modèle des SAU d'Algérie, dispose d'un faible encadrement français, de maigres moyens matériels ; il est orienté vers des tâches administratives et sociales et, malgré les renseignements transmis à la police, obtient des résultats plutôt minces. L'idée du capitaine consiste dans la création d'une force de police auxiliaire musulmane qui, dans Paris et en banlieue, pourrait protéger efficacement les travailleurs algériens, leur redonner confiance, lutter sérieusement contre les groupes armés de l'organisation FLN. En décembre 1959 est créée une FAP mise à la disposition du préfet de Police. Encadrée par des officiers français, elle devrait compter 450 harkis recrutés en Algérie. Cette formation n'est ni policière ni militaire. Logée au Fort de Noisy, elle sera équipée de tenues de CRS, ses armes seront louées à l'armée, qui lui vendra les munitions nécessaires.

Recruté par le capitaine Montaner lui-même, le premier détachement débarque à Paris en décembre 1959. Cette première compagnie sera opérationnelle trois mois plus tard. Dans un premier temps, 80 harkis s'installent dans quatre hôtels musulmans du 13e arrondissement, réputés pour être des repaires FLN. Des contacts permanents et étroits sont établis avec les immigrés, un recensement sérieux effectué ; les renseignements parviennent très vite ; responsables et collecteurs sont identifiés. En un mois, la recette des percepteurs diminue des 2/3. Une seconde compagnie s'installe dans le 14e arrondissement, atteignant rapidement les mêmes succès.

Les « Calots bleus », comme les ont baptisés leurs adversaires, deviennent de plus en plus gênants. La population musulmane échappe au FLN.

Le 17 septembre, un commando de l'OS tente d'assassiner Messali dans sa propriété de Chantilly. « Le vieux » est donc toujours dangereux. Il en réchappe difficilement ; ses gardes du corps et les CRS de garde livrent aux assaillants un combat digne de l'Ouest américain. De cette opération résulte, bien sûr, une recrudescence d'exécutions sommaires menées par les survivants du MNA, suivies de représailles.

Après un attentat manqué contre le Dr **Sid Cara**, le sénateur **Benhabyles** est abattu. Le FLN entend bien interdire cette troisième voie que semblent chercher certains politiciens du gouvernement. Alors que le général donne l'impression de rechercher la négociation, son Premier ministre, **Debré**, décide la mise en œuvre d'une force auxiliaire de police, composée de musulmans encadrés par des officiers français, introduisant ainsi un explosif supplémentaire dans l'incendie en cours. Dans le même temps, Michelet, son ministre de la Justice, adresse à **Krim Belkacem**, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Tunisie, copie du rapport du procureur de la République à Alger, mettant en cause Ferhat Abbas de manière à le dédouaner vis-à-vis du FLN. Depuis longtemps le contact est établi entre le ministre et l'ennemi par son conseiller **Gaston Josselin**.

1960 est l'année des ambiguïtés, celle des trahisons évidentes. Alors que le pouvoir entame des négociations discrètes, sinon secrètes, avec l'adversaire, dans le même temps, sur le terrain, il renforce les moyens de lutte contre le terrorisme. Les représentants du pouvoir gaulliste rencontrent ceux du FLN à Evian ; en Tunisie, l'ALN fusille deux soldats français prisonniers ; en France, de Gaulle gracie dix terroristes condamnés à mort.

Le réseau **Jeanson**, support actif du FLN en métropole, est

démantelé par la police. Avec ses membres, une certaine presse fabrique des héros, une autre les vilipende. **Curiel**, agitateur professionnel, agent du communisme international, remplace Jeanson à la tête des « porteurs de valises ». Il «tombe» à son tour à la fin de l'année. Ces événements se déroulent sur l'habituel fond de crimes et d'exactions diverses.

Des groupes armés sont lancés contre la FAP. De véritables combats, des scènes de western se déroulent dans Paris : grenadages, assauts contre les cantonnements, poursuites dans le métro. Montaner installe son PC à la Goutte d'Or, médina dont le contrôle échappe à la police. En quelques semaines, ses harkis rétablissent l'ordre, multipliant les arrestations. Son PC est détruit par une bombe, sa tête mise à prix.

A partir de plusieurs points de stationnement, l'agglomération parisienne et les bidonvilles de banlieue sont quadrillés ; des réseaux démantelés, des tribunaux et des prisons FLN sont découverts. Le FLN est infiltré, intoxiqué, parfois manipulé, et se voit progressivement rejeté par la population algérienne. La police et les services spéciaux collaborent étroitement à l'éradication du chancre terroriste.

A Paris comme en Algérie, les harkis ont choisi leur camp et ils paient cher leur engagement. En deux ans, le FAP comptera 27 tués au combat. 19 ont été assassinés souvent d'atroce manière ; d'autres ont disparu sans laisser de trace ; 87 ont été blessés. Leur tableau de chasse compte 1 180 responsables FLN arrêtés, 380 armes (FM, PM et PA) récupérées ainsi que 40 bombes et 194 charges explosives.

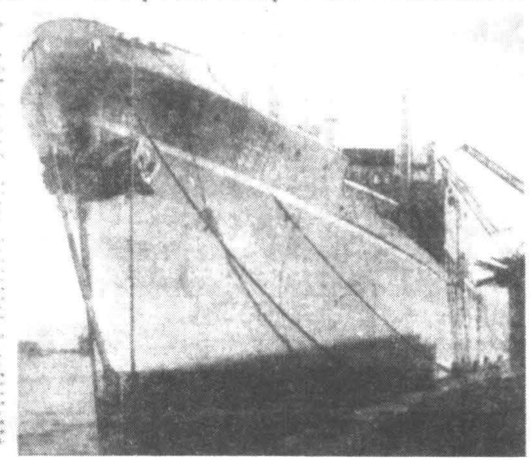
La « Main rouge » et les autres

Dès le début de la rébellion algérienne, les Services spéciaux français ont reçu l'ordre d'intervenir chacun dans leur secteur respectif d'activité. Le service Action dont, normalement, les opérations ne concernent pas le territoire national, chasse réservée de la DST, a été évidemment partie prenante.

TROIS FOIS PLUS CHARGÉ QUE L'ATHOS...

CARGO YOUGOSLAVE APPORTANT UN LOT D'ARMES AU F.L.N.
T ARRAISONNÉ AU LARGE D'ORAN

ırgaison, déchargée dans notre port, comportait notamment nines « anti-barbelés »



Une réussite des service spéciaux.

On peut porter à son crédit la neutralisation de plusieurs navires transportant des armes pour le FLN, opérations comparables avec celle, plus récente, dirigée contre le *Rainbow Warrior*, avec cette différence essentielle qu'elles ont été réussies sans qu'aucune preuve formelle puisse mettre en cause les services officiels. D'autres opérations menées par cet organisme ont permis l'exécution de trafiquants d'armes à Rome, à Genève, à Francfort. Ce type d'affaire a fait l'objet de plusieurs ouvrages (4) serrant de plus ou moins près la réalité. En Algérie, la section A a mené pendant près de deux ans des actions clandestines visant les implantations FLN du Maroc et de Tunisie, à la demande ou avec l'accord du commandement. En métropole, il faut également tenir compte d'actions menées, de leur propre initiative, par les policiers écœurés par le laxisme des autorités judiciaires et la prudence de leur hiérarchie.

L'organisation « La Main rouge », effectivement créée en AFN par des civils européens afin de mener des actions de contre-terrorisme, a servi très souvent de paravent aux activités du service Action, à tel point que ce service fit éditer à ses frais un livre intitulé *La Main rouge*, destiné à jouer le rôle de couverture et de justificatif. Mais le SA s'est vu charger de mission en métropole.

En août 1960, mission est donnée au service Action de constituer en métropole une organisation exclusivement musulmane, capable de s'opposer au FLN en utilisant les propres méthodes de celui-ci. L'opération reçoit le nom de code « Aloun ». Une phase d'étude et d'essais réalisée à Paris en septembre et octobre donne des résultats satisfaisants. Une organisation spéciale — totalement clandestine car constituée par les agents du SA — effectue des actions spectaculaires contre le FLN, et signe ses actions afin de donner confiance aux adhérents potentiels recherchés dans la masse musulmane. L'expérience s'est poursuivie avec l'accord du préfet de Police (désignation des objectifs et protection éventuelle en cas d'arrestation). Le pouvoir politique, ou du moins celui qui manipule le SDCE, décide de poursuivre cette action en 1961 et de l'étendre à l'Algérie.

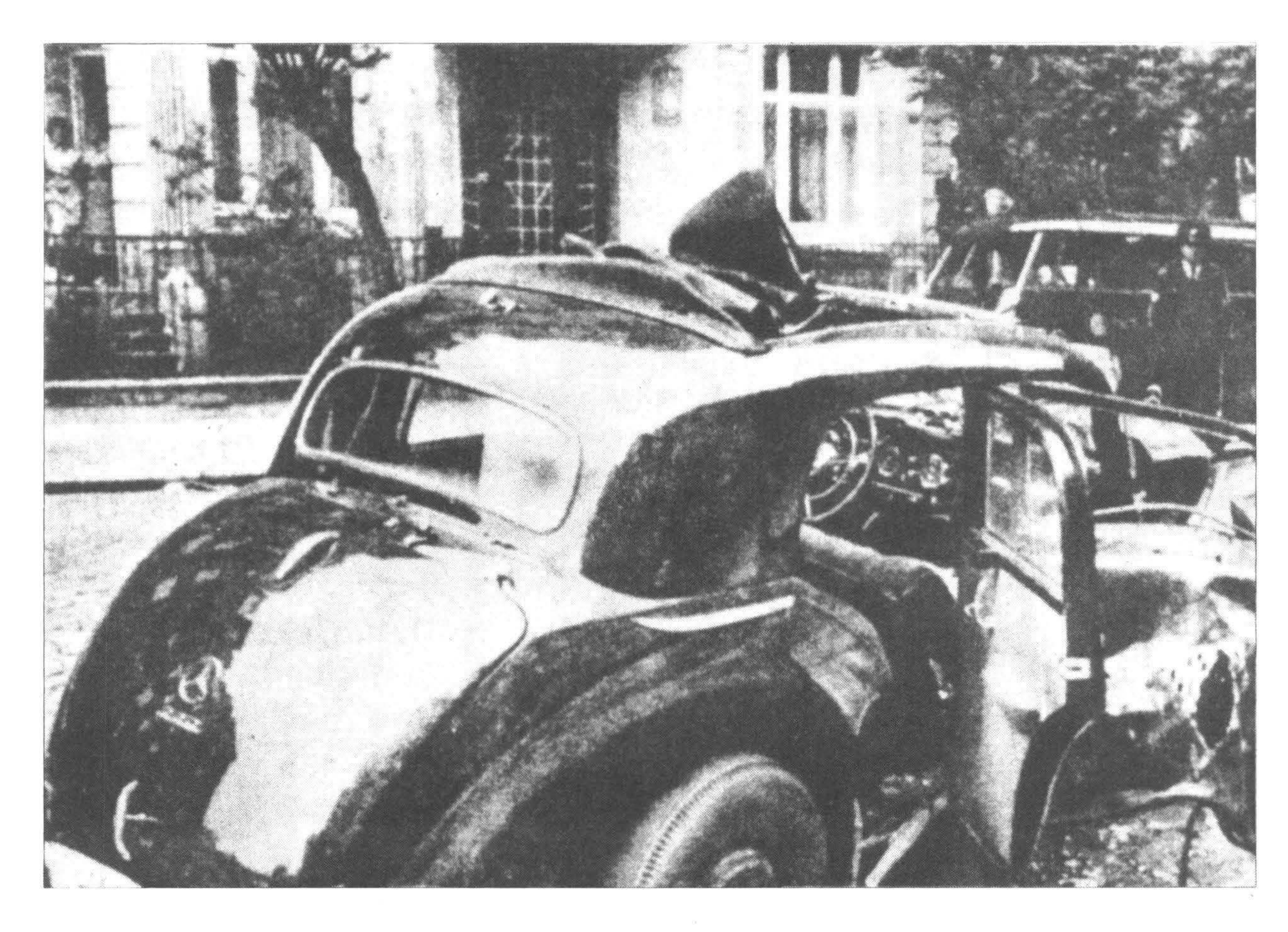
Le premier semestre de 1961 est marqué par les réactions extrêmement violentes des groupes armés du FLN contre les divers services de police. L'échec du putsch d'Alger, en avril, renforce la volonté de négociations de toute une classe politique.

Le 5 juin, alors que débutent les discussions à Evian, 6 000 détenus FLN sont libérés. Le lendemain, un commando d'une quarantaine d'hommes en tenue militaire, dont 20 soldats musulmans déserteurs du 93e RI de Frileuse, attaque les positions de la police auxiliaire dans le 13e et le 10e arrondissements : 9 hommes sont tués, 14 arrêtés, 8 policiers blessés.

Le premier semestre permet de compter 417 tués (342 NA, 34 civils européens, 11 policiers), 570 blessés (432 NA, 70 civils européens, 38 policiers). En octobre une manifestation monstre, organisée par le FLN, met 20 000 Nord-Africains dans les rues de Paris. La police réagit sévèrement.

Alors que le Dr **Lafay** déclare à l'Assemblée nationale : *« Le FLN contrôle la quasi-totalité de la population musulmane... 85 % cotisent au FLN »*, **Abderhamane Fares** est arrêté pour complicité avec le FLN, 97 millions sont saisis. Conséquences de cette arrestation : une semaine plus tard, 32 nouvelles arrestations, dont celles de 15 Européens, permettent de saisir 508 millions.

Fares sera libéré le 21 mars 1962, l'argent saisi sera restitué au FLN.



Un grand classique : la bombe dans la voiture.

Le FAAD
(Front algérien d'Action démocratique).
L'opération CAFE

A la suite du déroulement favorable de la mission « Aroun », au début de 1961, le Premier ministre décide de la création du « FAAD », mouvement politique algérien, totalement musulman, né en métropole à l'instigation du SA du SDECE. Il est animé par des personnalités nationalistes non FLN, non marxistes, favorables à la politique du général de Gaulle. Une discrétion absolue est recommandée relativement à ses origines.

Ce mouvement est constitué par une organisation politico-militaire, métropolitaine, des prolongements à l'étranger et une organisation en Algérie. Le recrutement provient des séquelles des anciens partis politiques. Une partie du MNA, à bout de souffle, s'est ralliée avec Messali au FLN, espérant ainsi participer aux négociations à venir ; le reste, avec **Belhadi Lamine**, cherche sa voie, fort en Algérie de partisans discrets et des restes des maquis de Bellounis (Djelfa, Bou Saada, Afflou) et de **Kobus** (Orléansville). A l'étranger, le FAAD est représenté en Suisse, en Angleterre, en Allemagne, en Italie. Sa réunion de création a lieu à Fribourg, en avril 1961. Il recueille l'accord de certains Européens d'Algérie, des communautés israélite et mozabite, des Oulémas et des survivants de l'UDEMA, partisans de la 3e voie conduisant à une Algérie indépendante, associée étroitement à la France.

Le SA reste le *deus ex-machina* de l'entreprise. Le journal du mouvement, *L'Algérien*, est fabriqué par ses soins ; des parachutages discrets sont organisés en direction des maquis du sud algérien ; une OS se met en place en Algérie...

Le 21 septembre, le SA reçoit l'ordre d'arrêter ses efforts. Les partisans du FAAD sont livrés à eux-mêmes, massacrés par le FLN, aidé par les messalistes qui tentent ainsi de se faire pardonner.

L'année 1962 verra les Accords d'Evian, mais pas la fin de la guerre d'Algérie en France. Massacres et règlements de comptes vont se poursuivre pendant toute l'année, sous les yeux d'une police privée d'ordres et de moyens. La FAP est dissoute ; l'Amicale des Algériens en France chausse les bottes de l'organisation FLN avec les mêmes réseaux, les mêmes collecteurs agissant cette fois en toute impunité. L'« administration » laisse les harkis de la FAP devenir la cible des vainqueurs. Le terrorisme a reçu en France sa consécration.

Ben Bella écrivait à ce moment : « *La Fédération de France du FLN séquestre dans les caves ; elle soumet à la torture les Algériens qui se refusent à payer la cotisation ; elle continue à employer, en temps de paix, des méthodes de guerre.* » Mais il ne disait rien des responsabilités du pouvoir français sur ce sujet.

Raymond MUELLE

(1) 1 262 agents de renseignement ou de sabotage à la solde des Italo-Allemands seront arrêtés en Algérie entre juillet 1943 et juillet 1944. On estime à 4 000 ou 5 000 le nombre des indicateurs fournis par le PPA à la Gestapo ou aux services d'espionnage ou de sécurité allemands. 300 à 400 hommes, « la brigade nord-africaine », leur serviront d'auxiliaires dans la lutte contre les maquis.

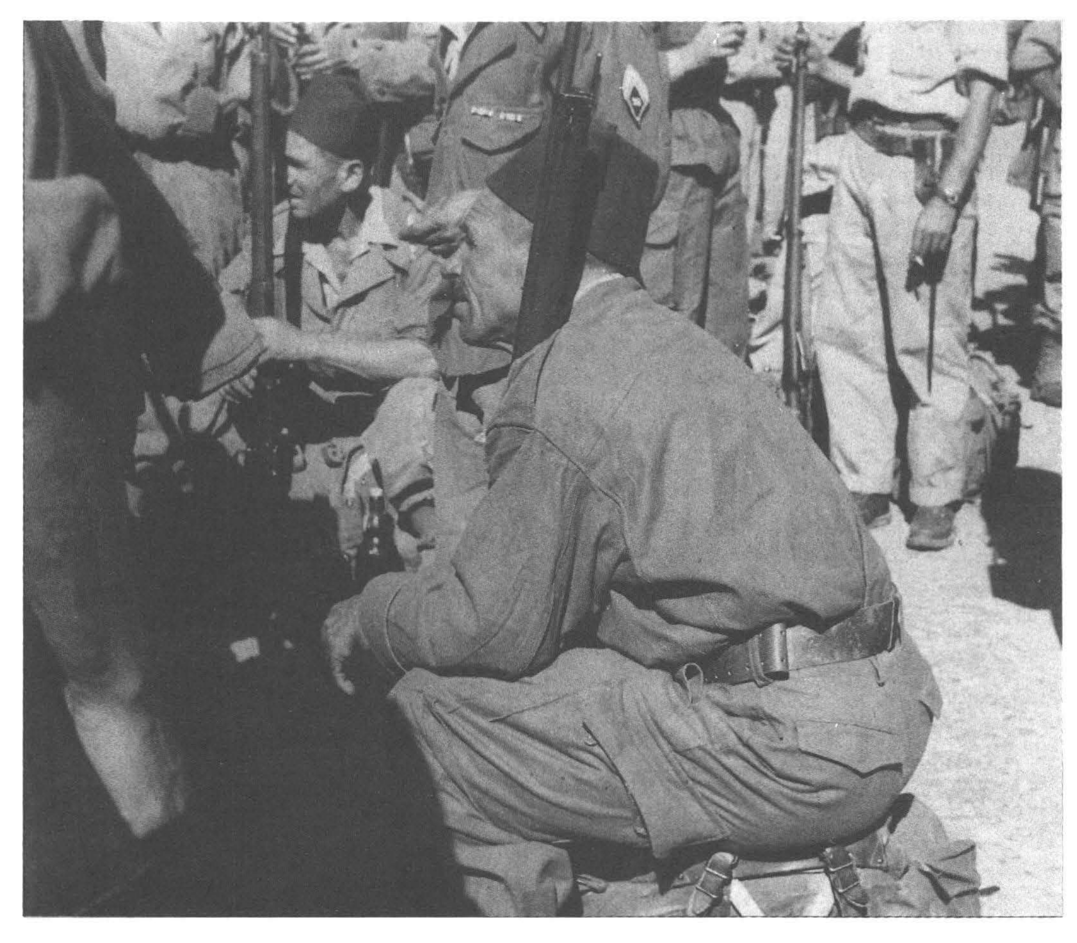
(2) Le guide

(3) Les préparatifs de l'insurrection ont été dénoncés par **Manuel Gomez**, membre du PCA, employé des Chemins de fer algériens, qui faisait partie d'une équipe de communistes européens fabricants de bombes. Le PCA, bien que clandestin, a d'ailleurs poursuivi cette action, certains de ses membres ont été arrêtés et condamnés.

(4) **Erwan Bergot** *Les dossiers rouges.* **Constantin Melnik** *Des services très secrets.*

Chapitre VIII

LES HARKIS



Des vétérans ont repris du service.

En Algérie, de très nombreux musulmans participent, dans les mois qui suivent la Toussaint sanglante du 1er novembre 1954, à la lutte contre la rébellion naissante.

Ils sont présents dans les commandos d'alarme, dans les groupes d'autodéfense (GAD), assurent dans le bled la protection des villages, appartiennent aux unités de mokhaznis affectées à la protection des Sections administratives spéciales, les SAS, aux Groupes mobiles de protection rurale, les GMPR, ou encore, aux Groupes mobiles de sécurité, les GMS.

Les uns, comme les mokhaznis, sont rattachés à l'administration civile, les GMPR et leurs successeurs, les GMS, considérés comme des forces de police supplétives, dépendant du ministère de l'Intérieur.

Les groupes d'autodéfense, communément appelés harkas, dépendent de l'armée. Un ordre, daté du 8 février 1956, portant référence 412/7, émanant du commandement supérieur précise: *« Des unités supplétives seront constituées dans chaque corps d'armée, à l'échelon quartier. S'appuyant sur les unités de base (compagnies, escadrons, batteries), elles seront chargées de compléter la sécurité territoriale et de participer aux opérations locales au niveau des secteurs. Ces unités porteront la dénomination de harkas. »*

La harka — le mot signifie «mouvement» en arabe — est donc une troupe de supplétifs, encadrée par un officier secondé par quelques sous-officiers, qui a pour mission d'occuper le terrain et de lutter contre la rébellion en utilisant ses méthodes. A eux, par leurs implantations locales, d'obtenir le renseignement et de l'exploiter le plus rapidement possible, avec le maximum d'efficacité.

L'embuscade des gorges de Thiganimine et l'attaque du car qui relie M'Chounèche à Arris, dans les Aurès, le 1er novembre 1954, au cours desquelles l'instituteur **Guy Monnerot** est froidement abattu, marquent le début officiel de la révolution algérienne. Un ethnologue en mission dans la région, le professeur **Jean Servier**, décide d'aller chercher le corps de l'instituteur et celui de son épouse, grièvement blessée. Il se met en route, accompagné d'un officier de réserve français musulman, de deux employés arabes de la commune mixte, de quelques ouled abdi, et de deux maçons italiens.

Quelques jours après l'expédition, cet ancien du Cadre Noir de Saumur, qui fut officier lors de la camgagne d'Italie, et qui a parcouru depuis 1949 la Kabylie, l'Ouarsenis, le Chenova, les Aurès, propose à l'administrateur civil **Rey**, responsable d'un territoire ayant la surface de la moitié du Massif Central avec trois gendarmes pour assurer l'ordre, de recruter des autochtones et de les armer. Seule cette milice composée de supplétifs indigènes permettrait de faire face, dans l'immédiat, à la gravité de la situation. Servier recrute une cinquantaine de volon-

taires. Il les encadre de quelques Européens. Le premier groupe d'autodéfense est né. Il ne tarde pas à se transformer, après avoir reçu quelques gardes mobiles, en un groupe mobile de protection rurale. L'arrivée du capitaine **Anglada** va transformer cette petite unité initialement statique en un véritable groupe opérationnel qui préfigure les commandos de chasse. Les succès remportés sur ce terrain difficile convainquent le haut état-major qui s'était jusque-là montré réticent sur l'intérêt des supplétifs.

L'état-major décide en 1958 de créer et d'affecter une harka de 30 hommes à chaque compagnie opérationnelle de 150 hommes. Cette décision est en partie due à l'insistance d'officiers anciens d'Indochine, qui citent d'abondance certains principes de **Mao Tsé Toung**, comme celui évoquant que le révolutionnaire doit nager dans le peuple comme le poisson dans l'eau. Il faut désormais penser « musulman », agir comme les rebelles...

Il est difficile de savoir avec précision le nombre de Français musulmans qui sont en service lorsque les accords d'Evian sont signés. Selon **Camille Brière**, auteur de *Qui sont les harkis ?*, publié aux Editions de l'Atlanthrope, quelque 260 000 musulmans participent à la défense de leur sol. Pour être plus précis, il faudrait ajouter les 40 000 soldats engagés ou appelés dans l'Armée. Il faudrait aussi ne pas oublier les dizaines de milliers d'hommes œuvrant dans des services civils ou paramilitaires. Les décrets des accords d'Evian publiés le 22 mars 1962 précisent les conditions de démobilisation des unités supplétives et offrent le choix entre trois solutions.

Ceux qui le désirent peuvent s'engager dans l'Armée française à condition de renoncer à leur grade et de faire neuf mois de classe. Outre les côtés vexatoires de ces mesures, aucune disposition n'est prise pour les familles des nouveaux engagés. Possibilité est offerte d'un retour à la vie civile avec éventuellement attribution d'une prime de licenciement. Enfin, ceux qui le souhaitent peuvent demander un délai de réflexion de six mois. Pendant cette période, ils toucheront une solde et seront employés comme auxiliaires après avoir été désarmés.

Le jour de l'indépendance donne le signal de véritables massacres. Les troupes de l'ALN, en provenance du Maroc et de Tunisie, se livrent à une impitoyable chasse à l'homme. Les libérateurs traquent les collaborateurs et les traîtres. Ils arrêtent les suspects, les exécutent dans des conditions effroyables. Ils



Un programme un moment réalisé.

énuclent, castrent, éventrent et supplicient les malheureux qui tombent entre leurs mains. Les militants de la dernière heure déploient, comme d'habitude en de telles occasions, une fureur exterminatrice qui devrait témoigner plus tard de leur zèle patriotique. Le 18 novembre 1962, **Jean Lacouture**, qui a toujours manifesté une sensibilité active aux mouvements de libération et aux guerres d'indépendance des territoires de l'Union française, écrit un article dans *Le Monde* où il constate que « du 19 mars au 1er novembre 1962, 10 000 harkis auraient été tués en Algérie ». Cette estimation s'avère très vite dépassée. Le 18 octobre 1962, une association composée d'anciens officiers SAS donne un bilan autrement plus tragique, puisque le document publié en la circonstance énonce le chiffre de 60 000 exécutions.

Le service historique de l'Armée, dans une note pour le cabinet du ministre datée du 21 avril 1977, signée du général **Porret**, chef du service historique, estime à environ 150 000 le nombre des supplétifs disparus ou exécutés par le FLN. Depuis, les auteurs réputés par leur sérieux comme **Henri Le Mire** ou le général **Jacquin**, s'accordent pour trouver que cette estimation apparaît être la plus fiable.

J.-C. L.



Des combattants promis au sacrifice.

Chapitre IX

Collabos du FLN

LES PORTEURS DE VALISES

FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE

F. L. N. — Direction Centrale — F. L. N.

des Comités de Soutien au Bureau Politique en France

ATTESTATION (1) № 015821

La Direction Centrale du Comité de Soutien au Bureau Politique du F. L. N. atteste que le Frère : Mademoiselle [redacted] alias Denis Professeur de Lycée, domiciliée : 10 rue [redacted] Marseille 4e. France

a milité dans les rangs du FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE : Activité continue de mai 1960 au cessez-le-feu (19 mars 1962)

et a eu des responsabilités : Hébergement de frères clandestins et missions diverses. (Wilaya 3 bis Marseille)

La Direction Centrale, Pour le Comité de Région

(1) ATTESTATION STRICTEMENT INDIVIDUELLE

Attestation délivrée à [redacted] le 25 octobre 1962 à Marseille.

(Hocine Meddahi)

FRONT de LIBÉRATION NATIONALE — DIRECTION CENTRALE — des Comités de Soutien au P.P.

Pour bons et déloyaux services...

Le réseau **Jeanson** a vu le jour, ou plutôt l'ombre des bas-fonds, le 2 octobre 1957, au Petit-Clamart. Auparavant, on n'avait eu à déplorer que des initiatives et prises de position personnelles. Des noms tristement célèbres viennent à l'esprit : **Mandouze** et ses amis, l'aspirant **Maillot**, sa désertion et son camion d'armes, **Rousset**, le premier Européen qui aida le FLN en métropole ; **Etienne** et **Paule Bolo** ; les **Chaulet** : **Pierre**, médecin, **Colette**, **Anne-Marie**, la fiancée de **Salah Louanchi**, chef du FLN en France.

Quatre feuilles ont pris parti pour la rébellion : *L'Express*, *France-Observateur*, *Le Monde* et *Témoignage Chrétien*. Chaque événement un peu spectaculaire a été mis à profit par des intellectuels imprégnés de « l'esprit de la Résistance », alibi de toutes les outrances.

Après son arraisonnement en plein vol, le 22 août 1956, **Ben Bella** parle, donne des noms ; Mandouze est arrêté. Aussitôt **Robert Barrat**, **François Mauriac**, **Jean-Marie Domenach**, **André Frossard**, **Georges Suffert** prennent sa défense ; Mandouze est relâché ainsi que **Cécile Verdurand**, boîte aux lettres du FLN et Anne-Marie Chaulet. La défenestration à El-Biar, accidentelle ou suicidaire, de Me **Ali Boumendjel**, indigne **René Capitant**, **Paul Teitgen**. Et surtout un général extrêmement « républicain », **Pâris de la Bollardière**, commandant l'Atlas blidéen, demande à être relevé de ses fonctions ; il est rare qu'un militaire de haut rang doive sa célébrité à une démission en rase campagne...

Touche pas à mon « frère »

Depuis des années, le rôle de la Mission de France est pour le moins curieux. On y lit **Hegel** et *L'Huma* en revenant de l'usine ou du séminaire, pour se convertir au monde ouvrier au lieu de le convertir. **Davezies**, **Urvoas** feront des émules, prédestinés par leur passage à Lisieux à aider les « frères » et les « copains », avec l'absolution d'évêques dans le vent. L'abbé Urvoas est l'un des initiateurs du rendez-vous du Petit-Clamart.

Qu'a fait jusqu'ici **Francis Jeanson** ? Il a, pendant la

Deuxième Guerre mondiale, découvert une Algérie trop « vichyste » à son goût. Après la guerre, il visitera avec sa femme une partie du pays et palabrera interminablement avec les autochtones. Ils ont écrit tous les deux : Colette un fascicule sur l'accouchement sans douleur, Francis plusieurs ouvrages philosophiques, notamment un *Sartre* qui fait, comme on dit, autorité.

En 1955, ils ont publié *L'Algérie hors la loi* (Seuil), qui dit en substance : *« Les départements d'Algérie ne sont pas soumis aux lois de la République ; il faut soutenir la juste cause des acteurs du mouvement national algérien.»*

En passant, le livre prend fait et cause pour ce que *Témoignage Chrétien* et d'autres journaux appellent la « révolte des rappelés », ensemble de chahuts de gares et de mini-mutineries de soldats excités par la bière et chauffés par des agitateurs « pacifistes ».

Le 1er juin 1957, le Mouvement de la Paix, émanation de Moscou, organise, au siège de la Fédération de la Métallurgie CGT, un « débat » sur le problème algérien. Les prêtres-ouvriers tiennent le haut du pavé, fraternellement unis aux soutiens laïcs des Frères. Conséquence logique : le 2 octobre, chez Jeanson, tout ce beau monde définit en chœur les grandes lignes d'une action d'aide directe au FLN qui, en France comme en Algérie, élimine le MNA rival par des procédés que réprouvent poliment Barrat, **Bourdet**, **Daniel**, **Martinet**, Suffert et consorts.

Les « taxis » de la Seine

L'aide aux rebelles comportera diverses activités : hébergement, recherche de planques et véhicules sûrs, franchissement de frontières, transport et transfert de fonds, recrutement continu.

L'hébergement ne posera guère de problèmes. Comme l'écrivent béatement les auteurs de *Les porteurs de valises* (Albin Michel), **Hervé Hamon** et **Patrick Rotman**, *« héberger un Algérien, ce n'est pas obligatoirement aider le FLN, ce peut être soustraire un homme à l'arrestation, à la torture »*. Passez muscade et sortez votre carnet d'adresses.

Tout baigne également pour les « taxis ». On trouve facilement des chauffeurs bénévoles : **Hélène Cuénat**, Etienne Bolo, entre autres. C'est Francis Jeanson lui-même qui se charge d'indiquer les heures et itinéraires ; en cas de besoin, le FLN France dispose de taxis véritables conduits par des « frères » ; « il s'y règle, en roulant, maints problèmes »...

Restent deux gros morceaux : le franchissement des frontières et le blanchiment de l'argent.

Depuis ses premiers contacts avec Salah Louanchi, Francis Jeanson joue couramment le rôle du chauffeur-livreur-passeur. Après la réunion du Petit-Clamart, il organise de véritables filières, avec des amis dévoués à la cause qui deviennent des spécialistes. Ainsi de **Jacques Vignes**.

Ami d'enfance de Jeanson, Vignes, qui se morfond à la tête d'une petite entreprise familiale bordelaise, se jette dans les bras du FLN sans se faire prier. Il quitte Bordeaux pour Paris, y devient journaliste sportif, à la rubrique voile, sa passion, sous le pseudonyme de **Philippe Vigneau**. La voile lui laisse des loisirs ; utilisant sa connaissance de la région frontalière, il rend très opérationnelle une filière sur l'Espagne.

Des Mercedes à plaque CD

Le processus est immuable. Le FLN attendu à l'antenne de Madrid est pris en charge par Etienne Bolo, Davezies ou Vignes. Une voiture « ouvreuse » et le « taxi » font halte pour la nuit dans une villa relais d'Ascain, où Paule Bolo s'est établie avec ses enfants : une maison occupée en permanence de façon « bourgeoise » ne saurait attirer les soupçons. Le passage de la frontière s'effectue le lendemain, à pied, à travers un sous-bois. Des véhicules, parfois Mercedes à plaque « corps diplomatique », attendent le(s) voyageur(s) sur le versant espagnol. Les FL (Frères larbins) quittent le(s) FLN et tournent les talons, mission remplie.

Si le transport des cadres est important, le convoyage des fonds l'est plus encore. Il s'agit de sommes énormes. C'est très exactement l'argent d'un racket organisé. Les quatre cent mille Algériens qui vivent en France sont tous taxés « par la persuasion et par la force » : deux mille francs 1957 mensuels pour les salariés, un pourcentage sur le chiffre d'affaires pour les commerçants, les professions libérales ou mal définies.

Des caissiers délicats

Les porteurs de valises vont chercher l'argent collecté par les Frères dans les villes de province, l'entreposent et le comptent dans le secret d'appartements parisiens prêtés par des sympathisants. Le travail demande une forte main-d'œuvre : comptage, recomptage, confection de liasses « convenablement présentées » (Jeanson), etc. « Des membres du réseau, à l'odorat chatouilleux, sont restés traumatisés par l'épouvantable odeur que dégageaient ces monceaux de billets » ; cela ressemble à du **Chirac**, c'est du Rotman-Hamon.

Ces liasses si convenablement présentées ont forcément une odeur, qui n'indispose en réalité personne, pas même le délicat Robert Davezies. C'est l'argent extorqué au travail, certes ; mais aussi celui de la drogue, des hôtels de passe, des bordels, du bonneteau, des tripots chics.

Début 1958, la masse monétaire à passer chaque mois en Suisse s'élève à quatre ou cinq cents millions. Un instant utilisée avec plus ou moins de bonheur, la valise diplomatique a vite été abandonnée, à cause de l'indélicatesse d'un diplomate. Francis Jeanson utilise dès lors les services d'un courtier qui, moyennent honnête ristourne, transmet les fonds à Genève et probablement ailleurs.

Pas exactement la totalité des fonds. Une somme correspondant à un peu moins de un pour cent est allouée aux porteurs : trois millions en tout. Là-dessus, il faut payer quelques permanents ; les Jeanson, les Bolo, Hélène Cuénat, etc. touchent soixante-quinze mille francs par mois. Il reste de l'argent pour les voitures, les frais d'hôtel et de blanchisserie.

Un passeur sachant passer

Très vite, le courtier est remplacé par un agitateur professionnel de grande classe, si l'on peut dire. Un jour d'automne 1957, Robert Barrat a présenté à Jeanson un certain **Henri Curiel**, communiste égyptien, « internationaliste coupé de tout parti » (Jeanson), mais pas de la finance internationale où ce fils de banquier a conservé d'utiles appuis. C'est lui qui va désormais s'occuper de passer la majeure partie de l'argent. Les liasses qui viennent des usines, des arrière-boutiques, des gourbis et des claques sont rangées dans des cartons de boutiques de luxe, qu'un chauffeur de maître transporte dans une banque, toujours la même. Un coup de télex à un père dominicain établi en Suisse, et l'argent se retrouve là-bas comme par miracle, prêt à se transformer par l'opération du Saint-Esprit en dynamite et fusils-mitrailleurs.

Passent **Guy Mollet, Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard, Robert Lacoste.** Passe Sakiet-Sidi-Youssef, base FLN bombardée ; passent le cas **Alleg** et l'affaire **Audin**. Passent les palabres interminables entre les communistes officiels et

Francis Jeanson (rencontres avec **Laurent Casanova**, **Waldeck Rochet**, **Kriegel-Valrimont**) qui en fait parvenir des comptes rendus détaillés au FLN. L'action, qui prime, passe par le recrutement et la propagande, l'un et l'autre battant leur plein, de conserve.

Entrée des artistes

Les saltimbanques sont plus sensibles aux arguments de Francis Jeanson que les moscoutaires du carrefour Châteaudun. Exemple type de recrue issue des tréteaux : **Jacques Charby**. Fils d'un typographe cofondateur de *Révolution prolétarienne*, créateur avec **Daniel Sorano** et d'autres du Grenier de Toulouse, marié à une élève de Mandouze, **Aline Bouveret**, abonné au *Nouvel Observateur*, Charby découvre le FLN comme d'autres rencontrent Dieu et décide de l'aider. Par Anne-Marie Chaulet, puis par Colette Jeanson, Charby rencontre le chef du réseau, qui le charge de trouver des « planques » ; tâche facile dans l'accueillant milieu artiste.

Un soir, il appelle une de ses relations de scène, **Cécile Marion,** et lui demande d'héberger « quelqu'un » le soir même ; sans demander « qui est-ce ? », elle acquiesce ; voilà un oui plein d'avenir : ce « quelqu'un », c'est Colette Jeanson.

Ancienne comédienne (elle a joué en 1954 en Algérie avec **Alain Cuny**) passée à la médecine, **Laurence Bataille**, boîte aux lettres FLN remarquée par Francis, monte en grade : elle collecte l'argent avec Robert Davezies. Un sien cousin musicien, « aux dons multiples », rejoint le réseau.

Il n'y a pas dans la troupe que des acteurs. Voici plus grave : un émule de l'aspirant Maillot, le sous-lieutenant **Jean-Louis Hurst**, fils d'un notable alsacien, sonne en juin 1958 à la porte de Mandouze, à Strasbourg. Quelques semaines plus tard, l'officier français « passe » à la frontière sarroise « des rebelles algériens que ses collègues, sous le même uniforme, traquent dans les djebels » (Hamon-Rotman).

Il déserte officiellement en août 1958, peu après avoir reçu sa feuille de route pour l'Algérie. Avant de se perdre dans la clandestinité — il assurera maints passages en Allemagne — il recrute un deuxième classe nommé **Gérard Meier** et lui donne une adresse refuge à Yverdon, en Suisse. En mai 1959, Gérard Meier, **Louis Orhant**, ouvrier métallurgiste, et **Jacques Berthelet**, principal correspondant à Lausanne de Jeanson, formeront le noyau « vétérans » de Jeune Résistance. Le mouvement tiendra sa première réunion en Forêt Noire, chez un nazi repenti et converti au pacifisme, la deuxième à Mayence, dans un local des Jeunesses socialistes allemandes. Socialisme internationaliste, quand tu nous tiens...

Des tueurs dans Paris

Le 15 septembre, avenue de Friedland, **Jacques Soustelle** échappe à un attentat à double détente. Le premier agresseur, **Mouloud Ouraghi**, manque sa cible et couvre sa fuite au jugé ; il blesse plusieurs personnes et doit la vie à des policiers qui le sauvent de justesse du lynchage. Le second tueur, **Abdel Cherrouk**, manque lui aussi sa cible, s'introduit dans une Aronde qui passait par là, mais un motard parvient à sa hauteur et le crible de balles. Un troisième tueur, **Ben Zirough**, est arrêté. Un groupe de protection réussit à prendre la fuite.

Le commando a transité en avril par la frontière espagnole : au cours d'une opération de routine, Jacques Vignes et Robert Davezies ont introduit en France une dizaine d'Algériens. Davezies écrira plus tard : *« Que de jeunes Algériens dont j'ai été le passeur aient tiré sur Soustelle, cela ne me concerne pas. Je ne suis pas algérien, je ne participe pas aux décisions politiques et militaires des Algériens, je suis français. »*

Abdel Cherrouk et Mouloud Ouraghi sont condamnés à mort à l'aube de 1959, l'année où le réseau tourne à plein rendement. Au siège de leur société de production cinématographique, aux Champs-Elysées, **Serge Reggiani** et **Roger**



Le procès Jeanson : en l'absence du chef.

Pigaut abritent des rencontres entre les chefs de wilayas. Charby a recruté **André Thorent**, qui a joué le Russe dans *L'Amour des quatre colonels.* **Haddad Youssef**, dit **Haddad Hamada**, coordonnateur du FLN en France, loge souvent chez l'acteur **Paul Crauchet** et le réalisateur de télévision **Jacques Trebouta** (son confrère **Raoul Sangla** achète, lui, un appartement pour le compte du FLN). Les Frères peuvent également utiliser les complaisances d'enseignants comme **Janine Cahen** de Mulhouse et **Micheline Pouteau**, professeur d'anglais à Neuilly.

La DST attaque

Mais, pendant qu'ils conduisent, transportent, couvrent, hébergent, protègent, ravitaillent le FLN, la DST accumule rapports, photographies, dossiers, preuves.

Le 19 janvier 1960, rue d'Ormesson, Haddad Hamada dîne avec **Allaoua Daksi** chez **Saïd Hannoun**. Après le repas, les trois hommes décident d'aller prendre un café dans un bistrot du boulevard Beaumarchais où ils ont leurs habitudes. Ils viennent de commander un café lorsque plusieurs policiers les encadrent. Serein, Haddad Hamada exhibe une carte d'identité au nom de **Guy Bensimon** ; un chef-d'œuvre ; les Frères disposent de papiers fabriqués par un expert, un juif polonais ancien de l'Irgoun nommé **Adolfo Kaminski** et surnommé « Joseph ». Mais les policiers ne s'y laissent pas prendre et embarquent les trois hommes pour la rue des Saussaies.

Dans les heures et les jours qui suivent, la plupart des « têtes » du réseau sont interpellées : Hélène Cuénat, Gérard Meier, **Jacqueline Carré**, Janine Cahen, Jean-Claude Paupert, Jacques Charby, **Georges Berger**, Micheline Pouteau, **Jacques** et **Yvonne Rispal**, etc. Le juge **Batigne** les inculpe d'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. Les hommes dont le nom commence par A, B, C... jusqu'à L partent pour Fresnes, les autres pour la Santé. Les femmes vont toutes à La Roquette.

Les « Effelènes »

Ces femmes, le pays va les découvrir avec stupéfaction. La presse consacre aux sœurs des Frères de vastes espaces. Sept ont les honneurs de la Une de *Paris-Presse* (27 février 1960) ; pour 0,25 NF, vous aviez droit, ce jour-là, à sept photos légendées, sur toute la largeur de la page. **Gloria de Herrera**, « artiste peintre » américaine, et **Vera Harold**, céramiste bordelaise, ouvrent la marche. Dans l'appartement qu'elles partageaient, se tenaient de nombreuses réunions « d'où les hommes étaient exclus ». Suivent Hélène Cuénat (**Claire Allard**), **Dominique Darbois**, photographe ; Cécile Marion ; Jacqueline Carré, camarade de couette et « couverture » du fervent catholique devenu passeur fellouze Gérard Meier ; en fin de rang, la jolie **Christiane Grama**, étudiante en médecine montée à Paris en compagnie du chef de la wilaya Paris-périphérie.

Ces sept femmes et viragos sont des échantillons très représentatifs de porteuses. Hamon et Rotman l'affirment, « la majorité d'entre elles agit par conviction » ; mais la conviction n'empêche pas les sentiments, comme pouvait le laisser supposer le cri du cœur d'une prisonnière : *« Les Français n'arrivent pas à la cheville des Algériens. »*

Conférence de presse

Le chef du réseau fellagha est en liberté. Francis Jeanson a échappé à la DST. Régulièrement tenu au courant des progrès de l'instruction par son avocat, Me **Dumas**, « sympathisant », il tente un coup d'audace et de publicité en donnant le 15 avril 1960 une conférence de presse clandestine en plein Paris. Y assistent quelques représentants de la presse amie, non seulement maghrébine — il est normal que les commanditaires soient représentés — mais aussi française. Le journaliste le plus connu s'appelle **Georges Arnaud** (*Le salaire de la peur*).

En substance, Francis Jeanson annonce que, malgré le coup de filet de la DST, son organisation reste opérationnelle et continue la lutte contre « le fascisme qui menace la France ». Le coup de pub serait un énorme bide sans une erreur de la DST. Georges Arnaud, qui a rendu compte de la conférence dans *Paris-Presse*, est arrêté pour « non-dénonciation de malfaiteurs ». Deux cents journalistes signent une « pétition de solidarité ».

Prudent, Jeanson, par une filière qu'il connaît par cœur, passe en Suisse immédiatement après la parution et la saisie de *Notre guerre* ; il analyse dans ce livre les torpillages, les embûches, les trahisons dont il a été victime de la part de ses propres amis. Henri Curiel est nettement visé et pour cause : depuis des mois, patiemment, l'Egyptien bolcheviste étoffe le réseau Jeanson en le truffant d'amis communistes et trotskystes. Quand Jeanson rentre à Paris, fin mai, tout est consommé. Un nouveau réseau a vu le jour en lieu et place du sien : mieux cloisonné en cellules, sections, unités et sous-groupes, le MAF (Mouvement anticolonialiste français) continue à passer des capitaux en Suisse.

Signez, signez...

Des capitaux mais aussi des armes ; le 10 mai 1960, on découvre chez une étudiante allemande nommée **Inge Huscholz**, du sous-groupe Davezies, cent vingt-sept mitraillettes dans neuf valises ; l'aide aux Frères a changé de calibre.

Ce qui n'empêche pas deux cents « intellectuels » de signer ce qui s'appelle désormais, pour leur honte, « le manifeste des 121 », rédigé par **Maurice Blanchet**. Solidaire des porteurs de valises, ce texte admet le droit à l'insoumission : *« Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français »*, etc.

Sartre et **Simone de Beauvoir** signent avant de partir en vacances et passent la pétition. Comme moulouds de Panurge, les vieux habitués suivent. Il y a là-dedans des « noms » : dans un certain désordre, **Pierre Boulez**, **François Truffaut**, **Danièle Delorme**, **Françoise Sagan**, **Catherine Sauvage**, **Alain Cuny**, **Alain Resnais**, **Simone Signoret** sans **Montand**, André Mandouze. Les prospecteurs de signatures tombent sur un bec : **Léo Ferré** les éconduit. **Morvan Lebesque** signe dans un premier temps puis se rétracte. Au grand mécontement de son papa, **Florence Malraux** signe ; ce n'est pas le premier service qu'elle rend au réseau Jeanson.

Guérilla dans le prétoire

Naturellement, les pétitionnaires sont passibles de la loi ; beaucoup n'attendent qu'un procès pour que l'on parle enfin d'eux ; ils seront déçus. Pour l'instant, seul monopolise l'attention paresseuse de la gauche le procès des porteurs et des Frères arrêtés en janvier. Il s'ouvre le 5 septembre.

Ils n'ont pas tous les mêmes avocats. Ce doit déjà être assez dur pour les Algériens de se retrouver dans le même box de l'ancienne prison du Cherche-Midi que leurs valets. S'il



Au sein du « collectif », Me Jacques Vergès.

leur fallait en plus supporter défense commune... Les FLN sont défendus par un collectif : MMe **Oussedik**, **Benabdallah**, **Zavrian**, **Vergès** et **Courrégé**. Parmi les conseils des porteurs, citons Me **Gisèle Halimi** et Me Roland Dumas.

Tous ont en commun des consignes strictes, qui se résument en trois points : faire durer ; retourner le procès et terroriser le tribunal ; démontrer, par l'absurde, que l'Algérie n'est pas la France.

C'était prévisible : tous les avocats vont s'employer, en se renvoyant constamment la balle, à bafouer la justice.

Ecœurée par cette succession d'incidents de procédure sans justification, Me Gisèle Halimi se désolidarise au bout de quelques jours de cette pantalonnade. Me Dumas reste. « La veille de sa suspension par contumace, l'ami Vergès lui a bel et bien lancé un défi, haussant toujours la barre, histoire de vérifier jusqu'où s'aventure un avocat bourgeois ». (Rotman-Hamon). Docile toutou, Me Roland Dumas saute de plus en plus haut, va de plus en plus loin, jusqu'à l'inadmissible...

A la place d'un témoignage écrit, très attendu, Jean-Paul Sartre, en voyage au Brésil, n'a envoyé qu'un télégramme affirmant son « entière solidarité ». Qu'à cela ne tienne. **Marcel Péju**, des *Temps Modernes*, familier de Sartre et grand admirateur de Jeanson, apologiste de la désertion, commet un pastiche avec l'accord du philosophe ; **Claude Lanzmann** apporte quelques retouches, **Paule Thévenin** dactylographie, **Siné** signe « Sartre ». On joint le faux au télégramme et le tour est joué. Le 20 septembre, Dumas demande au tribunal l'autorisation de lire une lettre qu'il vient de recevoir de Sartre. Et l'avocat lit le faux, qui développe le thème de la « solidarité totale » avec les porteurs de valises. Cela ne l'a pas empêché de devenir ministre des Affaires étrangères...

Henri Curiel, enfin...

Le 1er octobre 1960, le verdict tombe. Par contumace (il coule d'heureux jours à Nyons, en Suisse, sa villégiature de prédilection), Francis Jeanson est condamné à dix ans de prison, comme quelques autres accusés présents. Huit Français et un Algérien sont acquittés (parmi eux Lounis Brahimi et Paul Crauchet) ; Jacqueline Carré prend cinq ans ; Jacques Rispal trois ; Janine Cahen huit mois. Les condamnés attendront leur libération à Fresnes, dans d'excellentes conditions : ils publient un journal, portent leurs vêtements de ville et se promènent à peu près librement dans la prison. Il ne leur manque qu'un chef. Sera-ce Francis Jeanson ? Le 6 octobre, le philosophe est arrêté à Nyons, en compagnie de Cécile Marion. Il est libéré le 7 au matin, à cause de la perfection technique de sa fausse carte d'identité belge. Jeanson et Marion remontent en voiture, gagnent l'Allemagne, où Vignes vient les chercher pour les emmener en Belgique.

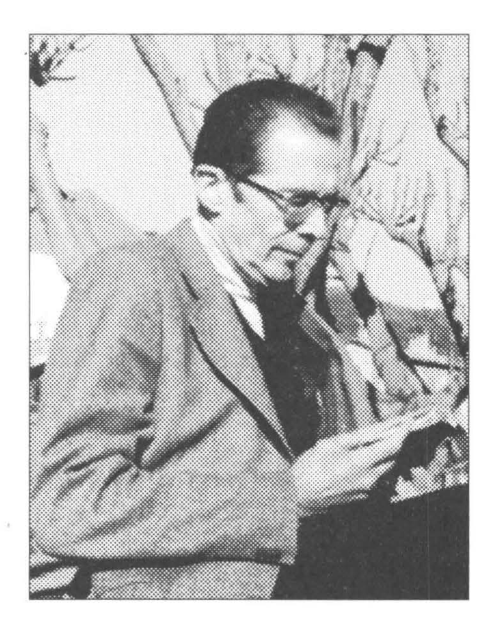
Sera-ce alors Henri Curiel ? Traqué par la DST, peut-être renseignée par les services de renseignement américains ou autres, Curiel, pressé par ses lieutenants français et les Frères de quitter la France, temporise. Très habile à déjouer filatures et traquenards, parfois chanceux, il se sent en sécurité sur le territoire français où il peut à loisir mener le combat politique qui, seul, l'intéresse. Pour lui, « il n'est pas question de s'envoler comme des moineaux à chaque coup de pistolet ». Trop de confiance nuit ; le 20 octobre 1960, il est arrêté en compagnie de son bras droit, sa compatriote **Didar Fawzy**, dans l'appartement d'une figurante de cinéma nommée **Arlette Denzler**, doublure attitrée de **Michèle Morgan**.

Pour Henri Curiel et Didar Fawzy, quatre jours d'interrogatoires précèdent la prison (il n'y aura jamais de procès). De Fresnes, Curiel parvient à communiquer avec ses camarades libres. Les transports de fonds continuent sur le même rythme, selon la méthode habituelle ; les actions de propagande s'intensifient, surtout à l'adresse des forces stationnées en Allemagne. Pour les besoins de la cause, Curiel se rapproche de **Hurst** et de Davezies. L'abbé est enfin arrêté à Lyon. Il y purge quatre mois de prison pour usage de faux papiers avant de rejoindre ses camarades à Fresnes.

On s'évade beaucoup. *« A l'extérieur, certains militants français se consacrent à la préparation des cavales. Des jeunes qui ont vite grandi et qui s'appellent par exemple* ***Alain Krivine*** *ou* ***Bernard Kouchner*** *rôdent dans les fossés de Fresnes et relèvent les horaires des rondes. »*(Hamon-Rotman).

Pendant les pourparlers d'Evian, qui commencent le 20 mai 1960, les représentants algériens réclament l'indulgence pour les déserteurs et porteurs de valises ; ils seront naturellement entendus. Les réfractaires seront réintégrés, les porteurs de valises sortiront de prison avant l'heure, certains à l'occasion de la signature des accords.

Jean-Pierre CHAPPUIS



Curiel : un vrai professionnel.

Chapitre X

Du coup de bazooka au coup de Jarnac

LE TEMPS DES COMPLOTS



Un malentendu de près de deux mètres.

En fait, ce qu'on a pu appeler « le temps des complots » a connu un coup d'envoi fracassant et meurtrier le 16 janvier 1957. Ce jour-là, vers 19 heures, un coup de bazooka ravage les bureaux de l'hôtel de commandement de la rue d'Isly à Alger. Le général d'armée Raoul Salan, nouveau commandant supérieur interarmées en Algérie, cible évidente de cet attentat, vient juste de quitter les locaux, mais un officier de son cabinet, le commandant Rodier, est tué sur le coup.

De cet attentat, on connut très vite les exécutants et l'on n'eut aucun mal à deviner les inspirateurs, mais il demeure impossible de faire état de certaines responsabilités pourtant connues de tous les spécialistes. Bornons-nous à citer ce que le général Salan lui-même devait en dire, quinze ans plus tard, dans ses *Mémoires* :

« Le complot du bazooka avait pour origine un groupe politique derrière lequel se profilait la haute et énigmatique silhouette du général de Gaulle, et qui gravitait autour de M. Michel Debré et de ses amis. »

Alors sénateur gaulliste, M. Debré était, en France métropolitaine, le chantre le plus véhément de l'Algérie française, justifiant par avance dans son journal, *Le Courrier de la Colère*, le recours éventuel à l'insurrection armée au cas où les départements algériens seraient menacés d'abandon.

Or, aux yeux de celui qui devait, ultérieurement, suivre aveuglément et jusqu'au bout la politique de remise de l'Algérie au FLN suivie par son gourou, le général de Gaulle, le plan Lacoste semblait, à l'époque, porteur des germes de l'abandon. Cette opinion était d'ailleurs partagée

GRACE AU GÉNÉRAL

DE GAULLE

FEMMES MUSULMANES

Comme vos sœurs de la métropole vous allez pouvoir voter

OUI

et doubler les chances d'attirer sur vous et sur vos enfants :

- La Paix

- La Prospérité

Après le voile de l'Islam, celui de l'équivoque.

par une bonne partie des Français d'Algérie. Rarement période fut plus lourde de malentendus — et de malentendus particulièrement coûteux.

L'un de ces malentendus tournait autour de la personnalité même du général Salan. Dans notre malheureux pays où, surtout chez les politiciens, le commérage tient souvent lieu d'information, les réputations chuchotées ont plus de poids que les faits. Le bouche-à-oreille, judicieusement entretenu par les gaullistes, faisait de Raoul Salan, malgré l'un des passés militaires les plus glorieux de l'Armée française, un général « républicain » penchant à gauche, lié, assurait-on, à la Franc-Maçonnerie — fumeur d'opium à ses moments perdus, assuraient les mieux informés — et portant donc en lui toutes les caractéristiques du futur « bradeur ».

L'honneur des capitaines

Inutile d'insister sur la formidable injustice commise à l'égard de celui qui, à l'heure la plus sombre, devait aller jusqu'au bout du combat, et dont *Le Monde* allait être contraint, lors de son procès, de rendre hommage à « la conception romaine de l'Empire français ».

Avec le cas Salan, nous approchons de l'une des vérités essentielles de cette guerre d'Algérie :

JE SUIS UN MUSICIEN

Des « 13 complots du 13 mai » généreusement évoqués par feu Jean-Raymond Tournoux, j'ai personnellement dû vivre le 14ᵉ, le 15ᵉ et le 16ᵉ. Fraîchement démobilisé et revenu à Paris quelques jours seulement avant le grand chambardement, je cherchais à me rendre utile et saisissais ainsi toutes les occasions de conspirer passant à portée. Elles étaient nombreuses et parfois fort enrichissantes pour l'esprit.

Un confrère, dont je tairai le nom, me brancha ainsi sur un complot particulièrement luxueux, parce que, selon lui, monté par d'authentiques professionnels de ces services qu'on dit spéciaux à défaut de pouvoir les dire secrets.

La première consigne, il faut le reconnaître, avait de quoi faire rêver. Je devais me présenter le soir dans une agence immobilière proche de la rue de Rivoli, sonner et annoncer à qui m'ouvrirait : « Je suis un musicien, je viens pour le concert. »

Il faut y arriver sans éclater de rire. J'y parvins, et le jeune homme boutonneux qui m'avait ouvert la porte conserva, lui aussi, toutes les apparences du sérieux. Il me conduisit dans un immense salon vide, si l'on excepte une dizaine de sosies de Lino Ventura, assis en rang d'oignons, les mains posées sur les genoux, sur de petites chaises pliantes dorées. A les voir, on n'avait pas envie d'aller leur dire des choses déplaisantes sur leur femme ou leur grand-mère.

Je m'assis au bout de la rangée en n'ayant aucun mal à me faire tout petit. Au bout d'une dizaine de minutes, et alors que les sosies de Lino Ventura avaient tous gardé de Conrart le silence prudent, une double porte s'ouvrit à l'extrémité du salon, et un homme de belle apparence annonça :

— Messieurs, le colonel X...

On se mit à tout hasard au garde-à-vous, et un gringalet à lunettes entra, l'air assez satisfait de sa modeste personne.

Au bout de quelques minutes, nous savions tout : l'heure H était avancée à H moins 3, et le jour J était pour dans pas longtemps. Sur quoi, on nous répartit nos missions.

J'appris avec une fierté rapidement mitigée que, habitant le VIIᵉ arrondissement, j'étais personnellement chargé d'arrêter le maire dudit et de « neutraliser le commissariat de police du Palais-Bourbon ». Et je crus comprendre que j'étais seul pour exécuter ces palpitantes opérations.

— Il y a des armes ? demandai-je grossièrement.

— Vous aurez un brassard, me dit-on.

Je rentrai chez moi, assez rêveur. Mais j'aurais eu tort de m'inquiéter ; le jour J et l'heure H, l'un portant l'autre, se retrouvèrent aux calendes helléniques, et le pire est que je ne sais toujours pas qui était le colonel X...

J. B.

elle fut l'un des rares conflits de notre Histoire où les militaires furent constamment plus intelligents que les civils. Plus intelligents et surtout plus humains.

Il y eut, certes, la proportion obligée de ganaches, d'échappés de Courteline et de ronds-de-cuir craintifs, mais, sur le terrain, ne tarda pas à dominer une race d'officiers, de sous-officiers et même d'hommes de troupe qui avaient fait de ce combat leur affaire. Le fait que nombre de capitaines, de lieutenants et de sous-officiers supérieurs avaient vécu — venaient de vivre — la « guerre tordue » et l'immense chagrin d'amour d'Indochine fut l'un des éléments déterminants dans cette véritable appropriation de la guerre, de la pacification et du pays par des militaires qu'on avait vite contraints à faire, eux aussi, de la politique. Mais une politique qui n'était déjà plus celle des politiques, qui était de plus en plus celle de l'Algérie, de *leur* Algérie.

Si réellement « chercher à comprendre , c'est commencer à désobéir », un bon tiers de l'Armée française s'est trouvé en état de désobéissance permanente en Algérie, de fin 1956 à 1961. Cet état d'esprit rendit compte à la fois de la défaite du FLN sur le terrain et, devant l'annulation de cette défaite militaire par la politique, du rôle joué dans l'OAS par certains des meilleurs officiers de l'Armée française.

Mais, à Paris comme à Alger, les politiciens, on vient de le voir, ne désarmaient pas. Pour certains d'entre eux, l'Algérie était une occasion à ne pas manquer : celle d'arracher le pouvoir à une Quatrième République qui avait eu ses mérites — notamment celui de la reconstruction et du rééquipement de la France — mais qui, travaillée par les crises gouvernementales, incapable de politiques suivies et privée de la confiance populaire, était à bout de souffle.

Cette occasion survient le 13 mai 1958, à la suite d'une manifestation de la population algéroise indignée par l'exécution de trois soldats français par le FLN. La foule envahit le Gouvernement Général. L'Armée, d'abord un peu réticente, se montre bienveillante, puis complice. Un Comité de salut public présidé par le général Massu est mis en place. A Paris, où les complots, sérieux ou moins sérieux, fleurissent de toutes parts, la Quatrième République se défend à peine.

A Alger, le 15 mai, le général Salan a lancé le nom du général de Gaulle, qu'on lui a soufflé de façon pressante. Gagné ! Ce sera le général de Gaulle. A la fin du mois, le président de la République René Coty se décide à faire appel à lui. Le 1er juin, l'Assemblée entérine par 329 voix contre 224 sa nomination à la tête du gouvernement, avec pouvoirs spéciaux pour la réforme de l'Etat.

En Algérie, cependant, c'est la liesse. Chez les civils, chez les militaires, chez la majorité des musulmans. Dans les grandes fêtes de la fraternisation, tout le monde se retrouve soudain sur un grand thème commun : l'intégration. Tout le monde, sauf le général de Gaulle.

Celui-ci, bien sûr, ne le précise pas encore. Lors de son voyage en Algérie, au début du mois de juin, devant d'immenses foules qui partout l'acclament, il affirme même le contraire. Il se laisse même aller jusqu'à dépasser les propos ubuesques et volontairement sibyllins dont il a l'habitude — « Je vous ai compris », « Je vois ce que vous avez voulu faire ici » — pour crier « Vive l'Algérie française ». Un moment de faiblesse. Faute de pouvoir envisager que cela ait pu être l'émotion, on se dit que ce dut être la chaleur.

Car tout le monde a cru au 13 mai, à l'exception d'un homme : celui-là.

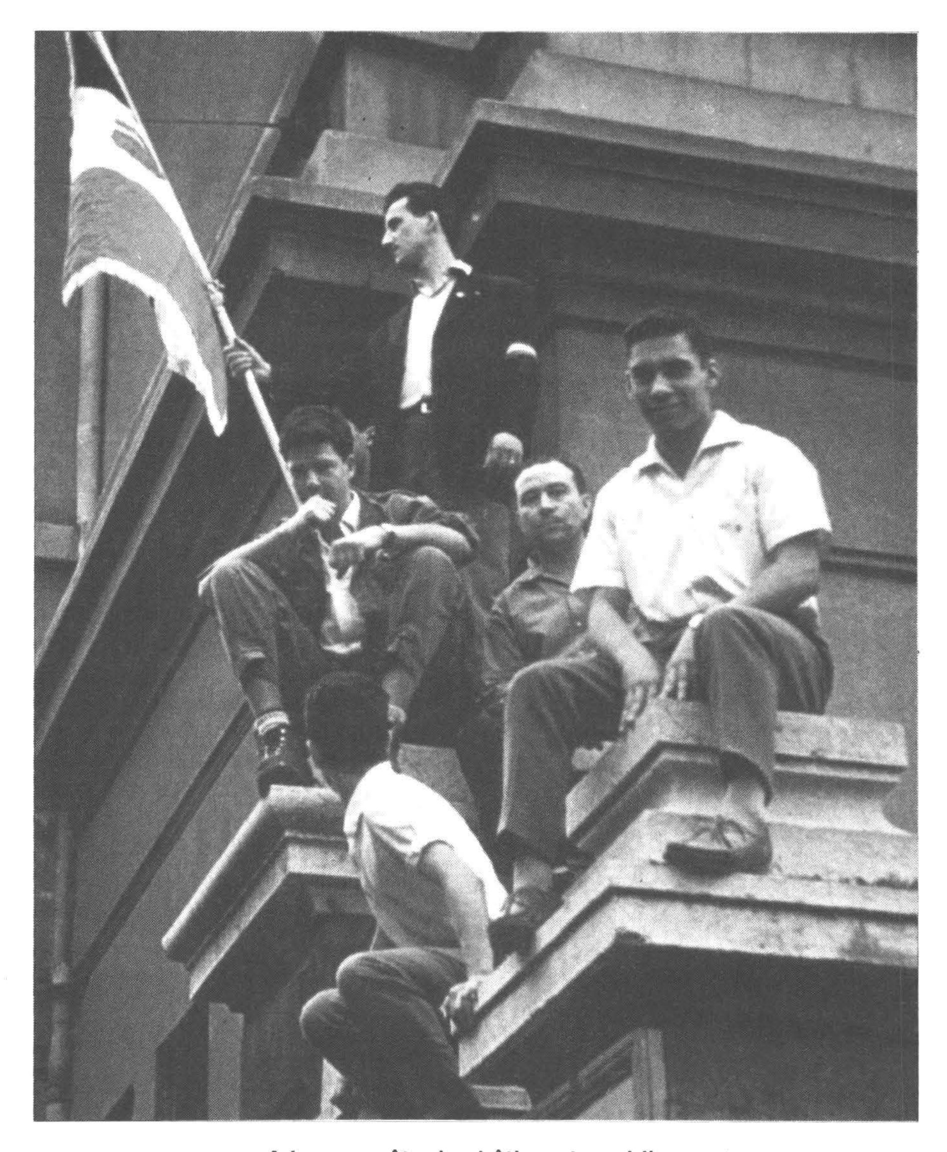
J. B.



Au temps de l'euphorie printanière.

Chapitre XI

LES COULISSES DU 13 MAI



A la conquête des bâtiments publics.

Dans les années 56-57, il y avait au cœur d'Alger sur la grande place où s'élève le Monument aux Morts et où se dérouleront toutes les manifestations de mai 58, au pied des escaliers menant au gouvernement général, le « Gégé » pour les Algérois, deux superbes monuments d'architecture pseudo-mauresque.

Ils se faisaient face. L'un était la grande poste d'Alger. L'autre avait été le siège du journal *Alger Républicain*. Le quotidien communiste ayant été interdit depuis le début des « événements », le commandement de la Xe Région militaire y avait installé la rédaction du journal *Le Bled*.

Dans l'esprit de l'état-major, *Le Bled* devait être ce qu'avait été *Signal* pour les Allemands pendant la dernière guerre. Un hebdomadaire mettant en valeur, par des reportages sur le terrain, l'action de l'armée française.

L'équipe de reporters du *Bled* fonctionnait d'une façon originale. Ils étaient une dizaine à sillonner l'Algérie. Chacun partait pour des périples de quinze jours ou trois semaines avec une très large initiative en ce qui concernait le choix des unités à visiter.

Au départ, le reporter touchait un titre de transport gratuit des chemins de fer, aller et retour, pour Oran, Philippeville ou

Tamanrasset. De là, à lui de se débrouiller pour sauter d'un régiment à l'autre. Quand ça se passait bien, les commandants d'unité, contents de savoir qu'on allait parler d'eux dans *Le Bled*, les faisaient transporter. Quand ils étaient reçus à regret, à eux de se débrouiller pour circuler en car ou en stop. C'est pourquoi ils portaient l'uniforme, mais n'avaient pas d'arme quand ils n'étaient pas en opération avec un régiment. Ces braves garçons déambulaient à travers l'Algérie insurrectionnelle, le Rolleiflex et le carnet de notes en bandoulière. Au cas où ils tombaient entre les mains du FLN, celui-ci ne pouvait pas leur prendre leur armement... L'armée est toujours infiniment prévoyante.

A Alger, les deux capitaines qui dirigeaient *Le Bled* avaient une certaine difficulté à recruter les membres de leur rédaction. Ils souhaitaient, bien sûr, réunir des jeunes journalistes faisant leur service militaire, mais ayant déjà quelque expérience de la presse. Cela n'était guère facile. D'une part, parce qu'il est rare de trouver des **Albert Londres** parmi des gamins de vingt ans. D'autre part, parce que la plus grande partie des journalistes appelés sous les drapeaux faisaient jouer leurs relations au service de presse du ministère des Armées pour éviter d'être envoyés en Algérie. La plupart d'entre eux réussissaient à se faire affecter à ce qui a, de tout temps, été considéré comme la plus belle des planques que l'on puisse imaginer : le bataillon de marche de l'armée de l'Air qui tenait « garnison », si l'on peut dire, boulevard Victor à Paris et dont la caractéristique la plus séduisante était justement qu'on n'y marchait jamais. On y exerçait de très vagues fonctions auprès de tel ou tel général, en rentrant le soir chez soi et avec suffisamment de liberté pour continuer à exercer son activité professionnelle. Parmi ces super planqués ne figuraient pas que des journalistes, mais aussi tous ceux qui avaient de solides relations. A l'époque, au milieu de quelques futures signatures célèbres de la presse, dont nous aurons l'indulgence de taire les noms, se trouvait un jeune avocat qui y noua des relations précieuses pour sa future carrière médiatique, dans toutes les rédactions. Il s'appelait **Georges Kiejman** et deviendrait beaucoup plus tard un ministre de **Mitterrand**, ce même Mitterrand qui, en tant que ministre de l'Intérieur, avait demandé qu'on envoie le contingent pour rétablir l'ordre dans nos trois départements d'Algérie.

Un curieux deuxième classe

Ce brave bataillon de marche devait faire de l'usage puisque, longtemps après, un Premier ministre en exercice du nom de **Raymond Barre** n'hésiterait pas à y planquer son fils. Il est vrai que l'on avait perdu depuis longtemps l'Algérie.

Tout cela explique que les « capitaines rédacteurs en chef » du *Bled* étaient obligés de dénicher un peu partout leurs oiseaux rares : de jeunes journalistes qui n'avaient pas pu ou pas voulu échapper à l'Algérie. Les reporters restaient rattachés à leur régiment de provenance. Il y avait un peu de tout dans cette étrange rédaction de bidasses de plume : uniformes de spahis, marins, aviateurs, parachutistes etc. s'y côtoyaient joyeusement.

On n'était pas trop regardant non plus sur leurs opinions politiques. C'est ainsi qu'en ces années 56-57, on trouvait dans l'équipe **Jean-Pierre Crespe**, venu de *Paris-Presse*, qui écrivait de flamboyants éditoriaux vibrants de passion patriotique, **Philippe Decraene** du *Monde*, dont l'épouse est toujours la très fidèle secrétaire de François Mitterrand, **Pierre Meutey** de *United Press*, **Jean-Pierre Mithois**, du *Figaro*, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir le cœur à gauche et qui serait, plus tard, rédacteur en chef du très socialiste *Matin de Paris*,



Chaban-Delmas à Alger , à côté de Bigeard.

avant d'épouser une nièce du président de la République, **Jean-Claude Goudeau**, de *L'Aurore*, futur directeur de *Minute*, etc.

Un reporter, cependant, fut chassé de la rédaction du *Bled* comme suspect, et renvoyé dans son unité d'origine. Il s'agissait de **Thierry Davoust**, futur chef du service photo du *Parisien Libéré*. La Sécurité militaire avait découvert qu'il avait, avant son service militaire, effectué un reportage dans un pays de l'Est... Le brave Davoust n'avait rien d'un dangereux agent soviétique, et cela valait mieux d'ailleurs. Car l'Armée, dans sa superbe logique, l'affecta à un service de déchiffrage des messages secrets...

C'est dans cette ambiance qu'arriva, un jour de 1957 et à la rédaction du *Bled*, un deuxième classe de l'infanterie qui n'avait pas fait ses classes et saluait les officiers avec une gaucherie exemplaire. Il était plus âgé que les autres membres de l'équipe, ayant épuisé toutes les ressources de sursis successifs. Il n'était pas journaliste, mais devait son affectation au *Bled* à ses relations politiques. Ces relations souhaitaient qu'il se trouvât en Algérie dans un bon poste d'observation.

C'était un garçon trapu, au poil noir et au teint sombre. Il s'appelait **Guy Ribaud** et avait déjà une solide expérience de la politique politicienne, puisque, au moment de son appel sous les drapeaux, il était le secrétaire général des Jeunes Républicains Sociaux, le parti créé par **Jacques Chaban-Delmas**.

Aucun des jeunes journalistes, qui l'écoutaient avec un scepticisme amusé plaider pour le retour au pouvoir du général **De Gaulle**, n'imaginait que Guy Ribaud allait être, dans la coulisse, l'agent essentiel du coup du 13 Mai 1958. Il était, en fait, le bras droit de **Delbecque** qui, en métropole, ourdissait le complot gaulliste.

L'affaire de la loi-cadre

La grande affaire était à ce moment-là la loi-cadre de **Robert Lacoste**, le ministre de l'Algérie du gouvernement **Guy Mollet**. Lacoste était un de ces socialistes de choc, comme il en existait dans la SFIO, le cœur à gauche, mais chatouilleux du drapeau comme ils venaient de le démontrer en envoyant les paras sauter sur Le Caire.

La loi-cadre avait pour but de mettre fin à une situation assez monstrueuse et qui n'a pas été pour rien précisément dans l'insurrection algérienne. L'Algérie était théoriquement constituée de trois départements français : l'Algérois, l'Oranais et le Constantinois. Mais elle était habitée par deux sortes de citoyens français. Une majorité de FSMA, signe horrible signifiant Français de souche musulmane algérienne, et une minorité de Français à part entière, les pieds-noirs. Nombre de FSMA, qui s'étaient illustrés sur tous les champs de bataille de la campagne d'Europe et dont certains avaient poursuivi nos combats jusqu'en Indochine, revenaient couverts de médailles.

Mais nos glorieux soldats musulmans d'Algérie, lorsqu'ils rentraient chez eux, découvraient qu'ils avaient été des combattants à part entière, mais qu'ils n'étaient que des demi-Français qui votaient à un collège séparé pour élire des représentants fantoches. Seuls les élus du collège « pied-noir » détenaient le véritable pouvoir.

Cette situation infamante explique que certains des meilleurs cadres du FLN aient été des sous-officiers qui s'étaient battus magnifiquement pour la France et nourrissaient au fond du cœur l'amertume de leur amour déçu. L'armée d'Algérie, dans son ensemble, était indignée par cette injustice et largement favorable à une intégration complète des musulmans algériens et la suppression de ce statut dégradant. Le terme « musulman algérien » lui-même ne correspondait d'ailleurs pas à la réalité. Surtout chez les Kabyles. Il recouvrait souvent des populations qui n'étaient pas musulmanes, composées de non croyants ou même de catholiques. En fait, étaient classés FSMA tous ceux qui étaient le plus authentiquement algériens, et français à part entière tous les autres, qu'ils soient d'origine espagnole, maltaise ou métropolitaine. On avait poussé la provocation jusqu'à accorder cette citoyenneté française que l'on refusait aux Algériens, aux juifs « arabes », installés de fraîche date dans nos départements d'Algérie.

Un exemple entre mille des conséquences extravagantes de cette immense erreur : le sergent **Ahmed Bouchema**, du troisième RPC, le régiment de **Bigeard**, vétéran d'Indochine, de mère kabyle, ne devait sa carte d'électeur au collège français qu'au fait que son père était né à Beyrouth. Or, les Libanais bénéficiaient, eux, de la citoyenneté française...

Le ministre socialiste Lacoste et les soldats métropolitains d'Algérie, quelles que soient leurs opinions politiques, et surtout s'ils appartenaient à ce que l'on appellerait plus tard l'extrême droite, étaient fermement partisans de mettre fin à cette aberration.

A Colombey, un vieux général bougonnait :

« Ils sont fous avec leur intégration. Ce serait Mohamed à l'Elysée, dans dix ans... »

A Paris, les pressions du lobby pied-noir étaient telles que Robert Lacoste n'arrivait pas à obtenir le feu vert pour une citoyenneté à part entière des Algériens qui avait été refusée en 47 à un patriote français nommé **Ferhat Abbas**...

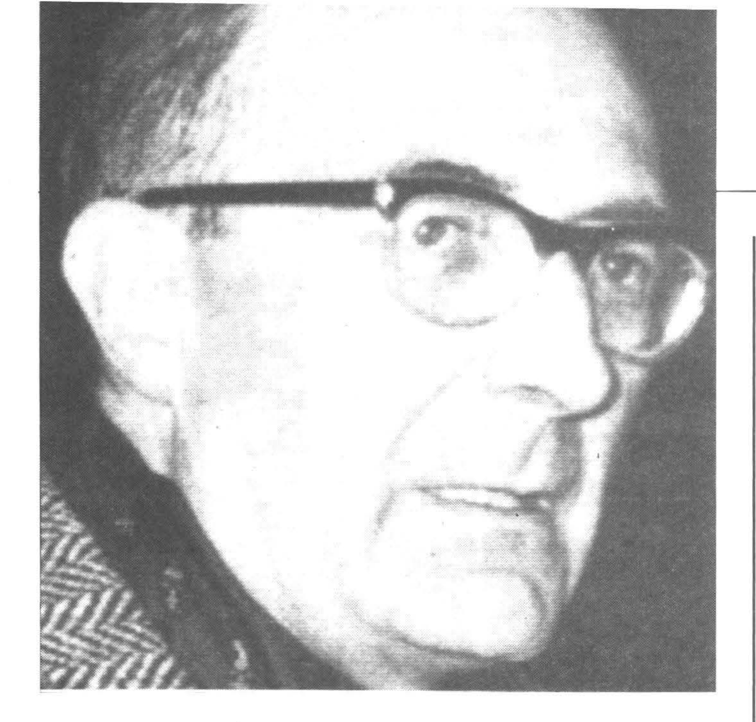
Lacoste pestait, mais était obligé de s'incliner. Pour tourner la difficulté, il avait concocté cette loi-cadre, dont les dispositions complexes aboutissaient en gros à créer, en Algérie, un exécutif et un législatif distincts de ceux de la métropole, mais élus au collège unique. A mesure que les semaines passaient, la loi-cadre fondait comme peau de chagrin, Lacoste, sous les pressions, étant contraint de rogner toujours davantage sur les maigres droits nouveaux accordés aux FSMA.

Au *Bled*, Guy Ribaud et ses jeunes confrères étaient chargés d'expliquer aux lecteurs l'évolution compliquée de cette loi-cadre qui devenait de plus en plus un leurre à l'égard des Algériens, mais provoquait néanmoins manifestation sur manifestation de rejet de la part de la population « européenne ».

Et celle-ci s'enhardissait d'autant plus que Bigeard et ses paras avaient gagné la bataille d'Alger et que la grande cité avait retrouvé une certaine sécurité. Du coup, Lacoste, qui avait eu son heure de popularité grâce à ses méthodes mus-



Avec Massu, le jeune Léon Delbecque, cheville ouvrière du complot.



Alain de Sérigny, directeur de *L'Echo d'Alger* : de l'influence et de l'obstination.

clées, devenait, si l'on ose dire, la bête noire des pieds-noirs. Ribaud observait la situation et multipliait les contacts avec les milieux algérois les plus déchaînés contre le ministre d'Algérie.

Les instructions de Paris

Le 30 septembre 1957, la IV[e] République, en perpétuelles crises de régime, se donnait un jeune président du conseil de 38 ans, **Félix Gaillard**. Il nommait ministre des Armées **Jacques Chaban-Delmas**, président des Républicains sociaux ; c'est-à-dire des gaullistes de l'Assemblée nationale.

Dans l'heure qui suivit, un télégramme signé du ministre lui-même arrivait chez le général Salan, commandant la Dixième Région militaire : « Mutez immédiatement le deuxième classe Guy Ribaud à Paris, à la disposition du ministre des Armées. »

Chez Salan, on se demandait bien qui était ce Guy Ribaud. On finit tardivement par retrouver sa trace au *Bled*. Mais le journal avait fermé ses portes pour la nuit. Il fallut tirer le capitaine **Caniot**, directeur du *Bled*, de son lit. Entre temps, la X[e] Région militaire était assaillie de coups de téléphone de plus en plus furibonds du cabinet du ministre s'impatientant que Ribaud ne soit pas déjà dans l'avion pour Paris. Si bien que le capitaine Caniot reçut l'ordre le plus humiliant de sa carrière :

« Débrouillez-vous comme vous voudrez, mais retrouvez-nous le deuxième classe Ribaud d'urgence et placez-vous sous ses ordres. Ce sont les instructions de Paris I. »

Caniot dut sauter du lit, s'habiller à la hâte et foncer à la caserne d'Orléans, dans les hauts d'Alger, où les journalistes bidasses du *Bled* avaient leur casernement. Stupéfaits, ils assistèrent au départ de leur camarade que l'on fourra dans un avion militaire, direction rue Saint-Dominique, où l'attendait un poste de chargé de mission auprès du ministre des Armées. Le deuxième classe Ribaud, qui avait la signature du ministre, en profita pour faire muter quelques-uns de ses petits camarades de la rédaction du *Bled* aux postes de leur choix.

Le pauvre capitaine Caniot recevait des télégrammes comminatoires de son ancien deuxième pompe, faisant valser ses rédacteurs aux quatre coins de l'Algérie et exigeant qu'il lui fût rendu compte « sur l'heure » de l'exécution.

Trois semaines plus tard, le bidasse Ribaud revenait à Alger, en civil cette fois, comme représentant personnel de Jacques Chaban-Delmas, avec pour mission de créer une antenne de la Défense nationale en Algérie. C'est Salan, cette fois, qui fut obligé de se mettre au garde-à-vous devant l'humble biffin et de lui affecter un commandant comme aide de camp, une section du train pour organiser un échelon administratif et un détachement de paras pour assurer la sécurité de sa personne et de ses services.

Dès lors, en provenance de Paris, défilèrent à l'antenne de Ribaud tous les comploteurs gaullistes de l'Hexagone et cela faisait du monde. C'est lui qui organisa la fameuse « tournée des popotes », au cours de laquelle Chaban vint rencontrer sur le terrain les chefs de corps pour les sonder sur un éventuel retour aux affaires du général. Et c'est lui qui fomenta, non pas seulement le 13 mai, mais « les » 13 mai. Car il y en eut des répétitions, chaque semaine, pendant des mois, toutes contre la loi-cadre. D'une manif à l'autre, les équipes de Ribaud s'étoffaient et se perfectionnaient, jusqu'à ce que le feu d'artifice éclate, le 13 mai 1958.

Il y avait eu auparavant le célèbre éditorial d'**Alain de Sérigny**, directeur de *L'Echo d'Alger* et ancien pétainiste notoire, faisant appel à De Gaulle pour sauver l'Algérie, et dans l'armée et les milieux influents d'Alger, les mystérieux visiteurs de l'« Antenne Ribaud » avaient fait un travail considérable pour préparer le terrain.

Mais la population, elle, dans son ensemble, était loin de se douter que ses manifestations spontanées contre l'homme du « Gégé » étaient manipulées par les gaullistes, et ce fut la stupéfaction quand apparurent, dans les rues d'Alger, des dizaines de tractions avant noires, affrétées par Ribaud, décorées de croix de Lorraine, de drapeaux tricolores et de portraits du général, et surchargées de militants installés jusque sur les ailes dans le plus pur style FFI de la Libération de Paris, criant des slogans et lançant des appels à l'armée.

Le soir même du 13 mai, Alger stupéfaite se découvrait gaulliste. Toute la journée, il y avait eu sur la place, en face du *Bled*, des manifestations de fraternisation entre les deux communautés.

Lancé, en principe, contre une loi-cadre qui ne donnait que quelques miettes aux Algériens, le mouvement du 13 mai débouchait de but en blanc sur l'appel à l'intégration totale de l'Algérie à la France, donc à la citoyenneté intégrale des FSMA. Les pieds-noirs, enivrés par la prise du « Gégé » honni, ne savaient plus très bien où ils en étaient. La ville ne s'endormit qu'au petit matin. Toute la nuit, les rumeurs les plus folles avaient couru :

« Jacques Soustelle est de retour. Il a sauté en parachute sur le "Gégé". De Gaulle arrive... » Certains désignaient un avion passant dans le ciel de la grande cité, et hurlaient : *« Ça y est. C'est De Gaulle, c'est son avion, il va se poser à Maison-Blanche. Tous là-bas... »*

Salan, en revanche, était l'objet de toutes les suspicions : *« Il va trahir l'Algérie française... »* Le bruit était lancé que le futur chef de l'OAS était en train de préparer discrètement son départ pour Paris. « Il faut l'en empêcher », criait-on. « Tous à la X[e] Région. » Et des hordes se précipitaient, encerclant l'état-major pour empêcher Salan de se sauver, d'aller chercher à Paris des instructions et des moyens pour mater les partisans de l'Algérie française.

Le lendemain débarquaient les équipes de Paris, Delbecque, **Neuwirth** apparaissaient sur le devant de la scène, au balcon du « Gégé », tandis que Ribaud organisait les Comités de salut public. Il retournait dans l'ombre dont il n'aimait pas sortir.

On connaît la suite.

Quand il fut convaincu que, selon sa propre expression, « le général allait brader l'Algérie », Ribaud fut le premier à entrer dans la clandestinité. Inlassablement, il organisa les réseaux des partisans de l'Algérie française et devint le secrétaire de **Georges Bidault**, président du Conseil national de la Résistance, dont l'objectif n° 1 était de renverser De Gaulle...

Frédéric BREMONT

Chapitre XII

Affaire Si Salah

LE SANGLANT SABOTAGE DE LA « PAIX DES BRAVES »



Si Salah : il croyait en la parole de l'Elysée.

Plus encore que le 13 mai 1958, qui est dans toutes les mémoires, le 16 est la journée de la Fraternité dans l'Algérie profonde. Quarante mille Pieds-Noirs et Européens, trente mille musulmans se donnent l'accolade, échangent interjections d'enthousiasme et protestations d'amitié, pour ne parler que d'Alger.

Les faits donnent rapidement tort à ceux, chagrins, qui émettent des doutes sur la sincérité des musulmans et son incidence sur la suite des événements. L'ALN ne s'y trompe pas. Déjà réduite à la défensive par le plan **Challe**, déclenché le 6 février en Oranie et le 18 avril en Algérois, étouffée par la bataille des frontières et peu soutenue par le GPRA de Tunis, manquant d'armes et de munitions, elle s'arrête, atténue ou raréfie ses opérations. Elle se renseigne, observe et doute ; des 16 mai, il s'en produit partout dans le bled, même quand la présence de l'armée française est nulle ou symbolique.

Les maîtres de l'intox

Quand elles ne sont pas décimées par les commandos de chasse, les wilayas implosent à la suite de dissensions gravissimes, savamment provoquées et entretenues par les services du fameux colonel **Maurice Jacquin**, as du renseignement et chef du BEL (Bureau d'études et de liaisons), un nom bien innocent pour une unité redoutable.

Excellent instrument du plan Challe, le BEL sait tout de

l'ennemi ciblé. Chaque wilaya est « traitée » par un capitaine choisi par Maurice Jacquin soi-même sur des critères sévères. Cette rigueur permet à Challe de monter des opérations bien préparées où la presse pro-FLN joue involontairement un rôle. Les correspondants et envoyés spéciaux de certaines feuilles reçoivent de fausses informations **Top Secret**, immédiatement transmises au GPRA. Par exemple, pour ne parler que de la wilaya 3, l'on dresse un jour **Krim Belkacem** contre **Amirouche** par une indiscrétion contrôlée, que l'on a confiée sous le sceau du secret à un « reporter » de *France Observateur* ; c'est le sketch du traître trahi.

La wilaya 4 est mieux connue, ne serait-ce qu'à cause de ce que l'on appellera longtemps encore, malgré une conspiration du silence qui se prolonge, l'affaire **Si Salah**. Si Salah est un nom de guerre : celui de **Zaoun Mohammed Ben Rabah**, né en 1928 en Kabylie. Nationaliste d'avant la première heure, il figure le 1er novembre 1954 aux côtés — mais un peu en retrait — de Krim Belkacem et d'**Ouamrane**, deux des grands chefs.

Un guerrier solitaire

Grand, mince, yeux marron, facilement reconnaissable à une tache sur la joue, Si Salah est un homme de guerre taciturne, indépendant et paperassier ; un caractère. En 1957, nommé adjoint de **Boumediene** à Tunis, il décline sa nomination et reste à sa place, dans le maquis, parmi les combattants ; il donne là une leçon que d'aucuns apprécient peu.

Fin 1958, l'ALN, abattue par deux ans de revers, a perdu le moral. La wilaya 4 n'échappe pas à cette langueur. Mais elle tient notamment grâce à la poigne du colonel **Si M'Hamed** ; son adjoint, le commandant **Azzedine**, est moins rugueux. Le 17 novembre, en opération dans le Zbarbar, il est blessé au bras et capturé par des parachutistes. Chef du 2e Bureau de la 10e DP, le capitaine **Marion**, en quelques entretiens, le convainc de tirer les conséquences politiques de la situation militaire, c'est-à-dire d'accepter « la paix des braves » offerte par **de Gaulle** au cours de sa conférence de presse du 23 octobre.

Azzedine accomplit deux missions auprès de ses camarades de combat, leur tenant un langage direct, sans ambiguïté. Aux djounouds de base, il dit :

— *Il faut jouer la paix des braves. On doit convaincre **Si M'Hamed** et surtout Si Salah (son adjoint politique). Si Salah fait confiance au général de Gaulle pour construire la paix et l'avenir de l'Algérie, mais il faut se méfier de **Si Taïeb*** (renseignements-liaisons).

A Si M'Hamed, il écrit :

— *Tu es le père de la wilaya 4 et tout le monde a confiance en toi, enfin, cher frère M'Hamed, moi, personnellement, j'ai compris et je ne suis pas tout seul. Je voudrais discuter avec toi. Je te donne ma parole de soldat qu'il ne s'agit pas d'une trahison.*

A la cantonade, il affirme avec véhémence :

— *On se fait tuer pour rien, pendant que les autres se pavanent à l'extérieur. Ils croient qu'ils commandent l'ALN, qu'ils commandent le peuple ; ils ne connaissent pas ses souffrances. Le peuple en a marre. L'ALN ne peut plus se battre. Il faut arrêter la guerre.*

Une wilaya rouge sang

Au cours de sa troisième mission, Azzedine décide de rester avec ses frères et tente de s'expliquer : il a joué la comédie pour berner les Français et pouvoir s'échapper à la première occasion. Si Taïeb l'envoie derechef, sous escorte, raconter sa petite histoire à Tunis et Si M'Hamed diligente une enquête à l'intérieur de la wilaya, qui débouche sur une épuration sévère : quatre cent quatre-vingt-six victimes. Très suspect lui-même, Si Taïeb ne doit la vie qu'aux craintes qu'il inspire. Si Salah, peut-être pour se faire pardonner lui aussi d'avoir écouté Azzedine, met la main à la pâte : il fait exécuter deux officiers, cinquante-quatre sous-officiers, trois cent douze djellouds.

Au printemps 1959, M'Hamed ne revient pas d'opération. Sa disparition, au sens propre du terme (le colonel Jacquin a



Des unités rebelles à rallier... si on l'avait vraiment voulu.



Quelque part en Kabylie : Krim Belkacem (à gauche) avec Mohammedi Saïd.

fait « enlever » ses restes mortels) donne le signal d'un formidable règlement de comptes comme en rêvent chaque nuit le capitaine **Léger** et ses « bleus de chauffe ». Tout part d'un ragot signé BEL : on raconte qu'avant de mourir, Si M'Hamed a fait assassiner un certain **Si Khaled** par le dénommé **Si Djaffar**, puis Si Djaffar lui-même. Ce qu'apprenant, un ami commun des deux victimes, **Si Rachid**, tue le confident de Si M'Hamed, le lieutenant **Ahmed** ; peu discrètement puisque, surpris en flagrand délit par **Lakdhar** — un personnage dont nous reparlerons — il est égorgé après un simulacre de jugement, comme il est de règle dans toute épuration démocratique populaire. Faute de combattants dans l'état-major, Si Salah se retrouve à la tête de la wilaya 4, qui est considérable : elle couvre une grande partie de l'Algérie centrale, du massif de l'Ouarsenis à la fin de la Mitidja, et jouxte la Kabylie.

La « mission » de Si Taïeb

Si Salah inaugure sa prise de commandement par une initiative fort habile. Sachant Si Taïeb très redouté et le redoutant lui-même, il l'éloigne : il ordonne au responsable « renseignements-liaisons » d'aller rendre compte à Tunis des tragédies qui se sont succédé dans la wilaya 4 ; au retour, il le rassurera — ou non — sur les intentions des « frères » du GPRA : ont-ils vraiment l'intention et les moyens de venir en aide aux combattants épuisés et démoralisés ?

Si Taïeb s'éloigne, sans savoir qu'il perd au change. Il arrive en Kabylie, où il a des attaches, le 21 juillet ; il compte bien se reposer un moment en famille ; manque de chance : c'est le jour qu'a choisi le général Challe pour déclencher l'opération « Jumelles ». Si Taïeb va vivre des moments difficiles avant de pouvoir rejoindre Tunis, s'il y parvient...

A la fin de l'année 1959, le bilan des pertes de l'ALN est lourd : 26 000 hommes hors de combat, 11 000 prisonniers (40 % des effectifs, proportion exceptionnelle, signe d'une grande désespérance). La rébellion a perdu.

Non. A l'Elysée, on veille. Le 16 septembre, le général de Gaulle prononce un nouveau discours. Il ne parle pas encore d'une « Algérie algérienne liée à la France », mais les initiés, les clairvoyants et les pessimistes discernent les contours de cette nouvelle invention. Déjà, trois solutions sont soumises au choix des Français, de Dunkerque à Tamanrasset : la francisation, la fédération, la sécession. Le 4 novembre, de Gaulle déclare : *« Ce chemin conduit à une Algérie algérienne... dans laquelle les Algériens eux-mêmes décideront de leur destin. »*

Si Lakhdar, le politique

Pour certains, ce galimatias ne signifie rien. A l'état-major de la wilaya 4, on s'en tient à la paix des braves. Si Salah a repris d'une main ferme le flambeau lâché par Si Azzedine. Mais, plus prudent que son prédécesseur, il s'engage par subordonnés interposés. Au cours d'une réunion de conseil, le 20 janvier 1960, l'un des responsables, Si Lakhdar, plaide pour la nécessité d'obtenir un cessez-le-feu. Lakhdar, fils de facteur, est apparenté aux plus grandes familles de Cherchell. Ses particularités sont attachantes : il parle mieux le français que l'arabe, admet parfaitement une éventuelle cohabitation harmonieuse avec les Juifs et, surtout, souhaite que, dans une Algérie nouvelle, la France ait toute sa place. Deux autres cadres le soutiennent à fond : les capitaines **Abdellatif** et **Halim.** Abdellatif, originaire de Koléa, dans l'Algérois, est sorti du rang grâce à un sens inné du commandement ; Halim, chef politique de la wilaya, très proche de Si Salah, est un guerrier de belle allure, qui a subi un entraînement très complet en Egypte.

Lakhdar, Abdellatif et Halim prennent contact, le 17 mars, avec le cadi de Médéa ; le cadi est un magistrat important qui occupe des fonctions civiles, judiciaires et religieuses ; sa caution est d'autant plus recherchée qu'il est en liaison avec le FLN d'un côté, et les autorités françaises de l'autre. Lakhdar lui demande d'organiser un contact en vue de parvenir à un accord avec de Gaulle. Il est entendu que Tunis sera en dehors du coup.

Un secret bien mal gardé

Le cadi de Médéa transmet au procureur **Schmelck**, à Alger. Schmelck avertit son ministre de tutelle, **Edmond Michelet**, qui, à l'époque, n'est pas encore « nominé », comme ils disent, pour une canonisation. Michelet en parle à de Gaulle, qui dit accueillir la démarche avec faveur et en

informe **Delouvrier**. Le 22 mars, Delouvrier et le général Challe mettent dans la confidence le général **Roy**, commandant la région de Médéa et le préfet **Cayssial**.

Pour prendre en son nom les premiers contacts, de Gaulle nomme **Bernard Tricot**, du Conseil d'Etat, conseiller technique à l'Elysée, partisan notoire de l'émancipation des TOM, et le colonel **Mathon**, directeur de cabinet de **Debré**, qui passe pour avoir des sentiments Algérie française. Le général Challe a désigné le colonel Jacquin. L'opération s'appelle « Tilsitt ».

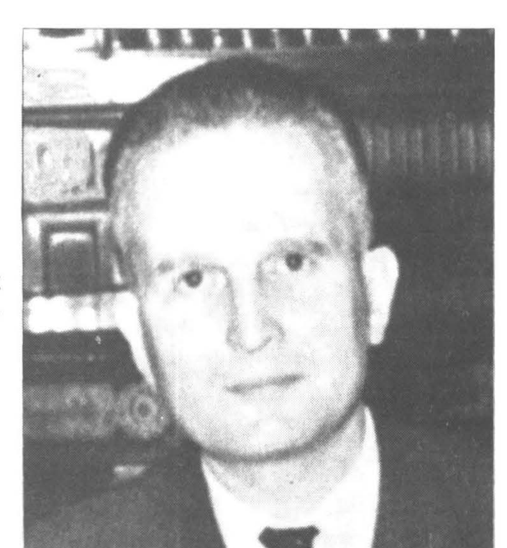
Le 26 mars, brève rencontre entre les deux parties, à Médéa. les chefs rebelles demandent des éclaircissements sur « la paix des braves ». N'obtenant pas de réponse satisfaisante, ils n'insistent pas ; la séance est levée sans que soit fixée une nouvelle date, « au plus tôt dans quinze jours », laissée à la discrétion du cadi de Médéa.

Les trois chefs rebelles ont demandé ce temps mort minimum pour une raison précise. Ils le mettent à profit pour « tâter » ceux de la wilaya 3 (Kabylie ; son chef, **Mohand Ou El Hadj**, est très monté contre le GPRA) et de la 5 (Oranie), dont l'accord entraînerait à n'en pas douter ceux de la 1 (Aurès-Némentchas), de la 2 (Nord-Constantinois) et de la 6 (le Sahara). Pendant la tournée des popotes du trio, les combats cessent ou diminuent d'intensité dans un rayon respectable autour du PC de Si Salah, ce qui facilite les contacts.

Les résultats en sont si encourageants — Mohand Ou El Hadj est conquis — qu'au cours d'une des entrevues « Tilsitt » suivantes, le 2 juin, au même endroit et avec les mêmes participants, prend corps un projet de voyage à Paris des responsables de la wilaya 4, plus que décidés à rencontrer de Gaulle.

Dans un Elysée désert...

Le 9 juin, Bernard Tricot et le colonel Mathon atterrissent à Maison-Blanche, l'aéroport militaire d'Alger. Ils sont rejoints par les rebelles, amenés par le cadi de Médéa. Surprise : peu avant l'embarquement pour Paris dans un SO Bretagne spécial, Lakhdar présente aux Français Si Salah et son adjoint **Mohammed**, un dur, ex-commandant de la « zone » de l'Est algérois, désintégrée par les hommes du général **Gracieux**. De Gaulle est informé sur-le-champ de la qualité des visiteurs, tandis que l'avion décolle. A Villacoublay, des 403 noires attendent les arrivants. Guidés par le sous-préfet de Rambouillet, Français et FLN arrivent dans un pavillon de chasse, résidence des invités du président de la République. Dans la matinée du 10, Tricot et Mathon vont à Paris préparer la rencontre. Dans la soirée du 10, les trois voitures noires pénètrent dans un Elysée désert... ou presque. Le colonel **Laurent**, commandant de la garde du Palais, conduit la petite troupe dans la salle du conseil des ministres. A 21 heures, la porte du bureau présidentiel s'ouvre. Derrière sa table, de Gaulle en tenue, debout. Les Algériens le saluent militairement.



Le ténébreux Bernard Tricot.

De Gaulle écoute sans mot dire une déclaration improvisée de Si Salah — *« J'avais préparé un petit discours, mais j'étais si ému que j'ai laissé parler mon cœur. »* — et s'exprime à son tour brièvement. Il prend acte des propositions de ses interlocuteurs et loue leurs dispositions. Mais, la wilaya 4 n'étant pas toute l'Algérie, il compte s'adresser directement au GPRA en vue d'un cessez-le-feu général ; s'il n'obtient pas de réponse, on reviendra au plan Si Salah. De Gaulle donne un bref résumé de son allocution, puis Si Salah demande la faveur de rencontrer **Ben Bella**, idole des jeunes fellagha ; de Gaulle refuse puis, sans transition, met fin à l'entretien par une rebuffade :

— *Vous comprenez que je ne vous serre pas la main ; nous nous combattons. Une autre fois, peut-être...*

Mohammed, le dur, ressent l'affront plus que les autres, ce qui ne sera pas sans conséquences sur la suite des événements. Durant le retour à Rambouillet, l'ambiance est morose. A Bernard Tricot qui lui demande : *« Etes-vous satisfait ? »*, Si Salah répond un oui peu enthousiaste. A son arrivée à Médéa, le 11, il dira le fond de sa pensée : *« Le général de Gaulle va faire une démarche inutile. Le GPRA ne lui répondra pas ou répondra évasivement. »* De son côté, le colonel Mathon résume son impression : *« Je crois que c'est raté. »* Quelqu'un aurait entendu Bernard Tricot murmurer : *« En tout cas, de belles purges se préparent. »* Comment peut-il en être aussi certain ? Poser la question, c'est prêter au conseiller de l'Elysée de sombres desseins ou des renseignements de première main...

Le 14 juin, le général de Gaulle s'adresse au GPRA :

— *Une fois de plus, je me tourne, au nom de la France, vers les dirigeants de l'insurrection. Je leur déclare que nous les attendons, ici, pour trouver une fin honorable aux combats qui se traînent, régler la destination des armes, assurer le sort des combattants. Après quoi, tout sera fait pour que le peuple algérien ait la parole, dans l'apaisement.*

Et, adoptant le ton du mépris pour fustiger ceux qui ne seraient pas d'accord parmi les Européens, il ironise lourdement sur *« la douceur des lampes à huile, la splendeur de la marine à voile, le charme du temps des équipages »*.

Le 18, à Damiette qui a remplacé Médéa, Si Salah annonce son intention de se rendre en Kabylie pour rencontrer Mohand Ou El Hadj et le rallier à cent pour cent. Il a besoin d'aide. Le colonel Jacquin l'entend cinq sur cinq : Si Salah sera protégé par le BEL pendant la quasi-totalité du trajet. On fixe au 21 la date du départ. Avant de regagner sa montagne, Si Salah contemple un moment une modeste ferme où un vieux paysan européen, au visage buriné par le temps et le soleil, fait manœuvrer une odorante charrette de foin tirée par deux bœufs.

— *On se croirait dans un village de Provence...*

— *Oui,* murmure Bernard Tricot. *Les Européens, c'est un grave problème, le seul problème...*

On croit entendre la voix de son maître et seigneur.

Le 21 juin, le colonel **Iks**, chef du BEL de la région, accompagné du chef du 2e Bureau du corps d'armée d'Alger quis se fait fort d'effacer les contrôles de police ou de



MUSULMANS MES FRÈRES

Oui c'est moi, MOKRANI MOULOUD "SOTA" qui vous parle :

J'ai décidé de venir du côté des Français.
Vous voyez, les Français ne m'ont pas fait de mal.

AITES COMME MOI! ILS NE VOUS FERONT PAS DE MAL A VOUS NON PLUS

Abandonnez la montagne où vous souffrez POUR RIEN.
VENEZ EN TOUTE CONFIANCE.
Présentez-vous aux postes Français
VEC VOS ARMES ***et montrez cette carte.***
OUS SEREZ BIEN TRAITÉS ***et vous pourrez prendre enfin une vie calme et paisible.***

Les promesses faites aux combattants rebelles...

gendarmerie, cueille en voiture banalisée Si Salah, Halim et un garde du corps, tous armés, en tenue de parachutiste sous un haïk très inattendu. A Blida, Si Salah poste trois lettres destinées à *l'Echo d'Alger*, au *Journal d'Alger* et au *Monde*. C'est un communiqué : *« La wilaya 4 décide de mettre un terme aux attentats contre les civils. »* Les journaux algérois publieront l'avis le lendemain ; *Le Monde*, avec quarante-huit heures de retard, le temps sans doute de ruminer un lourd dépit qui passe mal.

A Tizi-Ouzou, on prend une collation au mess et l'on repart en direction de Tamgout, à vingt-quatre kilomètres. Là, des guides sûrs attendent les rebelles pour les conduire au repaire de Mohand Ou El Hadj. Si Salah disparaît de la vue des officiers français. Sur une mèche allumée depuis longtemps, sa mort arrive, silencieuse, en bout de course. Parce que, depuis longtemps, à Paris comme à Tunis via Paris, on sait tout ce qui se dit ou se décide à Médéa ou à Damiette.

Michelet le donneur

Le 26 mars, c'est-à-dire quarante-huit heures **avant** la première entrevue de Médéa, Edmond Michelet faisait savoir à Krim Belkacem que Si Salah acceptait « la paix des braves » sous bénéfice d'inventaire : il était prêt à signer un cessez-le-feu séparé. Dans la foulée, il insistait pour que, abandonnant son intransigeance — *« Nous ne discuterons du cessez-le-feu que lorsque la France aura fourni toutes les garanties politiques et économiques que nous demandons »* — le GPRA dise oui à la négociation proposée par de Gaulle. S'accordant un délai pour réfléchir et vérifier le renseignement, le GPRA décide, un peu moins d'un mois après, le 24 avril, d'envoyer le chef de son 2e Bureau, **Ben Cherif**, dans la wilaya 4 pour enquêter et, éventuellement, épurer. Ben Cherif est l'homme de la situation : aspirant au 1er régiment de Tirailleurs algériens, il a déserté après avoir égorgé vingt tirailleurs qui refusaient de le suivre ; il a ensuite acquis une solide réputation de tortionnaire dans le camp d'internement de Den-Den, en Tunisie.

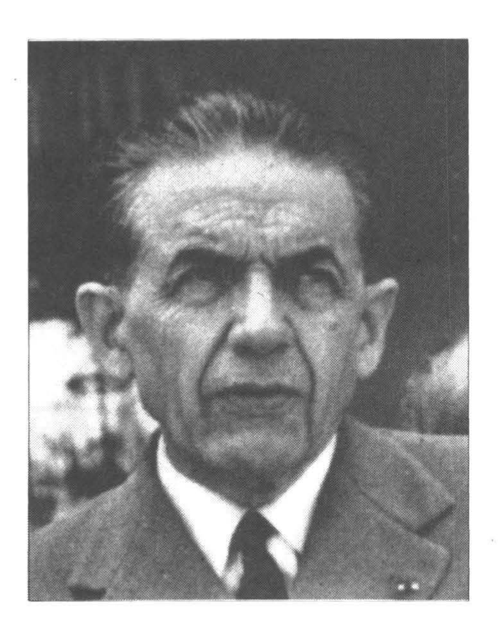
Ben Cherif quitte Tunis par avion pour Alger avec de faux papiers fournis par un avocat. A Alger, un membre du cabinet du procureur général lui procure toutes facilités pour gagner le Sud par petites étapes sûres : laissez-passer, moyens de transport, correspondants, etc.

Tandis que Ben Cherif s'approche de la Kabylie à travers barrages, contrôles et incidents de parcours, Si Salah parcourt la wilaya en tous sens, de zone en zone, puis d'autres wilayas (en principe, il aurait promis aux Français d'en rallier quatre).

La préfecture de Melun

Pendant ce temps, après s'être fait quelque peu prier, le GPRA accepte le principe d'une rencontre **Ferhat Abbas**-de Gaulle. Le 25 juin, trois émissaires algériens quittent l'Algérie pour la France. Ce sont Me **Boumendjel** (dont la femme, française, et les deux filles vivent à Paris), **Ben Yahia**, avocat lui aussi, fanatique ascétique et rusé, et **Yazid**, spécialiste du chiffre. Ils trouvent en face d'eux, à la préfecture de Melun, ville choisie pour la préparation de la rencontre, **Roger Moris**, des Affaires algériennes, le général **Hubert de Gastines** et le colonel Mathon ; décidément, par directeur de cabinet interposé, Michel Debré est partout.

Dès les premiers échanges, les positions se révèlent inconciliables. Le FLN exige une négociation globale ; élément parmi d'autres, le cessez-le-feu s'intègre dans le lot des questions politiques que traiteront Ferhat Abbas et de Gaulle. Pour les Français, le cessez-le-feu constitue un préalable au démarrage du processus conduisant à l'autodétermination. *« Une*



Saint Edmond Michelet : un curieux apôtre.





... il valait mieux ne pas trop s'y fier.

négociation d'ensemble qui aboutirait à une indépendance ***de facto*** *viderait de son sens l'autodétermination... De Gaulle n'est pas encore décidé à aller si loin. les temps ne sont pas encore mûrs.* » (Claude Paillat).

Au bout de quatre jours de palabres, les « négociateurs » se séparent sur un constat d'échec. La préfecture de Melun garde le souvenir des colères algériennes ; Boumendjel et ses acolytes n'ont pas admis qu'on leur imposât une sorte d'assignation à résidence.

La punition de Si Salah

Ils ont pourtant tout lieu d'être satisfaits et au-delà. Pour le GPRA, reconnu comme seul interlocuteur, le rendez-vous de Melun s'achève en victoire diplomatique prometteuse. La France joue les coquettes mais ce sont là bagatelles : la porte est ouverte.

Pour les divers « pions » de ce jeu truqué dès le départ, les événements vont se précipiter. Si Salah, qui a appris au cours d'une halte la réunion de Melun et son échec, rentre dans sa wilaya. Sa mission a réussi : il a convaincu la plupart de ses interlocuteurs. Il est aussitôt arrêté pour trahison. Commence pour lui et son escorte une longue marche qui doit le conduire en Tunisie. Si Salah ne connaîtra pas le sort des « traîtres » ; il va mourir comme il a vécu, en guerrier. Une unité française surprend le petit groupe et l'anéantit jusqu'au dernier djelloud. Ainsi meurt, en juillet 1960, pour avoir fait confiance à la France, Zamoun Mohammed Ben Rabah, alias Si Salah.

Son compagnon d'équipée en Kabylie, **Halim**, est assassiné, en même temps que Lakhdar et Abdellatif, par Ben Cherif, revenu à la wilaya 4 fin août, plus sanguinaire que jamais. Mohammed, qui l'aide dans sa besogne d'épurateur, a la vie sauve en échange. Il tombe plus tard, surpris à Blida par une opération éclair du 11e Choc, l'unité qui reçoit ses ordres des services du Premier ministre. Michel Debré adresse ses félicitations au 11e Choc. C'est bien le moins : il ne reste dès lors plus aucun témoin algérien de l'entrevue de l'Elysée.

Le silence contre une vie

Les témoins français se tairont ; les survivants se taisent encore. L'affaire Si Salah sera évoquée au procès du général Challe. Il y aura marché. Le procureur général **Besson** et le général **Catroux**, président du jury, accepteront de sauver la tête du général « félon » contre le silence des avocats et des témoins sur cette paix manquée.

Edmond Michelet n'a jamais explicité ses contacts avec Krim Belkacem : il y avait intelligence avec l'ennemi. Bernard Tricot est aussi muet sur l'affaire que Michel Debré ; à défaut d'orgueil, auraient-ils encore un peu de honte ?

En vérité, la guerre d'Algérie pouvait se terminer en 1960, dans l'euphorie d'une fraternité retrouvée.

Mais de Gaulle veillait. Nulle peine, même légère, au GPRA. Dans *L'Armée et ses drames*, **Georges A. Groussard** donne la clef de la tragédie ; une des clefs. En 1959, de Gaulle avait dit devant témoins, dont **Jacques Soustelle**, que si les fellagha envoyaient des émissaires parlementer, leurs interlocuteurs seraient tous des militaires. C'était une tromperie, avant et après bien d'autres. Si de Gaulle a reçu lui-même à l'Elysée, en secret, Si Salah et ses deux compagnons, c'est qu'il craignait que des négociations entre combattants, aboutissant à un cessez-le-feu, ne ruinent son projet de négocier l'indépendance de l'Algérie.

Tout est dit en peu de mots. L'affaire Si Salah, l'histoire d'une paix trahie, est un détonateur, parmi d'autres, du putsch des généraux d'avril 1961.

Jean-Pierre CHAPPUIS

Chapitre XIII

UN PUTSCH TROP RESPECTABLE



En application de la loi sur les pouvoirs spéciaux, le Délégué général du gouvernement en Algérie a décidé d'appliquer la censure sur les moyens d'information, à partir du 24 janvier au soir.

Le Journal d'Alger

0,25 N.F. Métropole 0,35 N.F. — Dim. 24 - Lundi 25 janvier 1960

7, Bd Laferrière - Tél. 63.28.68 - 63.55.58 - 64.73.25 - C.C.P. 110-04 — N° 3.239

en entier ou en portions ROQUEFORT RIGAL un vrai régal !

LE SANG FRANÇAIS A COULÉ

Fusillade entre gendarmes mobiles et manifestants

19 TUÉS, 141 BLESSÉS

LE GÉNÉRAL MAURICE CHALLE :

« Etat de siège à Alger

Des régiments convergent sur la ville »

Plus de 10.000 personnes étaient rassemblées au plateau des Glières

BARRICADES DANS LE CENTRE

Malgré le couvre-feu fixé à 20 heures

agitation autour des Fa...ltés

C'est le début de l'après-midi. La foule stationne sur le plateau des Glières. Bientôt, ce sera le drame...

ALGER a connu la plus tragique journée de son histoire. Une manifestation s'est terminée par une fusillade fratricide. Des hommes ont été tués, d'autres blessés, tous des Français. C'est pourquoi nous ressentons plus particulièrement ces deuils qui, tous, sont les nôtres.

Cette tragédie ne peut pas être renouvelée, le sang ne peut plus être répandu. Il faut que la paix règne dans les esprits et dans les cœurs que revienne l'unité française.

La journée tragique

Le dernier communiqué du général Challe :

ÉTAT DE SIÈGE

En raison des circonstances, des difficultés techniques nous contraignent à présenter notre quotidien sur six pages seulement.

Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.

A partir de 17 heures, les barricades s'élèvent dans les rues du centre d'Alger. Ci-dessus, les manifestants ont descellé les pavés devant le lycée Delacroix

24 janvier 1960 : on entre dans l'irréparable.

En fait, depuis le 16 septembre 1959 et la déclaration du général De Gaulle sur « l'autodétermination » de l'Algérie, la méfiance n'a cessé de croître au sein de la population pied-noir et elle gagne peu à peu une partie de l'Armée — à commencer par les artisans du 13 mai 1958. Elle est accrue et envenimée par d'autres déclarations, plus discrètes mais encore plus précises, tel le « Eh bien, vous souffrirez ! » froidement lancé par le chef de l'Etat aux députés algériens Lauriol et Laradji qui évoquent devant lui, le 19 janvier 1960, le drame auquel une séparation d'avec la France exposerait les populations qu'ils représentent.

C'est le dimanche 24 janvier qu'éclate le drame. A l'appel, notamment, de Pierre

Lagaillarde et de Joseph Ortiz, des milliers de manifestants ont bloqué le centre d'Alger. Les gendarmes mobiles du colonel Debrosse interviennent en force. Des coups de feu — sur l'origine desquels on continue de s'interroger — éclatent, et, rapidement, c'est la fusillade entre le service d'ordre et les manifestants. Il y aura 20 morts, dont 14 gendarmes, et 147 blessés.

Des barricades se sont dressées, un camp retranché s'organise. Il tiendra jusqu'au 1er février. Mais sa reddition ne marquera que la fin d'une première étape dans l'affrontement désormais ouvert entre le pouvoir et les partisans, civils et militaires, de l'Algérie française.

Durant toute cette année 1960, les décisions prises par De Gaulle — comme le limogeage, en mars, du général Challe, vainqueur brillant sur le terrain mais jugé trop « modéré » dans l'affaire des barricades — et ses déclarations — telles celles faites à Pierre Laffont, directeur de *L'Echo d'Oran* — ne feront que confirmer l'infléchissement de sa politique vers l'abandon de l'Algérie, et ce, la chose est de plus en plus claire, au seul profit du FLN. L'affaire Si Salah n'est qu'une illustration particulièrement tragique de cette orientation.

En matière d'insurrection, on ne fait pas toujours ce qu'on veut. En principe, c'était en décembre 1960 que devait avoir lieu le putsch du 22 avril 1961, mais ces choses-là se compliquent vite. Les militaires se tâtent, les civils jacassent et commencent à s'exclure les uns les autres des meilleurs complots, le colonel Untel attend le général Machin, dont on découvrira finalement qu'il n'attendait que la retraite, les politiciens se distribuent déjà, à tout hasard, les portefeuilles.

« On vient déjà de me proposer les Sceaux, déclarait en décembre 1960 un célèbre avocat parisien. *J'ai répondu : gardez-les vous-même ! »*

Bessif : il entendait être chef de gouvernement...

Un putsch n'est, nulle part au monde, une entreprise facile, mais il est plus difficile encore en France, où les politiciens sont généralement des bavards craintifs, plus avides de hochets que de sacrifices, et où — si l'on excepte le cas de la famille Bonaparte, qui a soigneusement veillé à n'avoir pas de successeurs en ce domaine — l'Armée n'a aucune tradition insurrectionnelle, et est sans doute l'une des moins portées au *« pronunciamento »*.



Sous la pluie d'hiver, les Algérois « vont aux barricades ».




U PETIT DUC
NAGER LÉVITAN
FACILITÉS DE PAIEMENT

L'ÉCHO D'ALGER
Dimanche-Matin
TAM
0,25 NF

TAOUREL
MEUBLE ET DÉCORE
DANS TOUS LES STYLES
DEVIS GRATUITS, SANS ENGAGEMENT

…epuis hier à l'aube, sans qu'un seul coup de feu n'ait été tiré

…armée assume tous les pouvoirs en Algérie

…proclamation …général Challe

Signé : Le général d'armée aérienne
Maurice CHALLE,
Commandant en chef des forces
en Algérie et au Sahara.

Arrivés à Alger, les généraux CHALLE, ZELLER et JOUHAUD sont à sa tête, en liaison avec le général SALAN

pour tenir le serment du "13 MAI" : **GARDER L'ALGÉRIE**



ÉTAT DE SIÈGE sur tout le territoire où le calme règne

M. Morin, le général Gambiez et d'autres personnalités CIVILES et MILITAIRES mises en état d'arrestation

Les patriotes internés ont été libérés

Le général Bigot, cdt la 5e R.A. et de nombreuses unités des trois armes se rallient au général Challe

(LIRE NOS INFORMATIONS EN PAGES 2 ET 3)






On a, des milliers de fois déjà, raconté par le menu le putsch du 22 avril 1961, énuméré ses principaux acteurs, détaillé son déroulement et analysé les raisons de son échec. Nous nous bornerons, nous, à souligner que celles-ci sont inhérentes à la mentalité militaire « classique ». Ce sera essentiellement à la soif de respectabilité de deux des quatre généraux putschistes — Challe et Zeller — que sera dû l'échec de l'entreprise. Le refus d'associer les civils à l'entreprise, de définir des objectifs politiques précis, de fusiller les ministres gaullistes égarés, de brutaliser un peu les confrères étoilés, en un mot, de « créer l'irréparable », amènera en trois jours l'échec et la capitulation des généraux Challe et Zeller, hommes valeureux et techniciens brillants, mais prisonniers d'un snobisme militaro-bourgeois excluant d'avance toute action révolutionnaire.

J. B.

22 avril 1961 : c'est le « putsch des généraux ». Ceux-ci ne sauront pas garder le pouvoir.



Chapitre XIV

LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ D'ORLÉANS



Devant le Palais-Bourbon, les chars étaient bien là, mais c'étaient ceux de la gendarmerie, protégeant les députés du pouvoir.

Le samedi matin, les radios diffusèrent la nouvelle : les généraux avaient pris le pouvoir à Alger. On pouvait s'attendre à tout. Y compris au largage des « paras » sur Le Bourget. **Michel Debré**, en proie à la panique, appelait les Français à opposer en masse leurs poitrines à ces affreux.

Vers 20 h 30, j'achevais de dîner, quand le téléphone retentit :

— Allo ! Vous me reconnaissez ?

— Oui ! (J'avais tout de suite identifié le timbre légèrement chantant de **Pedro** (1).

— Est-ce qu'un reportage pris sur le vif vous intéresserait ?

— ... Euh ! .... Oui...

— Alors, rendez-vous à 23 heures, rue Ribera.

Mon interlocuteur m'indiqua le numéro de l'étage (que j'ai oublié) et raccrocha.

A la proposition de reportage, j'avais répondu **oui** presque machinalement. Connaissant Pedro, je me doutais bien qu'il ne s'agissait pas d'aller interviewer **Brigitte Bardot**. Pedro, je l'avais rencontré dans le cadre des activités de l'ANFANOMA (Association Nationale des Français d'Afrique du Nord, d'Outre-Mer et de leurs Amis) fondée en 1956-57, et dont le président était le colonel **Battesti**, très lié à **Michel Debré**.

En ce temps-là, l'ANFANOMA comptait dans ses rangs surtout des rapatriés du Maroc, de Tunisie, et des pays d'Afrique noire. Ses principaux dirigeants s'appelaient Mes **Le Coroller** (Maroc), **Guibert** (Tunisie), **Vaysse-Tempé**, le colonel **Raymond**, **Marcel Crozatier** (Maroc) , **Temporel** (Tunisie). Les Pieds-Noirs d'Algérie y étaient encore rares. Pedro en était. Le terme « Amis » avait été ajouté pour permettre à des métropolitains comme moi d'en faire partie. Je m'occupais, essentiellement, de l'hebdomadaire de cette association, *France-Horizon*.

A l'intérieur de l'ANFANOMA, il y eut, dès le début, des antagonismes assez perceptibles entre les fervents du gaullisme comme **Battesti**, et ceux qui l'étaient moins, voire pas du tout. Le discours de **de Gaulle** sur l'autodétermination ouvrit une crise. Une organisation secrète se créa dans la région parisienne sous la direction du général **Faure**. Elle comprenait environ 400 membres. J'en faisais partie.

En ce temps-là, j'occupais avec ma femme et mon fils un F3, rue du Printemps, au Pecq. Le téléphone raccroché, je me dis que j'avais répondu un peu vite à Pedro. Mais un journaliste peut-il répondre qu'un reportage ne l'intéresse pas ? J'étais entré depuis peu à *L'Auto-Journal* après une assez longue traversée du désert : trois ans de séjour derrière les barreaux après la Libération, dus aux magistrats qui avaient prêté serment à Pétain, et aux jurés du PCF (Parti Communiste des Fusilleurs). Puis le purgatoire de l'Indignité Nationale (2) qui m'interdisait d'avoir une carte de presse. Mes ressources principales venaient d'*Est et Ouest*, la célèbre revue anticommuniste (systématique) à laquelle j'avais travaillé, dès sa fondation en 1949 par **Georges Albertini**. Celui-ci vivait dans le luxe grâce à **Worms** et aux subsides du patronat français, mais montrait un penchant très accentué à payer ses collaborateurs avec des élastiques. Je me débrouillais, pour compléter de bric et de broc un maigre salaire. L'Indignité levée, *L'Auto-Journal* améliora sensiblement ma situation et surtout me donna la possibilité d'obtenir ma carte de presse.

Je me dis :

— Tu es un con ! Tu va foutre tout ça en l'air. Et tu vas te retrouver en taule. Ou pire !

Je balançai un quart d'heure. Mais une parole donnée, c'était une parole donnée. J'avertis ma femme. Elle ne débordait pas d'enthousiasme. Elle ne fit aucune objection. Je partis.

Rue Ribera, ils étaient là. Quatre ou cinq. J'ai totalement oublié leurs noms et même leurs visages. Je crois seulement me rappeler que, parmi eux, il y avait un Pied-Noir assez connu. Des armes traînaient partout, dans un grand appartement luxueusement meublé qui appartenait, me dit-on, à un colonel. J'en cueillis une, au hasard.

Pedro survint un peu avant minuit, en compagnie de **L.**, membre lui aussi de l'ANFANOMA. C'était un grand gaillard, costaud, qui avait été déporté pendant la guerre, mais qui nourrissait désormais une rancune féroce contre de Gaulle et ses partisans.

C'est simple : il me trouvait tiède. Nous nous saluâmes froidement.

Le départ intervint un quart d'heure plus tard. Quatre ou cinq voitures.

— Nous avons rendez-vous avec d'autres, près de Trappes, me dit Pedro.

Il m'expliqua le plan en cours : nous allions gagner le quartier des hussards d'Orléans. Là, une délégation, conduite par L., irait trouver le colonel **Moreau** qui commandait cette unité. L. remettrait au colonel la moitié de la carte de visite du général **Faure** qu'il comparerait avec l'autre moitié qu'il détenait, en lui disant que l'ordre était de foncer sur Paris. Aux portes de la ville, nous attendrions le retour de la délégation.

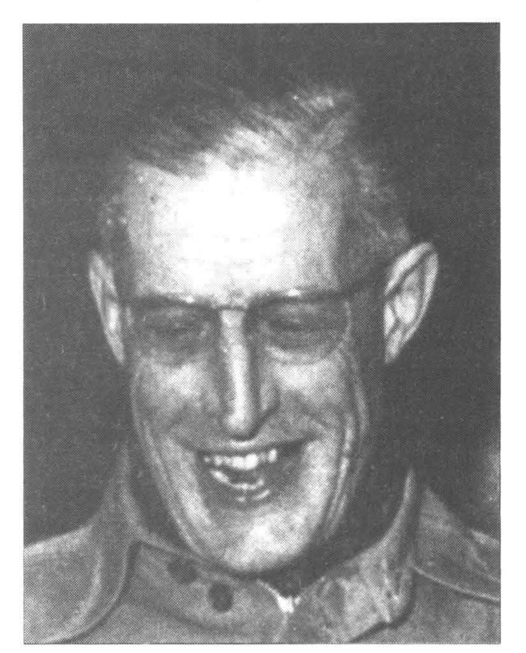
— Et après, dis-je, quel objectif ?

— Nous emparer de la télévision. Et de certains ministères (3).

A Trappes, d'autres véhicules étaient en effet au rendez-vous. En tout, une quarantaine. Je sus par la suite qu'il y avait là **Jean-Pierre Reveau**, que je ne connaissais pas encore, aujourd'hui membre du Bureau politique du Front National, et le commissaire **Dides**. Dans l'obscurité, je reconnus et je saluai l'unique député (du groupe des indépendants) présent, **Philippe Vayron**, que j'avais souvent vu au siège d'*Est et Ouest.*

Formés en convoi, nous prîmes la route d'Orléans.

Il y eut un seul incident de parcours. Notre convoi croisa une autre colonne de voitures, qui, elle, montait vers Paris. Des **CRS** ! On pouvait craindre l'affrontement, et, déjà, nous avions empoigné nos armes, revolvers ou mitraillettes. Notre alerte dura, au plus, entre trente ou quarante secondes. Déjà la colonne parallèle s'éloignait de nous.



Le général Faure : très repéré.

Il m'a toujours paru difficile de croire que les chefs de convoi aient pu s'imaginer, que vers une heure du matin, ils rencontraient 120 à 130 paisibles chasseurs, répartis en une quarantaine de véhicules, et s'apprêtant à tuer des perdreaux, au petit matin d'une guerre civile annoncée.

Nous arrivâmes sans encombres à l'entrée d'Orléans, et nos voitures furent garées dans un champ. L. constitua sa délégation, une demi-douzaine d'hommes, et prit le chemin du quartier des hussards. Je restai sur place avec Pedro. Et je ne tardai guère à m'endormir dans la voiture où j'avais pris place.

Je fus réveillé par une rumeur intense : exclamations, cris, éclats de voix. Cela ne me parut pas bon signe. Une épaisse buée couvrait les vitres. Du plat de la main, je dessinai un cercle, où le petit jour blème apparut. Je vis une ombre qui passait d'une extrémité du cercle à l'autre, en courant. Et une autre qui faisait de même, mais en sens inverse.

Je me dis que c'était foutu.

J'ouvris la portière de la voiture. Je sautai dehors. Des hommes, en effet, couraient en tout sens, formaient des petits groupes fiévreux, s'interpellaient...

— Qu'est-ce qui se passe ?

— La délégation n'est pas revenue, ils devaient être de retour une heure plus tard, au plus.

— Ils ont dû être arrêtés !

— C'est folie de rester là. On va tous se faire cueillir !

J'aperçus le député. Il gagnait sa voiture.

— C'est cuit, me dit-il. Partons. Je vous emmène.

J'avisai Pedro. Il était très pâle, la mitraillette accrochée au cou. Le désespoir se lisant sur son visage. Il était sans nouvelle de L..

Je me dis que tout était raté. Je rejoignis la voiture de Vayron.

Bien plus tard, je sus ce qui s'était passé. Le colonel Moreau avait bien reçu la délégation, et avait aussitôt réuni ses capitaines et ses commandants. Il avait soigneusement vérifié que le morceau de carte de visite que lui remettait L. s'ajustait bien à la moitié qu'il détenait.

Les capitaines et les commandants pressaient le colonel des hussards de marcher sur Paris. Mais celui-ci en jugeait autrement.

— C'est entendu, disait-il. J'ai l'ordre. Maintenant, j'attends la confirmation de l'ordre.

La discussion se prolongea. D'où le retard de L.. La confirmation ne vint jamais. Le général Faure, depuis longtemps repéré par les services de police, avait été arrêté dans la nuit.

En temps de guerre civile, toute heure perdue pèse très lourd. Après cela, je jugeai que les militaires français étaient peu doués pour la mener. Ils auraient dû prendre des leçons auprès des bolcheviks.

Vayron me déposa près du pont du Pecq. Il était huit heures trente du matin. Je rentrai tranquillement chez moi. Personne dans l'immeuble ne soupçonna que j'avais quitté mon domicile dans la nuit pour cette escapade.

Personne, à commencer par le commissaire **Delarue**, auteur d'une médiocre *Histoire de la Gestapo*, encensée par les brosses à reluire du régime, et qui joua un rôle important dans la répression menée contre les partisans de l'Algérie française. Rue du Printemps, nous habitions au même étage.

Quelque temps plus tard, je fis l'objet d'une perquisition. Infructueuse.

Le lundi matin, je me retrouvai à mon bureau à *L'Auto-Journal.* Je ne crois pas avoir travaillé ce jour-là avec beaucoup de conviction. Je me disais que les heures qui passaient vouaient le putsch à l'échec. J'avais bien la matière d'un reportage pris sur le vif, mais il ne convenait guère au bi-mensuel lancé par **Robert Hersant** et **Jean-Marie Balestre**, et qui fut, pour l'un comme pour l'autre, le tremplin de leur fulgurante ascension.

Et j'imaginais la tête de **Guerithault,** le rédacteur en chef de *L'Auto Journal*, si j'étais venu lui proposer ce sujet.

Ce reportage rentré, c'est seulement aujourd'hui, trente années après les faits, que je le donne au *Crapouillot.* Par la suite, je repris contact, par l'intermédiaire de Pedro, avec l'OAS-metro clandestin. Mais ceci est une autre histoire.

Roland GAUCHER

(1) Pseudonyme

(2) Peine rétroactive. Mais c'est comme pour le pinard. Pour nos médias, il y la bonne et la mauvaise rétro.

(3) Je l'appris plus tard, Pedro avait aussi en tête de foncer sur l'Elysée, avec une colonne spéciale.

Chapitre XV

L'HEURE DES CLANDESTINS



En ce printemps 1992, trente ans après, l'histoire de l'OAS reste impossible à écrire, et elle demeure même difficile à esquisser. D'autant plus difficile qu'il n'y eut pas, en fait, une Organisation Armée Secrète, unique, monolithique et parfaitement structurée, mais de multiples OAS à la fois séparées et enchevêtrées, dont certaines furent actives et d'autres ne dépassèrent pas le stade de l'intention ou même du rêve.

Il en fut ainsi, en son temps, de la Résistance, mais la Résistance ayant gagné, elle a eu tout le loisir de se forger une histoire officielle et de la faire homologuer comme telle, luxe qui est habituellement refusé aux vaincus.

Conscients, plus que beaucoup d'autres, de l'impossibilité d'explorer complètement — et donc sérieusement — la nébuleuse créée autour des structures clandestines mises en place par le général Salan et ses délégués en

Algérie et en métropole, préférant la rigueur à l'à-peu-près et l'honnêteté à la mythomanie, nous nous sommes volontairement limités à un très succinct résumé des faits et à la présentation de certains témoignages qui paraîtront un peu « légers » peut-être, mais sont capables de traduire un état d'esprit et de faire revivre le climat d'une période.

C'est dès avant le putsch que naquit l'Organisation Armée Secrète. L'idée de l'OAS, organisation clandestine devant constituer le dernier recours pour le maintien de l'Algérie française, était née dans le cerveau fécond de Pierre Lagaillarde, l'ancien député-para de Blida, qui avait « peaufiné » le projet avec Jean-Jacques Susini, tous deux se trouvant alors exilés en Espagne.

Toutefois, c'est après l'échec du putsch que l'OAS commença à prendre forme et vie. Avec des militaires et des civils.

Les militaires sont avant tout les généraux Salan, Jouhaud — tous deux entrés dans la clandestinité après la reddition de Challe et de Zeller — et Gardy, ancien inspecteur général de la Légion étrangère, les colonels Argoud, Broizat, Godard, Gardes, Lacheroy, le capitaine Sergent et le lieutenant Degueldre, tous deux du 1er Régiment Etranger de Parachutistes, le fer de lance du putsch. Les principaux civils sont Susini et le Dr Jean-Claude Perez.

Dès le mois de mai, un Comité supérieur de l'OAS, présidé par le général Salan, se constitue dans la Mitidja, tandis qu'à Alger et à Oran, les tracts commencent à fleurir et les pains de plastic à exploser.

L'OAS-Metro avait ses organes d' information.



FRANCE PRESSE-ACTION

Agence Centrale d'Information et de Propagande du Conseil National de la Résistance

C. N. R.
Comité Exécutif
Délégation en Métropole
O.A.S. / MÉTRO
A. P. P.

22 Octobre 1962

Monsieur le Conseiller d'Etat,

Nous tenons à vous remercier chaleureusement de votre magnifique actiom pour maintenir le droit et la justice. En sauvant CANAL, vous avez sauvé de nombreux camarades injustement et indignement emprisonnés par ce régime de dictature pourri. Nous n'oublierons pas, le jour venu, votre attitude courageuse et votre désintéressement.

A compter de ce jour, 22 Octobre, nous considérons que le Conseil d'Etat fait partie du CNR/OAS; ses membres en sont membres de droit; nous lui demandons de poursuivre, comme par le passé, son action pour le plus grand bien de la Patrie.

Nous nous permettrons de prendre d'ici quelques jours une liaison directe avec chacun d'entre vous. Vous en serez prévenu en temps utile.

O.A.S./MÉTRO

Les « nuits bleues »

Alors que, le 20 mai, s'ouvre la conférence d'Evian entre le gouvernement gaulliste et le FLN en vue de la liquidation de l'Algérie, l'OAS s'organise également en métropole, avec des personnalités telles que le général Vanuxem et le colonel de Blignières, qui seront tous deux arrêtés en septembre. Le capitaine Sergent a été nommé par Salan à la tête de l'OAS-Métropole, et la restructure entièrement avec, bientôt, le concours d'officiers comme le lieutenant Godot et le capitaine Curutchet et aussi de civils, dont un certain nombre d'écrivains et de journalistes.

Tandis que le plastic commence à exploser aussi en France métropolitaine, les « nuits bleues », les émissions pirates et les exécutions de policiers, officiels ou officieux — notamment les fameuses « barbouzes », hommes de main recrutés par des officines gaullistes — se succèdent.

Le 8 septembre, un attentat à l'explosif a lieu à Pont-sur-Seine, contre la voiture du général De Gaulle, qui en sortira indemne.

La gauche parisienne se mobilise contre l'OAS, qualifiée de « fasciste », mais la répression par la police de sa manifestation de masse du 8 février 1962 fera huit morts au métro Charonne.

En Algérie, l'OAS, qui a derrière elle l'énorme majorité de la population européenne, tient pratiquement les villes jusqu'au moment où, en mars, l'armée française et le FLN, auquel le pouvoir gaulliste a maintenant reconnu droit de cité, se liguent contre elle.

Le quartier populaire européen de Bab el Oued est assiégé et, le 26 mars, rue d'Isly, les forces gaullistes n'hésitent pas à ouvrir un feu roulant contre une foule de pieds-noirs désarmés, tuant 49 personnes et en blessant 121.

La veille, le général Jouhaud est arrêté. Le 7 avril, ce sera le tour du lieutenant Degueldre, chef des commandos Delta, et le 20 avril, celui du général Salan. Jouhaud sera condamné à mort puis gracié, Salan sera condamné à la réclusion perpétuelle après une superbe plaidoirie de Me Tixier-Vignancour, Degueldre sera condamné à mort et exécuté le 6 juillet.

Après l'opération « terre brûlée » de juin, puis la tentative d'accord OAS-FLN, l'Algérie se vide de ses combattants européens. En métropole, l'OAS s'efforce de poursuivre la lutte, malgré les arrestations qui la frappent et les réseaux qui s'effondrent. Ses derniers carrés, en fait, tiendront jusqu'à l'amnistie de 1968.

En 1962, De Gaulle a essuyé un nouvel attentat, organisé au Petit-Clamart par le colonel Bastien-Thiry, qui paiera son audace de sa vie, quatrième fusillé de l'OAS, après Roger Degueldre, Albert Dovecar et Claude Piegts.

UN BON DÉGUISEMENT

Après mon évasion de la Santé, le 31 janvier 1962, je me suis retrouvé à Paris, clandestin, avec ma photo dans tous les commissariats de quartier.
Loin de me sentir dans la capitale et dans l'Hexagone comme un poisson dans l'eau, selon expression de **Mao-Tsé-Toung**, j'ai dû m'y considérer en pays ennemi, c'est-à-dire m'emmitoufler dans le brouillard le plus épais, couper avec le plus possible de gens et éviter la moindre indiscrétion.

Si ma première préoccupation a été de chercher un réseau de « planques » sûres, la seconde consista à posséder et à réunir, à tous moments, le matériel nécessaire et les habillements requis pour me grimer, modifier mon aspect et mon comportement, changer de personnalité, autrement dit me déguiser.

Parmi mes déguisements réalisables, celui que j'affectionnais particulièrement était de me travestir en jeune curé romain avec la soutane noire, le chapeau noir à bords relevés, les chaussures noires à boucle et le missel, toutes choses qu'avaient bien voulu me prêter un ecclésiastique ami.

Lors d'un de mes déplacements, vêtu en curé romain, avec mon missel et une serviette noire contenant ma mitraillette « Monopole » à silencieux, je prends le métro à Sèvres-Lecourbe, direction Etoile. Je monte en première et, comme à l'habitude, pour mieux garder mon anonymat et dissimuler ma physionomie, je m'installe au fond du wagon sur la banquette dans le sens contraire de la marche. En face de moi était assise une femme ravissante, très « chic », mais paraissant bien attristée, voire angoissée.

Tout en étant plongé dans mon missel avec beaucoup de piété, je m'autorise plusieurs fois à lever mon chaste regard et à regarder avec onction la jeune personne apparemment si tracassée. A la troisième fois, je relève la tête et plonge avec une sainte franchise mes yeux dans les siens.

— Ma chère fille, ne m'en voulez pas de vous aborder de la sorte, mais j'ai l'impression que vous avez un problème, que vous souffrez moralement ; si je peux faire quelque chose pour vous avec l'aide du Seigneur, notre Dieu, je me tiens à votre entière disposition.

— Oh ! mon père, merci ! C'est sans aucun doute la Providence qui vous a mis sur ma route, moi qui me sens si esseulée !

— Ma chère fille, n'hésitez pas et racontez-moi...

— Je désirerais me confesser à vous, mon père.

— C'est entendu, ma chère fille, mais où ? A l'église la plus proche ou chez moi ?

— Je préfèrerais chez vous, mon père...

Et juste à ce moment le métro arrive à « Trocadéro ».

— Descendons là, ma chère fille, voulez-vous ?

— Oh oui !

Mais en me levant et en me dirigeant vers la portière, j'aperçois au bout du quai un lot de « hambourgeois » en train de contrôler les voyageurs.

Sans plus demander mon reste et avant qu'ils puissent me voir, j'abandonne *subito* ma jolie compagne et je prends mes jambes à mon cou en relevant ma soutane.

J'ai regretté beaucoup ce contretemps et me suis toujours demandé quelle avait pu être la réaction de la dame.

Alain de LA TOCNAYE

UN EXPERT CULOTTÉ

Si l'histoire du combat pour le maintien dans le territoire national des départements français d'Algérie a comporté des épisodes dramatiques, tragiques, cruels, elle a aussi connu des aventures plus légères, voire amusantes du fait de leur caractère imprévu.

On sait qu'au cours des années 1960 à 1968 la chasse aux activistes, notamment de 1961 à 1963, a été féroce, sans pitié. Certains des nôtres y ont laissé leur vie, y ont été abattus sans sommation, d'autres ont dû faire de longues années de prison destinées à leur apprendre que le patriotisme consistait désormais à livrer le territoire national à l'ennemi.

Un de mes amis très proches a pourtant vécu, à cette époque, une aventure assez amusante.

Il était expert près une Cour d'appel et était fréquemment commis par les magistrats dans le cadre d'affaires pénales.

Condamné à cinq ans de prison par contumace, après une évasion spectaculaire d'un camp de concentration gaulliste, il rencontra un jour, par hasard, dans la rue, un auxiliaire de justice ayant des sympathies Algérie Française. L'intéressé lui demanda où en était la rédaction de ses rapports et quand il avait l'intention d'en effectuer le dépôt dans le cabinet du magistrat instructeur. Mon ami, interloqué, expliqua sa situation et l'empêchement qu'il pensait être le sien de se présenter au Palais, au risque d'être pris et jeté en prison.

La réponse le sidéra lorsqu'il appris qu'aucune information n'avait été donnée au magistrat et que celui-ci attendait le dépôt des rapports pour poursuivre son instruction.

Fort de cette révélation, mon ami se présenta alors au palais de Justice à plusieurs reprises (sept ou huit) pour déposer ses rapports (il y en avait une trentaine), signer les ordonnances de dépôt et percevoir ses honoraires.

C'était l'époque où le palais de Justice était surveillé de près par la police. Ceux qui entraient étaient fouillés. La crainte des plasticages rendait les policiers attentifs et sourcilleux. Il est vrai que cherchant des bombes, des armes ou du plastic, les rapports d'experts ne présentaient pour eux aucun intérêt.

Il est facile d'imaginer que, lors de chacune de ses visites, l'expert en cause se demandait s'il allait pouvoir ressortir libre du Palais. Néanmoins, il fallait y aller pour ne pas entraver la marche de la justice d'une part, et pour pouvoir subsister, d'autre part. Il y alla, tous ses rapports déposa, ses honoraires toucha et c'est ainsi, qu'à la barbe des argousins, pour le mieux, tout se passa.

L'épilogue de cette affaire intervint quelques années plus tard lorsque mon ami se constitua prisonnier, fut jugé et acquitté par le tribunal d'exception sévissant à cette époque.

Pierre DESCAVES

UN COLIS AGITÉ

Les conversations téléphoniques « à mots couverts » — ou présumés tels — par crainte des tables d'écoute peuvent être redoutables quand on a affaire à des intellectuels un peu distraits.

Le lieutenant M., déserteur d'un très glorieux régiment et fraîchement passé dans la clandestinité, était d'un naturel quelque peu fougueux, mais il avait intérêt à ne pas trop circuler pendant quelque temps.

Il fut donc « mis au vert » chez un brillant universitaire, le professeur B., qui ne demandait qu'à servir la cause. Malheureusement, un imbécile jugea bon d'appeler au téléphone le distingué professeur pour prendre « discrètement » des nouvelles :

— Est-ce que le colis est bien arrivé ? demanda-t-il finement.

— Oui, répondit B.

— Et tout va bien ?

— Ah non ! s'exclama B. avec une belle spontanéité. J'ai beau lui donner des romans policiers, il veut sortir...

■

A L'ESTOMAC

En mai 1961, je m'appelais encore Claude Rouvière, je n'étais pas encore recherché... ou pensais ne pas l'être !

Un ami devait me procurer un local à louer grâce au concierge de l'immeuble où il avait ses bureaux. Il me présente à lui — sous mon vrai nom, bien sûr —, et me laisse avec celui-ci, dans sa cage vitrée, sous le prétexte d'avoir des « coups de fil à donner ». J'expose donc mes besoins à cet employé, quand le bruit d'une voiture, freinant brutalement sur ses quatre roues, juste devant la porte, nous fait lever la tête : quatre hommes en gabardine passent en trombe vers les étages, mais le dernier — le chef — m'aperçoit derrière la vitre, revient sur ses pas, ouvre la porte vitrée, m'exhibe sa carte de police et me demande, sans ambages :

— M. Rouvière ?

J'ai un air très étonné, semble ne pas saisir le nom.

— Non, comment dites-vous ?

Et je mets la main à ma poche comme pour lui présenter ma « véritable » pièce d'identité. Devant cette assurance, il me répond, confus :

— Non, pardon, excusez-moi.

Et s'en va... devant le concierge éberlué... car je lui avais dit mon nom quelques minutes avant. Je sors posément de l'immeuble et m'enfonce dans la première bouche de métro : à l'époque, je n'avais comme pièce d'identité que celle au nom de Rouvière !

Il m'attend toujours.

Claude ROUVIERE

OAS

SURPRISE, SURPRISE...

Algérie, juin 1962. Le capitaine Souètre, alors adjoint militaire du général Gardy, responsable de l'OAS en Oranie, a reçu pour mission d'établir les liaisons entre les unités stationnées dans le Sud-Oranais et dont l'engagement est prévu au profit de la réalisation d'une enclave territoriale adossée à la base aéromaritime de Mers-el-Kébir et regroupant les Européens et les Musulmans pro-français. Il raconte :

Au cours d'une liaison sur Sidi-bel-Abbès, où je devais rencontrer les officiers du 1er REI et les éléments OAS du secteur placés sous l'autorité du capitaine **Guy Vincent**, alias « Roger », officier SAS, le problème se posa de mon hébergement pour 48 heures dans les conditions optimales de discrétion et de sécurité.

J'étais à cette occasion accompagné de mon épouse, les déplacements en couple offrant plus de facilité lors des contrôles routiers mis en place par les militaires.

Le capitaine Vincent proposa de nous loger dans l'appartement d'un pied-noir qui avait, en dépit des consignes de l'OAS, rejoint la métropole. Aussitôt dit, aussitôt fait, et, le soir venu, l'épouse du capitaine Vincent nous ayant rejoints, nous organisons une petite réunion « de famille » pour nous relaxer des tensions de la journée et profitons largement du confort que nous offre un spacieux appartement dont le propriétaire n'a pas, dans sa précipitation à quitter les lieux, épuisé les ressources d'une cave très convenable et d'un frigo bien garni, auxquels nous faisons honneur en toute simplicité.

Alors que tout se passe normalement, notre attention est soudain attirée par le bruit d'une clé s'acharnant sur la serrure de la porte d'entrée.

Nous voilà transformés en blocs de glace, retenant notre souffle. Nous supputons intérieurement ce qu'il risque de se produire. S'agit-il d'un voisin inquiet du bruit que nous occasionnons et qui vient se rendre compte ? Serait-ce un contrôle des gardes mobiles ? Chacun, en quelques secondes que dure le suspense, échafaude les pires éventualités.

Enfin, la porte donnant sur la salle à manger s'ouvre lentement ; nos yeux convergent sur l'« inconnu », qui se matérialise sous la forme d'un petit monsieur, bien mis, une mallette à la main, qui, figé sur le seuil, nous considère d'un œil stupéfait, bouche bée...

Le temps semble suspendu quelques secondes, puis son mécanisme se remet en route. Guy Vincent reprenant le premier l'initiative, se lève, va au-devant de l'importun auquel il demande, un zeste d'agacement dans la voix, ce qui l'amène en ces lieux.

Le petit homme, roulant des yeux effarés qui vont de la table mise à chacun d'entre nous, balbutie des mots incompréhensibles, mêlés de borborygmes, d'où il ressort, après un grand effort de compréhension, que nous sommes en présence de l'occupant légal de l'appartement qui, revenant d'un court séjour à Alger, rentre naturellement chez lui !

Bien entendu, le pauvre homme était prêt à nous abandonner le terrain, mais il n'était pas dans nos intentions de demeurer dans une cache éventée et d'exposer notre homme aux risques qu'aurait entraîné sa complicité même passive.

Nous prîmes rapidement congé de notre hôte involontaire, lui abandonnant la vaisselle, et gagnâmes discrètement la propriété de notre ami **Gérard Perrin** dont la vaste demeure servait de point de ralliement aux clandestins en « vadrouille ».

Jean-René SOUETRE

ANONYMAT OBLIGE

Le lieutenant A. fut incontestablement « un cas » parmi les clandestins de l'OAS. Coupé de tous les réseaux à la suite d'une vague d'arrestations, il décida de continuer seul et tint ainsi jusqu'à l'amnistie de 1968. En se débrouilllant par ses propres moyens.

Allant de planque occasionnelle en planque hypothétique, il survivait grâce à des « petits boulots » plus que modestes : ceux où les employeurs ne posent pas de questions. Garçon livreur un jour, manutentionnaire le lendemain, il devait quitter brusquement son travail dès qu'un patron trop généreux proposait de « régulariser » sa situation. C'était le monde du travail... à l'envers.

Le sommet, à cet égard, fut atteint lorsque l'officier déserteur trouva un emploi de veilleur de nuit dans une société de matériel scientifique. Un matin, alors qu'il terminait son service, un ingénieur de la maison, arrivé plus tôt qu'à l'habitude, engagea la conversation avec lui.

Il se trouve que, non content d'être un officier parachutiste particulièrement valeureux, le lieutenant était un brillant mathématicien. Et que, dans la conversation avec l'ingénieur, il se laissa un peu aller. Tant et si bien qu'au bout d'un moment, son interlocuteur s'exclama :

— Mais vous ne pouvez pas rester veilleur de nuit alors que vous êtes plus calé que moi ! Dès aujourd'hui, je parle de vous au président...

Le lieutenant A. n'avait plus qu'à refaire son baluchon.

■



Chapitre XVI

Ces tueurs qui « n'existaient pas»...

LES BARBOUZES



Un commando OAS en action dans les rues d'Alger. En face, les « barbouzes »...

Le spadassin n'est pas une invention du siècle et, de tout temps, il s'est trouvé des demi-soldes pour exécuter de sombres besognes. Mais, voulue, conçue, organisée par des cerveaux corrompus acharnés à chasser les Européens d'Algérie, vifs ou morts, l'engeance barbouze est un phénomène typiquement gaulliste.

Il avait existé des barbouzes avant la récupération du mot et de la chose par le syndicat **Debré**, **Frey** & Compagnons. Dès sa naissance, l'OAS avait été infiltrée par les dénommés **Barthélémy Rossello** et **André Palaccio**, qui avaient eu le temps de faire des dégâts avant d'être démasqués et abattus. Mais, en la matière, la palme revient sans contredit à **Pasani**, un ancien trafiquant d'armes pour le compte du FLN passé au service des brigades anti-OAS en qualité de tueur.

A quelle date peut-on situer le début de l'engeance barbouze ? Les avis diffèrent. Inexplicablement, d'aucuns se donnent le beau rôle ; ainsi de **Lucien Bitterlin**.

En mai 1960, cet homme de radio crée l'antenne algéroise du MPC (Mouvement pour la Communauté), qui colle sur les murs d'Alger neuf mille affiches favorables à **de Gaulle** et à l'autodétermination. **Yves Le Tac** prend la présidence de la Fédération algérienne. C'est un industriel en chauffage central, président de l'Association des anciens déportés de la Résistance.

Un réseau d'inconditionnels

Animé de Paris par **Jacques Dauer**, président, et **Raymond Schmitlein**, vice-président, le MPC vise des objectifs politiques : il se veut « le noyau dynamique de la future coopération entre les deux pays ». Sous l'impulsion de Lucien Bitterlin, le MPC va devenir un noyau dynamite.

Car, au fil des mois, Lucien va se faire des amis parmi les gaullistes inconditionnels. La campagne pour le référendum du 8 janvier 1961 est l'occasion de nouer des alliances avec **René Gentgen**, colonel en retraite, **Henri Jeunet**, conseiller général d'Alger, gaulliste socialiste, tous deux représentant l'UNR, et **Claude Raybois**, secrétaire général de l'Association nationale pour le soutien à l'action du général de Gaulle, « un personnage jovial, solide, aux yeux clairs et à l'accent parisien prononcé ».

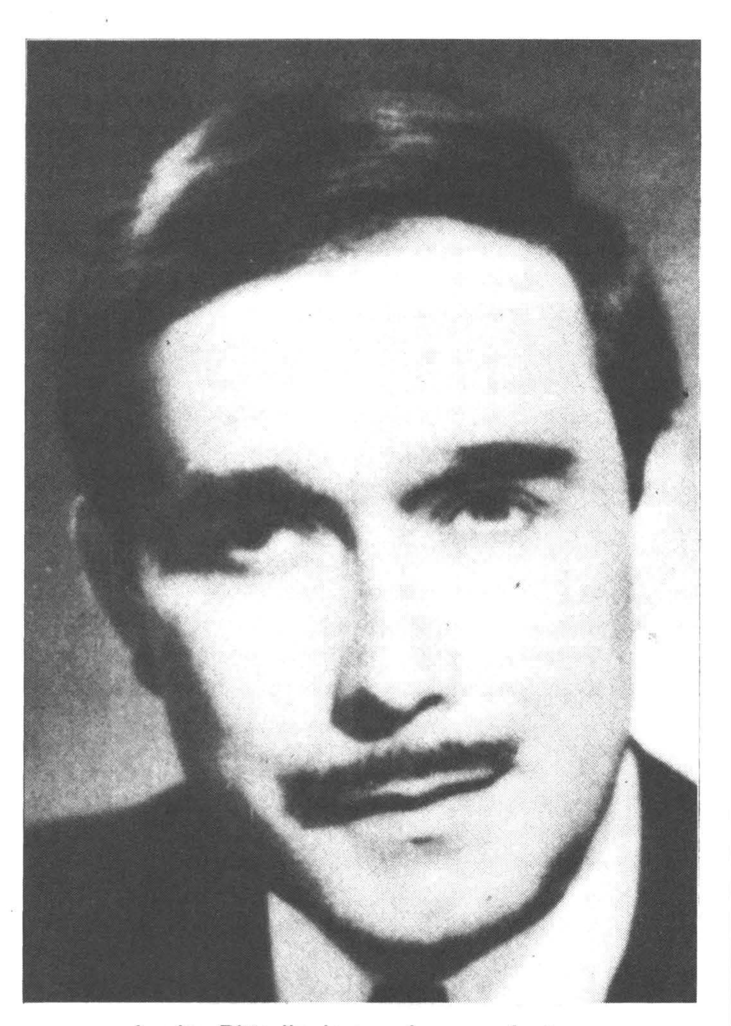
Au siège de l'association, 26 rue Carnot, face au port, Bitterlin fait la connaissance d'**André Goulay**. Etabli à

L'Arba comme blanchisseur avec femme et enfants, recousu de cicatrices, cet ancien des « commandos noirs » et de Corée a assuré avec le futur ambassadeur **Ponchardier** le service d'ordre du RPF. C'est un homme sans nuances : « Le Oui a gagné le 8 janvier ; on n'a qu'à faire comprendre à tous ces Pieds-Noirs que l'autodétermination est la seule solution. »

Oui, mais « tous ces Pieds-Noirs » ne sont pas d'accord. Dissous après les troubles de décembre 1960, le Front de l'Algérie française (FAF) continue de distribuer des tracts. Les éléments activistes européens se regroupent dans l'OAS. Eminent specimen de libéral favorable à la politique algérienne du général, Me **Popie** est assassiné à Alger.

Le rendez-vous de Rocher-Noir

Avant et après le putsch d'avril 1961, réunions et accords vont bon train dans les milieux gaullistes. Lucien Bitterlin se remue beaucoup, à Paris comme à Alger. Il retrouve souvent André Goulay et, parfois, l'un de ses amis, **Guy Gits** ; un fonctionnaire de la Société agricole de Prévoyance d'Orléansville, reconnaissable entre dix mille (grand gabarit et cheveux flamboyants), ce qui lui sera fatal. Les deux hommes, partisans de l'action, cherchent « des moyens pour s'imposer et des armes pour se défendre » contre les « commandos Delta » (D comme **Degueldre** de l'OAS). Ils prêchent un convaincu. Tous trois, par **Louis Joxe**, obtiennent un rendez-vous avec **Jean Morin**, délégué général en Algérie. Jean Morin est installé à Rocher-Noir (aujourd'hui Bou-Merdes), siège de l'administration ; Alger est en effet considéré comme « peu sûr ».



Lucien Bitterlin, le premier organisateur des « parallèles » gaullistes.

Rocher-Noir ne l'est guère davantage. Morin sent sa police commencer à lui échapper, noyautée par l'OAS. Il écoute ses interlocuteurs et donne son accord « pour un essai d'un mois dans les départements d'Alger et d'Orléansville ». André Goulay a la responsabilité d'un service Action à créer de toute pièce ; Guy Gits est son *alter ego* dans l'Orléansvillois. Lucien Bitterlin se charge de diverses tâches, dont la logistique. L'engeance barbouze a trouvé ses parrains avant d'être baptisée.

La Mission C

Il urge, pour contrer l'OAS, de lancer une grande campagne d'affichage. Bitterlin loue une villa-PC à El-Biar, négocie un parc automobile et commence à recruter. Un boucher nommé **Robert Lavier** se présente avec sa 2 CV utilitaire ; suivent un gardien de la paix, un administrateur civil et plusieurs représentants de commerce. Neuf mille affiches imprimées en France par les soins de Jacques Dauer arrivent à El-Biar. Deux thèmes : « Paix en Algérie par l'autodétermination » et « Ni la valise ni le cercueil, mais la coopération ». Le MPC est devenu « Mouvement pour la Coopération ».

Quelques jours avant le 13 novembre, date fixée pour la grande opération affichage, Lucien Bitterlin et André Goulay prennent l'avion pour Paris ; il y ont un rendez-vous important, dans le cabinet de Me **Lemarchand**, situé au quatrième étage d'un immeuble de la rue François-Miron, dans le Marais. L'avocat Pierre Lemarchand est un ancien, lui aussi, des « commandos noirs » d'Algérie, où « s'illustra » **Jean-Jacques Servan-Schreiber**, du service d'ordre RPF et des Volontaires de l'Union française de Me **Biaggi**. Bitterlin et Goulay font la connaissance de deux barons du gaullisme de choc : Roger Frey, ministre de l'Intérieur et son chargé de mission **Alexandre Sanguinetti**.

Militant d'extrême droite dans sa jeunesse, ancien des commandos d'Afrique, grièvement blessé lors des combats de l'île d'Elbe, Sanguinetti a été un partisan tonitruant de l'Algérie française. Comme Debré, il s'est renié pour des raisons d'opportunité très personnelles. Le cerveau du plan anti-OAS, c'est lui.

Ce plan — Mission C — très offensif, est à double fond. Il comporte dans sa partie officielle l'envoi de deux cents fonctionnaires de police aux ordres de **Michel Hacq**, directeur de la Police judiciaire à la Sûreté nationale ; commissaires et inspecteurs sont des volontaires sollicités, stimulés par la promesse de promotions et de primes.

Carte blanche aux barbouzes

Volet numéro 2 de ce plan : la formation rapide et l'envoi, notamment à Alger, d'une police très spéciale, sous la responsabilité de Me Pierre Lemarchand et de Dominique Ponchardier, ancien des services spéciaux et auteur à succès de romans d'espionnage. Son personnage principal : le Gorille.

Nommé le 26 novembre 1961 à la tête de l'ensemble de la Mission C, Michel Hacq s'envole pour Alger. A ses côtés : Jacques Dauer et l'ancien champion de tennis **Robert Abdesselam**, devenu député.

A un rang devant eux, **Lucien Bodard**, l'as des reporters, capte le maximum de bribes de la conversation des trois



Bitterlin avec son « état-major ».

hommes. Ce n'est pas tout à fait un hasard si Bodard est dans l'avion. Un rédacteur en chef de *France-Soir* a eu vent de « Mission C » et a demandé au journaliste de reporter un congé en Corse pour aller aux renseignements.

Les trois hommes parlent naturellement de la nouvelle stratégie à adopter contre les gens de l'OAS : la guerre secrète à outrance ; pour décapiter l'organisation, il faut capturer le général **Salan**, les colonels **Gardes** et **Godard**, le lieutenant Degueldre et **Jean-Jacques Susini** ; et, dans un premier temps, recueillir le maximum d'informations sur eux.

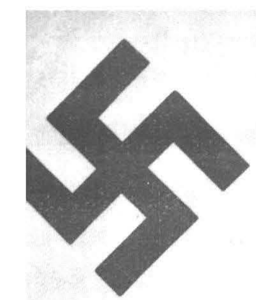
Le soir même, dans sa chambre de l'Aletti, Lucien Bodard tape à la machine le « papier » nourri et construit dans l'avion, où apparaît le mot « barbouze », emprunté à l'écrivain Ponchardier. En voici quelques passages :

« La force de choc sera indépendante ; les nouvelles formations anti-OAS ne feront partie d'aucune hiérarchie classique. Ce seront des organismes autonomes, sans sujétion à l'égard des autorités normales, agissant par leurs propres moyens et ne dépendant que des instances les plus hautes. Ils agissent largement en dehors de l'armée et de la police. »

Emporté par son lyrisme bien connu, Bodard écrit aussi : *« Cette force sera surtout composée de "nouveaux". Tous les as de l'espionnage, du contre-espionnage, de la guerre subversive disponibles en France vont être envoyés en Algérie. Ce sont des gens sûrs, aux origines les plus diverses... »*

« Aux origines les plus diverses » est tout à fait exact. Mais le reste du paragraphe l'est moins. Les barbouzes ne viennent pas de la « Piscine » du boulevard Mortier ; ils ne feront pas un métier de seigneurs. Comme dira Me **Tixier-Vignancour** au procès du général Salan : *« On a fait l'amalgame entre la police régulière et une police irrégulière et supplétive, composée de bandits, de tortionnaires et de condamnés de droit commun. »* Et, comme a écrit **Constantin Melnik**, alors chargé de la coordination des services spéciaux à Matignon, dans ses souvenirs : *«... Ces demi-soldes du gaullisme... laissant dans leur sillage tout ce que j'apprenais sur leurs éventuelles condamnations pour rixes, coups et blessures, voire proxénétisme... »*

Ce qui n'empêchera nullement Constantin Melnik d'assurer la transmission des ordres et des comptes rendus entre le Premier ministre Michel Debré et Michal Hacq ; autres agents de liaison : Alexandre Sanguinetti (Intérieur : M. Frey), le colonel **Laurent** (2e Bureau), M. **de Rochefort** (le Rocher-Noir). Michel Hacq dirigera la Mission C de Paris ; quand il viendra à Alger, pour inspecter ses fonctionnaires casernés à l'Ecole de Police d'Hussein-Dey, sous la protection des gendarmes mobiles, ce sera sous un faux nom : « Professeur **Hermelin** ». Policiers et barbouzes bénéficient



VOICI LES TUEURS
O.A.S



ET LEURS CHEFS (2[e] série)

JORGE — LEGIONNAIRE
KLEIN — LEGIONNAIRE
FERRANDI — COLONEL
GODOT — COMMANDANT
LE PIVAIN — CAPITAINE
SAINT-REMY — COLONEL
SERGENT — CAPITAINE
GARDY — COMMANDANT
KEIFER — LEGIONNAIRE
SCHOOF — LEGIONNAIRE

BOTTCHER — LEGIONNAIRE
MEYER — LEGIONNAIRE
BERGER — LEGIONNAIRE
ECKER — LEGIONNAIRE
RITTER — LEGIONNAIRE
STRYCEK — LEGIONNAIRE
GUERRA — LEGIONNAIRE
NEEF — LEGIONNAIRE
DICUGLIEMO — LEGIONNAIRE
ARMENSI — LEGIONNAIRE

MEINEL — LEGIONNAIRE
HOFFMAN — LEGIONNAIRE
FAUST — LEGIONNAIRE
SCHMIDT — LEGIONNAIRE
SCHEDEREIT — LEGIONNAIRE
SCHRODER — LEGIONNAIRE
MATHYS — LEGIONNAIRE
HOFMANN — LEGIONNAIRE
DI-FRANCZECO — LEGIONNAIRE
DE-ROSA — LEGIONNAIRE

DEL DOTTO — LEGIONNAIRE
DAHMS — LEGIONNAIRE
BOTTKE — LEGIONNAIRE
BERNDT — LEGIONNAIRE
CAPPABIANCA — LEGIONNAIRE
COSTA-COLOMBA — LEGIONNAIRE
COLLADOS-PEREZ — LEGIONNAIRE
EAYT — LEGIONNAIRE
BRACKS — LEGIONNAIRE
D'ARAGONA — LEGIONNAIRE

BERICIC — LEGIONNAIRE
FUSI — LEGIONNAIRE
BAUWIN — LEGIONNAIRE
BENKE — LEGIONNAIRE
BAHR — LEGIONNAIRE
BARTL — LEGIONNAIRE
ARNOLD — LEGIONNAIRE
BENTLAGE — LEGIONNAIRE
APPRILE — LEGIONNAIRE
BECHTOLD — LEGIONNAIRE

CERTAINS SONT DÉJA EN FRANCE
N'ATTENDEZ PLUS
ORGANISEZ-VOUS
G.A.R

GROUPES D'ACTION ET DE RÉSISTANCE

Placardés sur les murs, des « avis de recherche » très particuliers.

du soutien de la Sécurité militaire. Entre Michel Hacq et les barbouzes, la liaison est assurée par l'inspecteur **René Chazotte**, petit, sec, à l'accent de Perpignan ; surnom : « **Hernandez** ».

L'argent sale de Jean Morin

Chargé du nerf de la guerre, Bitterlin reçoit de Jean Morin trente millions, pour commencer. Les besoins d'argent sont considérables. Le recrutement bat son plein. Dominique Ponchardier, puisant dans ses relations, envoie le gros de la troupe. Jacques Dauer, toujours actif malgré ses réticences et scrupules, offre à Bitterlin quelques recrues de choix : **Pierre Lecerf**, ancien de Corée, ami de Goulay ; **Mario Lobianco**, ancien des Brigades internationales et, hélas, de la Légion ; **Gérard Maugueret**, parachutiste de 23 ans, expert en explosifs ; **Michel Dirand**, ex-commando de l'Air ; **Gaston Quetel**, chargé de surveiller Bitterlin...

Le département Finances des barbouzes est tenu par **Jean Dubuquoy** et **Louis Dufour**. Les deux comptables gèrent les fonds, paient les soldes, règlent les loyers des villas.

Il y a entre autres le PC d'El-Biar, la villa **Andréa**, du nom de son propriétaire, très Algérie française ; de style mauresque, à un étage, on l'appelait aussi « la maison du bonheur » (*dar es Saada*) ; ce sera la maison de l'enfer. Plus tard, beaucoup plus tard, en 1968, lorsque les cris des torturés se seront tus depuis longtemps, des fouilles mettront au jour une douzaine de corps de Deltas ou d'Européens capturés puis torturés. Il y avait aussi la villa B, rue Faidherbe, impasse donnant sur le chemin Raynaud, d'autres encore...

Sécurité militaire et bas-fonds

Le ministère de l'Intérieur est bien placé pour recruter : il a sous la main, via l'administration pénitentiaire, tous les détenus « intéressants ». En 1961, un certain **Raymond Meunier**, dit « Raymond-la-Science », condamné pour vol à main armée, est libéré avec mission d'infiltrer les milieux OAS. Il travaillera surtout en métropole. Selon **Leroy-Finville**, chef de service du SDECE, qui le connaît pour l'avoir utilisé, c'est « le summum de la belle brute ; un colosse adipeux, difforme et flasque, une voix grasseyante aux intonations vulgaires... ». Raymond-la-Science crée de faux réseaux OAS qui organisent des attentats à l'explosif. Comme il renseigne également l'OAS, il reste actif et dangereux longtemps.

La Sécurité militaire n'est pas plus « regardante » que la police. Sa recrue-phare est un certain **Jean Augé**, un second couteau de la Résistance devenu sans transition un caïd du milieu lyonnais. « Petit-Jeannot » reçoit l'ordre d'abattre à Alger deux agents du SDECE accusés de « trahison ». Plus tard, en 1965, le colonel **André** devra reconnaître avoir utilisé le savoir-faire d'Augé « en diverses circonstances », sans plus de détails. Augé est mort le 15 juin 1973, abattu au cours d'un règlement de comptes de nature indéterminée.

Pierre Lemarchand, dont la femme s'occupe des problèmes administratifs — formalités diverses, enquêtes discrètes sur certaines recrues, billets d'avion, transports — a recruté un judoka de haut niveau, propriétaire d'une salle située du côté de la République à Paris : **Jim Alcheik**, et huit de ses meilleurs élèves. L'adjoint de Jim, **Roger Bui-Thé** est un expert en combat rapproché qui se révélera tueur cruel et sanguinaire. Parmi les élèves, il y a quatre Vietnamiens dont la présence incongrue fera instantanément repérer la troupe dès son arrivée à Alger.

Très vite, le MPC dispose de cinquante permanents, sans compter les chauffeurs et gardes du corps algériens fournis par le cheikh **Zekiri,** avec ou sans l'accord officiel du FLN.

Pour saluer à sa façon l'arrivée de l'ennemi nouveau, l'OAS abat en pleine rue, à Orléansville, **Bovis**, adjoint de Guy Gits. Riposte immédiate des barbouzes, destinée à frapper l'opinion européenne. Un soir, cinq commandos en voiture font sauter l'Otomatic, le Tantonville et le Cheval Blanc ; quelques jours plus tard, le Joinville, le Coq Hardi et le Viaduc sautent à leur tour. Dégâts considérables, surtout sur le plan psychologique. Tous ces établissements étaient des fiefs « intouchables » de l'OAS.

Degueldre relève le défi. Il lui faut peu de jours pour identifier un certain **Dulac**, qui habite une villa rue Séverine et circule dans Alger et sa banlieue dans une Mercédès conduite par Goulay. Photographies faisant foi, Dulac n'est autre que Lucien Bitterlin, le gaulliste à abattre. La Mercédès quitte la villa chaque matin à 8 heures, en marche avant.

Le 6 décembre, deux commandos, chacun à bord d'une voiture, se postent au bas de la rue afin de prendre la Mercédès sous leurs feux croisés à sa sortie de l'impasse. A bord du premier véhicule, **Jo Rizza** ; au volant de l'autre, **Gaby Anglade**, l'un des meilleurs hommes de Degueldre depuis l'arrestation du sergent **Albert Dovecar**.

Exceptionnellement, la veille au soir, André Goulay a garé la Mercédès en marche avant. Ce matin-là, Goulay enclenche la marche arrière et commence à reculer. Dès qu'ils voient apparaître ce qu'ils pensent être le capot, les Deltas ouvrent le feu à la MAT-49, au MP-40 et à la Thomson. Quatre chargeurs de vingt-cinq criblent la malle arrière de la Mercédès. Histoire de fignoler, Rizza dégoupille une MK-2. La défensive rebondit sur la carrosserie et explose à terre.

Atteint d'une balle ou d'un éclat, Goulay se couche et éjecte Bitterlin d'une bourrade. Des voisins européens s'approchent et entourent les blessés, non pour les achever, comme le supposent un moment les deux intéressés, mais pour les secourir. Goulay et Bitterlin sont emmenés à l'hôpital Maillot, qu'ils ont préféré à Mustapha. Goulay y est opéré d'urgence. Bitterlin reçoit quelques soins puis regagne la villa Séverine, où bientôt une estafette de la Délégation générale apporte un billet d'avion à l'intention de Mme Bitterlin, invitée, pour des raisons de sécurité, à quitter l'Algérie pour la métropole.

Quelques jours plus tard, Lemarchand rend visite à André Goulay. Prévenue, l'OAS est là, en nombre et en armes. Des rafales crépitent dans la cour de l'hôpital. L'avocat et ses gardes du corps se réfugient dans les bâtiments malgré les protestations de la direction. Impossible pour les barbouzes de sortir : la foule, hostile, est massée devant les grilles. Lemarchand et ses sbires veulent se frayer un passage en force à l'arme automatique. Le commissaire du quartier les en dissuade et fait appel aux policiers anti-OAS d'Hussein-Dey pour les tirer d'affaire. Quelques jours plus tard, André Goulay quitte discrètement Alger pour la France.

Barbouzes sur le qui-vive

Le 12 décembre, à 21 heures, Bitterlin réunit ses hommes à la villa B, chemin Raynaud. Soudain, un guetteur vietnamien donne l'alerte : un inconnu rôde dans les parages. L'intrus est aussitôt pris, amené à l'intérieur, fouillé, délesté de son 6,35 et de son port d'arme. Les barbouzes déchantent vite : l'homme n'était qu'un promeneur à la conscience tranquille. La Sécurité militaire demande à Bitterlin de relâcher au plus vite le passant. Peu après, deux démineurs de la police officielle se retrouvent eux aussi dans la nasse, braqués par les occupants



Quelque part en Europe, le colonel Argoud lit avec intérêt la nouvelle de sa propre arrestation. Un « canard » qui deviendra malheureusement vrai à Munich. Du fait de barbouzes...

décidément bien nerveux. La Sécurité militaire intervient de nouveau ; et ce n'est pas fini.

Le 13, nouvelles alarmes dans la villa B. Un Européen qui semble un peu trop curieux est happé sans ménagements à l'intérieur. Un agent de Bitterlin, un musulman nommé ou surnommé **Nasser**, croit reconnaître le passant ; il dit à Bitterlin :

— *C'est un technicien de la SN Repal et de l'OAS. Il doit connaître ceux qui ont tiré sur vous l'autre jour.*

Appelé par Bitterlin, qui ne tient pas à commettre une nouvelle méprise, le colonel Laurent ordonne de « faire parler » le prisonnier. Trop heureux, Jim Alcheïk et ses Vietnamiens se mettent au travail . Torturé, l'homme finit par donner les noms de deux collègues partisans de l'OAS. Le lendemain, deux barbouzes partent en expédition et ramènent les deux techniciens du pétrole. « Traités » par les bourreaux, ils passent aux « aveux ». Déception : ils ne savent manifestement pas grand-chose, n'étant dans l'organisation secrète que des sous-ordres.

La colère des pétroliers

Pendant ce temps, on s'agite beaucoup à la SN Repal et par ricochet à Hassi-Messaoud. La disparition des trois techniciens est justement attribuée aux barbouzes. L'ensemble du personnel, de haut en bas, menace de se mettre en grève si les camarades ne sont pas immédiatement relâchés. On alerte la Délégation générale de Rocher-Noir. Jean Morin tremble pour son poste. Une grève diminuerait la production de pétrole, le gouvernement ordonnerait une enquête, qui remonterait jusqu'aux barbouzes, ces barbouzes qui n'existent officiellement pas... Deux jours plus tard, sur intervention personnelle de Jean Morin, les trois techniciens libérés retrouvent leurs postes de travail à la SN Repal. On leur a fait promettre de ne raconter à quiconque les traitements subis, mais ils parlent quand même.

Leur récit arrive aux oreilles de Degueldre, qui réagit immédiatement : il faut détruire les barbouzes dans leurs terriers. En effet, la situation devient préoccupante. Assassinats, enlèvements et explosions font souffler un vent de folie sur Alger. On fouille des passants pour un oui ou un non, les nerfs sont à vif ; quelquefois, c'est un comble, les gens de l'OAS sont pris pour des barbouzes. Il faut en finir.

Bataille de rue

L'opération est bien préparée. Degueldre ne laisse rien au hasard. Pendant huit jours, d'une planque sûre — l'appartement d'un officier de la Coloniale en retraite —, les Deltas surveillent la villa B, rue Raynaud. Ils prennent notes et photos, dessinent des plans. Lorsque Degueldre en sait assez, il fixe la date et l'heure : ce sera le 31 décembre, juste avant le couvre-feu.

Ce soir-là, une 403 verte s'arrête à l'entrée d'un immeuble en construction, face au repaire barbouze. Le fameux Jo Rizza aide le pivot de l'opération, **Marcel Ligier**, à sortir de la voiture un matériel choisi. Spécialiste du tir au bazooka et au mortier, expert en explosifs, Ligier a apporté plusieurs tubes en plastique, un gros sac de roquettes, une batterie et du fil électrique. Progressant dans les gravats, Rizza et lui montent le tout au sixième.

Là, on assemble. Les roquettes sont introduites dans les tubes reliés entre eux, un quatrième devant servir de viseur. Un fil relié au dispositif tombe le long de la façade jusqu'au sol, où attend la batterie, à laquelle on branchera le fil au moment M.

M - 30 : les hommes des commandos Rizza et Anglade se déploient en tirailleurs face au repaire.

M - 10 : au volant d'une 2 CV qui descend lentement le boulevard Galliéni, **Nicole Gardy** ; à ses côtés, Roger Degueldre.

A M - 23 h 15 -, Marcel Ligier fait tonner ses tubes. Couverts par le tir ininterrompu de l'as du FM, Anglade, qui arrose la façade sans désemparer, les commandos sortent d'un jardin qui leur servait d'abri et donnent l'assaut, mitraillette à la hanche.

Sous l'impact des roquettes, des pans de murs s'écroulent. Cachés comme ils peuvent dans les ruines de la villa, les assiégés, surpris, s'organisent et rendent tir sur tir.

M + 5 : Degueldre donne un coup de sifflet bref et strident. C'est le signal convenu du repli ; les forces de l'ordre vont arriver. Dès que les véhicules Delta ont disparu, police et gendarmerie surgissent. Croyant voir arriver des renforts OAS, les barbouzes tirent dessus. La méprise coûte la vie à un brigadier.

Deux heures plus tard, Pierre Lemarchand, qui vient d'arriver de Paris, se présente à la villa ; il va passer la nuit à aider Lucien Bitterlin à panser les plaies des blessés ; selon les barbouzes, il n'y aurait aucun mort ; le lendemain matin, l'OAS en annonce quatorze, « homologués ».

Le lendemain matin aussi, un « passant » s'approche du repaire. Un coup de feu claque. L'homme est touché aux reins mais trouve la force de battre en retraite ; il meurt un peu plus loin, vidé de son sang. C'est le capitaine **Massenet**, responsable OAS pour la région Orléans-Marine. Sa présence était-elle fortuite ou venait-il aux nouvelles ? Il existe une autre version : Massenet aurait été tué d'une manchette par Jim Alcheik ou l'un de ses Vietnamiens.

Morts en vrac

Dans la journée, avec l'aide de la Sécurité militaire décidément aux petits soins pour les tueurs, Lemarchand et Bitterlin procèdent au déménagement de leurs hommes. On quitte la villa B pour la villa A d'El-Biar ; la villa Andréa, « la maison du bonheur ».

Là, Lemarchand fait un compte rendu morose de son aller-

retour en métropole. A Paris, on est très mécontent des barbouzes. On préférerait en haut lieu moins de bruit et plus de résultats ; on réclame des arrestations ou des assassinats spectaculaires de gros bonnets. Plus d'efficacité, sinon... Il y a de la menace dans l'air ; pour tout le monde. Peut-être même, en haut lieu, la fin des barbouzes, devenues nuisibles, est-elle décidée.

Le 29 janvier 1962, des déménageurs de Bedel & Cie livrent deux caisses lourdes et volumineuses — deux cent soixante-deux kilos — à l'heure dite. La cargaison, très attendue, est accueillie avec joie : il s'agit de tout un matériel de composition et d'impression ; on va pouvoir enfin fabriquer tracts et affiches sans sous-traiter. Mais que fait la douane ? En principe, elle doit assister à l'ouverture des caisses. On attend un peu ; le temps passe puis s'arrête. Jim Alcheik n'y tient plus. Impatient de devenir éditeur à part entière, il porte le fer entre deux planches de sapin et imprime un délicat mouvement de bas en haut...

Enorme explosion ; champignon de fumée au-dessus des hauts d'Alger. Quatre-vingt-dix kilos d'explosifs — 30 de plastic, 10 de TNT, 30 de N 17, 20 de dynamite gomme — plus quelques grenades défensives pour fignoler le travail dans les coins, ont fait sauter la villa Andréa, qui retombe en pluie sur une, deux, trois, quatre, cinq, six, sept, huit, neuf, dix, onze, douze, treize, quatorze, quinze, seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf barbouzes calcinées.

Parmi les rares survivants, trois prisonniers, dont deux membres de l'OAS, qui ont été torturés et que l'arrivée de l'imprimerie a sauvés de justesse. Il s'agit probablement de **Henri Vincent**, aide-radio, d'**Alexandre Tislenkoff**, responsable ses émissions-pirates de l'OAS, et d'un chef de chantier nommé **Jacques Gosselin**.



Le « Gorille » au naturel. Ponchardier dicte ses œuvres complètes.

Qui, à Marseille ou ailleurs, a piégé les caisses ? L'Organisation de l'Armée secrète ? Le SDECE ? Probablement les deux, l'un aidant l'autre et réciproquement. C'est que les barbouzes sont devenues diablement gênantes pour le gaullisme et ses leçons de vertu dispensées de haut, *urbi et orbi* : les liens et accords de la troupe avec le FLN, de plus en plus concrets, sont jugés voyants et prématurés.

Rassuré par la détermination de Lemarchand, que la haine semble aveugler, Bitterlin reloge ses troupes à l'hôtel Radjah, propriété du **Bachaga Bouabdallah.** Ponchardier vient y pendre la crémaillère, porteur d'une bonne nouvelle ; les renforts arrivent. Il s'agit d'un certain nombre de truands de Marseille et d'ailleurs.

Ils retrouvent à l'hôtel Radjah un certain **Christian David**, tortionnaire de Tislenkoff, et qui assassinera quelques années plus tard le commissaire **Galibert**. Tout ce beau linge va vivre en état de siège : dès le lendemain de l'installation, qui n'est pas passée inaperçue, un commando Delta de quatre hommes mitraille le nouveau repaire. Les barbouzes ripostent : quatre Deltas sont abattus.

Quelques heures plus tard, Roger Degueldre vient en personne, en force, avec half-tracks, lance-roquettes et mitrailleuses. Dégâts importants. Au même moment, aux abords de l'hôpital Maillot, quatre barbouzes venues récupérer l'un des leurs, blessé, sont prises sous le feu de Deltas du quartier. Leur véhicule s'écrase contre un mur. La foule accourue y met le feu. Le commando achève les barbouzes au pistolet-mitrailleur.

Leur dernier assassinat

Les truands de Ponchardier et Lemarchand se terrent. Au cours d'une de leurs rares sorties, ils commettent un dernier crime : ils enlèvent l'ingénieur **Petitjean**, soupçonné à tort d'appartenance à l'OAS, le torturent, l'abattent d'une balle dans la tête et abandonnent son corps dans un fossé. Reconnu peu après par des témoins, arrêté, l'un des assassins est relâché par le procureur de la République, à cause d'une simple erreur de nom.

Mais la réprobation est totale, l'opprobre général. Les barbouzes ont versé trop de sang français, torturé trop d'innocents, commis trop de crimes aveugles. Le 7 mars, on les rapatrie aussi discrètement que possible sur ordre de Roger Frey.

Avec autant de discrétion et de honte, on a enseveli leurs morts, notamment ceux d'El-Biar, dans divers cimetières français, au hasard des places disponibles. A Santeny, par exemple, défense a été faite par les autorités locales administratives d'autoriser la moindre reconnaissance de corps. Voici le père d'un mort qui précise au maire que son fils faisait partie d'une police spéciale ; on lui oppose l'interdiction de reconnaissance. Et voici huit tombes dont six seulement portent un nom, les deux autres — peut-être des victimes des barbouzes, qui sait ? — resteront à jamais anonymes. De toute façon, les barbouzes ne constituent qu'une odieuse invention de l'OAS. Roger Frey l'a dit à la tribune de l'Assemblée nationale le 7 février 1962 :

— Il n'existe aucun personnel chargé de la lutte anti-OAS en dehors des cadres normaux des forces du maintien de l'ordre.

Mieux encore, si c'est possible : Jean Morin et Michel Debré ont osé proférer le même mensonge en déposant **sous serment** au procès du général Salan, jugé pour avoir refusé de se parjurer.

Jean-Pierre CHAPPUIS

Chapitre XVII

LE 26 MARS, RUE D'ISLY...



Face à la troupe, une foule désarmée...

L'impensable s'est produit. Le gouvernement français a traité avec le FLN. La conclusion des accords signés à Evian est annoncée simultanément par les radios françaises et arabes le 18 mars 1962 à dix heures du matin. Le cessez-le-feu entrera en vigueur le lendemain, 19 mars, à midi. L'armée française ne quittera l'Algérie qu'après le scrutin d'autodétermination et son départ s'échelonnera sur une durée de trois ans. Les Français d'Algérie pourront conserver leur nationalité, ou acquérir, après un délai de trois ans, la nationalité algérienne. Faute de quoi, ils bénéficieront du statut d'étrangers privilégiés.

Pour les partisans de l'Algérie française, la lecture des accords d'Evian se résume brièvement : **de Gaulle** a livré le pays, les pieds-noirs et les harkis sans aucune garantie réelle pour l'avenir. Déjà, les troupes ont reçu l'ordre de ne pas intervenir, en quelques circonstances que ce soient, contre les rebelles. L'OAS ne l'entend pas ainsi.

La résistance s'organise dans les villes. Déjà, le général **Salan** appelle à « l'offensive générale » contre les représentants d'un gouvernement qui vient de trahir ceux qui l'ont porté au pouvoir. Les officiers de gendarmerie, les CRS qui ne rallieraient pas les rangs de l'armée secrète seront considérés comme « au service d'un Etat étranger ».

La grève totale est décidée à Alger. La population européenne suit largement le mouvement. La tension monte. Il faut maintenant interdire l'accès de Bab el Oued aux forces de l'ordre. Décision hautement symbolique. Le 23 mars, l'OAS boucle le vieux quartier et, à l'abri de son bastion, défie les soldats. Dans la nervosité ambiante, des doigts glissent trop vite sur la queue de détente des armes. Un camion militaire intercepté s'est défendu. Il y a eu échange de coups de feu ; il y a eu des morts. Certains sont des appelés du contingent. La colère monte parmi leurs camarades, souvent franchement hostiles à cette guerre qu'ils comprennent de moins en moins et à une population qu'ils n'ont pas appris à aimer.

Lorsque le commandant en chef, le général **Ailleret**, connu pour sa dureté, décide d'écraser le fief insurgé, ses hommes n'éprouvent aucun cas de conscience. Afin d'abattre la rébellion, on n'a pas opté pour les petits moyens. Si déterminés soient-ils, les commandos de l'OAS, même soutenus par la population, ne peuvent rien contre les blindés et l'aviation. Le quartier est écrasé sous le feu, et résiste pourtant, avec l'éner-

gie du désespoir, jusqu'aux alentours de minuit. On va relever quinze morts parmi les soldats, vingt parmi les civils. Bouclé, Bab el Oued est ratissé toute la nuit. Perquisitions, violences, arrestations de masse. Le sac d'une ville prise d'assaut, ou peu s'en faut...

L'OAS a perdu une bataille, et l'espoir, encore caressé la veille, de voir la troupe basculer dans son camp. Elle se raccroche à ce qui lui reste : sa base, la population qu'épouvante l'avenir. C'est à elle qu'il faut demander une manifestation de masse, de solidarité avec le quartier saccagé. Rendez-vous est fixé, le 26 mars, en début d'après-midi, devant le monument aux morts du plateau des Glières. De là, la foule, sans armes, se portera, dignement, vers Bab el Oued.

Le nouveau représentant de Paris à Alger vient tout juste d'arriver. Il se nomme **Christian Fouchet** et n'a pas la réputation d'un homme tendre ni facile. Dès l'annonce de la manifestation, il la fait interdire. Que l'on prenne garde ! Il ne plaisante pas. Ceux qui passeraient outre le feraient à leurs risques et périls ! Les responsables algérois de l'OAS refusent de prendre la menace au sérieux. Le bruit a couru qu'on aurait passé la consigne de tirer... Tirer sur un rassemblement patriotique et pacifique, avec drapeaux tricolores, femmes et enfants.

Un tir sans sommations

Au plateau des Glières, la foule est dense et calme. Elle se déverse, sans précipitation, vers la rue d'Isly. Crie-t-elle des slogans en faveur de l'Algérie française ? Les témoins ne sont pas d'accord. Quoi qu'il en soit, le cortège est suffisamment tranquille pour que les barrages censés lui défendre le passage s'ouvrent devant lui les uns après les autres. Il est trois heures moins le quart quand les manifestants atteignent les chicanes qui ferment la rue d'Isly. Le poste est tenu par une dizaine de soldats et un jeune lieutenant. Rien que de normal. Si ce n'est que ces soldats sont tous musulmans. Ce choix est-il volontaire ? Est-il le fruit d'une imprudence ? Ces garçons sont-ils effrayés par la marée humaine qui descend vers eux et pourrait les écraser sur son passage. Perdent-ils leur sang-froid ? Haïssent-ils les Français ? Ou, plus lâchement, plus humaine-



... et, brusquement, le drame.

ment, réalisant qu'ils ont joué la mauvaise carte, trouvent-ils l'occasion belle de se dédouaner aux yeux du FLN victorieux ?

Il est trois heures moins dix quand ils ouvrent le feu sans sommations. Dans les premiers rangs, ahuris, des gens tombent. Réalisant qu'on leur tire dessus, ceux qui les suivaient se jettent au sol. Panique, hurlements, secousses de corps fauchés sur la chaussée par les balles d'armes automatiques... Des cris de « halte au feu » fusent de partout. La fusillade continue pourtant. Des voix hurlent qu'il y a des blessés, qu'il faut les relever, les emporter, les soigner... Personne ne semble entendre les appels, les plaintes et les supplications... Certains, se disant qu'il y a une volonté systématique d'extermination dans ce tir, s'aplatissent par terre, et font les morts, dans l'attente que cesse cette folie meurtrière qui s'est déchaînée de façon incompréhensible. A l'horloge de la poste, il est précisément trois heures deux minutes lorsque le silence revient sur la foule hébétée. Le massacre aura duré douze minutes pleines.

Les gens se relèvent, hagards. Pas tous. Soixante-trois cadavres, dont de nombreuses femmes, gisent sur les trottoirs et la chaussée de la rue d'Isly ; et deux cents blessés. Le gouvernement français a laissé tirer ses troupes sur ses ressortissants. Plaie ineffaçable.

En récompense de leurs bons et loyaux services, certaines des sentinelles de la barricade de la rue d'Isly seront décorées de la Croix de la valeur militaire.

Pour faits de bavure ?

Anne BERNET



Sur la chaussée, soixante cadavres.

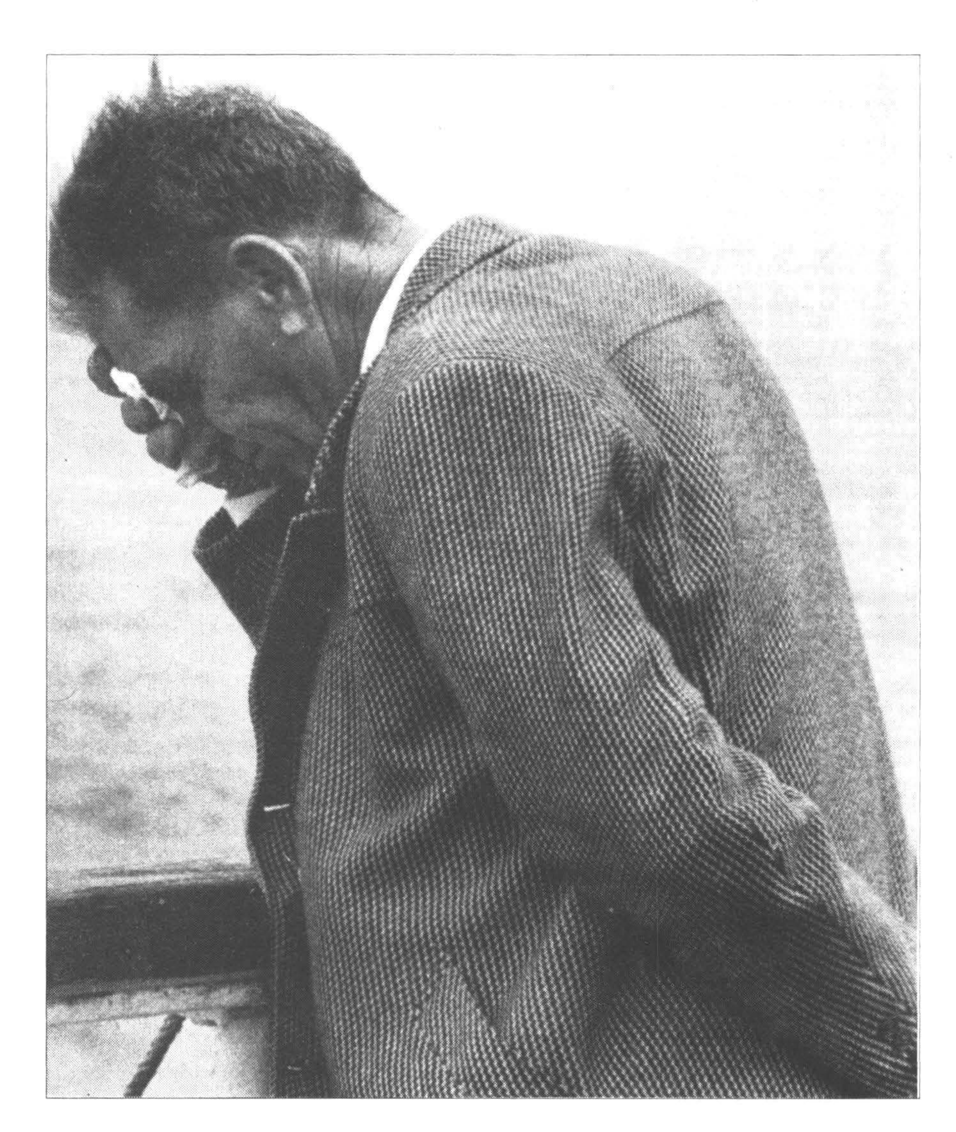
En guise de conclusion

Il est rare que les guerres procurent un grand sentiment de béatitude. Elles ne sont, en principe, pas faites pour cela. Mais peu de conflits ont laissé derrière eux autant d'amertume, de déception et même de dégoût que la guerre d'Algérie.

Si elle eut des profiteurs, elle n'eut pas de vrais vainqueurs. Elle eut, en revanche, beaucoup de vaincus et fit un nombre de victimes, humaines, matérielles et morales, sans proportion avec les statistiques officielles.

Tout le monde, au fond, y perdit quelque chose. La France y perdit sa grandeur, les gaullistes leur honneur, les Algériens leur liberté, les pieds-noirs leur terre et leurs morts, les harkis leur vie, et les Français épris de leur pays leurs illusions.

Le général **De Gaulle** lui-même, acharné à perdre ce qui était déjà sauvé pour des raisons de haute et dédaigneuse politique, ne gagna, au fond, pas plus que les autres. Ses prévisions tournèrent court, ses plans d'avenir s'effondrèrent et son grand dessein géopolitique, dont l'abandon de l'Algérie ne devait être qu'une étape, le mena tout droit au musée de l'utopie.



Ayant fait du mépris des hommes une seconde nature et un immuable procédé de gouvernement, il s'était voulu machiavélien. Mais la seule justification du machiavélisme, c'est la réussite.

Et si celle-ci n'est pas au rendez-vous, on ne peut même plus dire qu'on a eu sa conscience pour soi...

J. B.

ENCORE DISPONIBLES

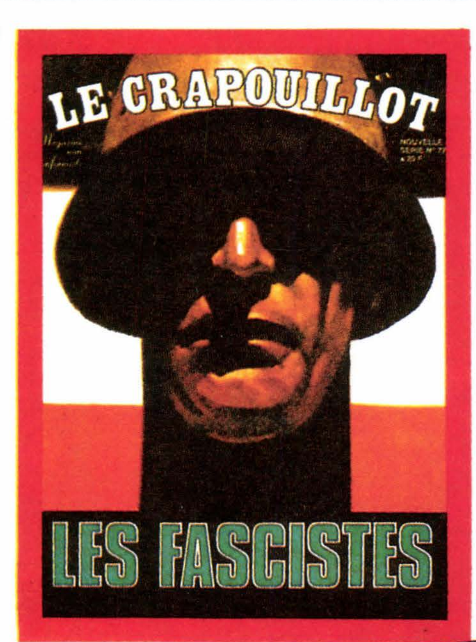
LE CRAPOUILLOT

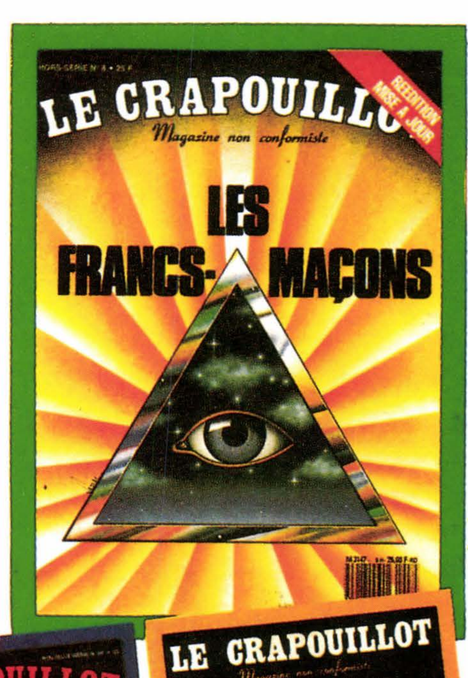
MAGAZINE NON CONFORMISTE

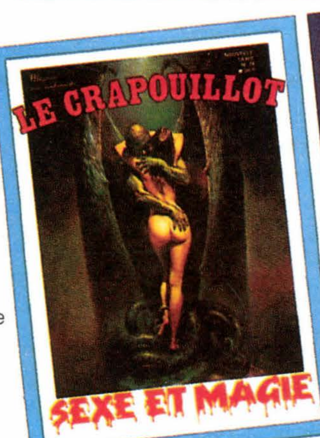
COCHEZ LES NUMÉROS DEMANDÉS

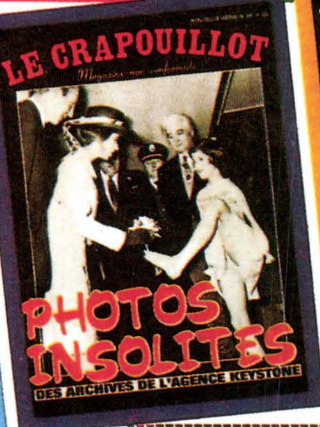
- ☐ N° 52 : Folies 39
- ☐ N° 53 : Dictionnaire des Contemporains (1)
- ☐ N° 54 : Secrets de la Graphologie
- ☐ N° 55 : Les Affaires scandaleuses
- ☐ N° 56 : La Grande Bouffe
- ☐ N° 57 : Dictionnaire des Contemporains (2)
- ☐ N° 58 : Les Homos
- ☐ N° 60 : Les Toubibs sur le grill
- ☐ N° 61 : Dictionnaire des Contemporains (3)
- ☐ N° 62 : Mitterrand : l'état de disgrâce
- ☐ N° 63 : Les Femmes fatales
- ☐ N° 65 : Esprit es-tu là ?
- ☐ N° 66 : L'Argent à gauche
- ☐ N° 67 : Les meilleurs dessins de presse
- ☐ N° 68 : La bataille de Paris
- ☐ N° 69 : L'Ecole en guerre
- ☐ N° 70 : Le Pamphlet
- ☐ N° 72 : Les Super Femmes
- ☐ N° 74 : Le choc Montand
- ☐ N° 77 : Les Fascistes
- ☐ N° 78 : Sexe et Magie
- ☐ N° 80 : Les Juifs
- ☐ N° 82 : Les travestis
- ☐ N° 83 : La torture
- ☐ N° 84 : Les photos insolites
- ☐ N° 85 : Vrais miracles et faux prodiges
- ☐ N° 86 : Les Morts mystérieuses
- ☐ N° 87 : Le petit Barre illustré
- ☐ N° 88 : Les Auvergnats
- ☐ N° 89 : L'or
- ☐ N° 90 : Ah ! les beaux héritages
- ☐ N° 91 : Les coups d'Etat
- ☐ N° 92 : Les musulmans et nous
- ☐ N° 93 : Les bobards de la guerre d'Algérie
- ☐ N° 94 : Les Bretons
- ☐ N° 95 : La vie amoureuse des rois de France
- ☐ N° 96 : Les anti
- ☐ N° 97 : Les mystères de Marseille
- ☐ N° 99 : Héros
- ☐ N° 100 : Les corrompus de la Ve
- ☐ N° 101 : Il était une fois la Révolution
- ☐ N° 102 : Les collabos
- ☐ N° 103 : Les nouveaux monstres
- ☐ N° 104 : Qui est franc-maçon ?
- ☐ N° 105 : Les Fétichistes
- ☐ N° 106 : Les secrets des sectes
- ☐ N° 107 : Le diable est de retour
- ☐ N° 108 : Les secrets des RG
- ☐ N° HS3 : Le sexe
- ☐ N° HS4 : Les grandes gueules cassées
- ☐ N° HS6 : La petite histoire des maisons closes
- ☐ N° HS8 : Les francs-maçons

soit . . . . numéros









LE CRAPOUILLOT
Magazine non conformiste
Les morts mystérieuses
GRACE KELLY
JEAN PAUL 1er
DIEULEVEULT
LEBOVICI • ARAN
GOLDMAN • ORSINI
LOBKOWICZ
BAADER
ETC.



OFFRE PROMOTIONNELLE

1 numéro :	50 F
4 numéros :	150 F
8 numéros :	300 F
12 numéros :	400 F
20 numéros :	750 F

Nom : .... Prénom ....

Adresse : ....

Code postal : .... Ville ....

Ci-joint mon règlement par ❑ chèque bancaire ❑ chèque postal ❑ mandat-lettre à l'ordre du Crapouillot + 15 Francs de frais de port, 30 Frs à partir de 10 numéros (nous n'acceptons pas les chèques tirés sur l'étranger)

A retourner à : **Le Crapouillot, 7 ter cour des Petites-Ecuries 75010 PARIS**

Tél.: 47 70 68 16